



# Situation Economique et Sociale de la Lorraine Année 2007 et perspectives 2008

La Lorraine percutée par la crise  
économique mondiale : une mauvaise  
nouvelle dans sa dynamique de  
rattrapage économique



*Séance Plénière du Conseil Economique et Social de Lorraine  
16 Octobre 2008*



## La Lorraine percutée par la crise économique mondiale : une mauvaise nouvelle dans sa dynamique de rattrapage...

Au bout de 5 années d'exercice annuel de regard sur les indicateurs économiques de notre région, dans une approche comparative (la Lorraine en France et en Grande Région), retraçant les tendances de long terme et informant sur des données plus conjoncturelles, quel recul faut-il prendre pour tenter ce nouvel essai de synthèse ? Quel message peut-on extraire qui ne soit pas brouillé par l'actualité financière et boursière, avec ses conséquences sur l'économie réelle ?

**Difficile d'introduire cet exercice annuel du CES sans une référence ou une prise en compte de la dégradation spectaculaire de la conjoncture économique mondiale.**

Si un certain nombre de données et perspectives économiques sont présentées dans notre chapitre de préambule, personne n'est aujourd'hui en mesure d'en tirer des conséquences absolues dans le moyen - long terme. Ce contexte suscite toutefois quelques remarques d'évidence :

→ **1ère évidence** : la crise actuelle, par son ampleur et ses implications sur l'économie réelle, appelle à des mesures exceptionnelles (on va jusqu'à parler de « refondation » du système financier mondial) **qui ne sont qu'en ébauche** et qui alimentent un climat **d'incertitude**, d'attente. En tout cas l'expression des gouvernements est mobilisée (les Etats semblent réinvestis dans leur mission de régulateurs mais aussi de concepteurs, si ce n'est d'un nouvel ordonnancement mondial, en tout cas de nouveaux mécanismes de contrôle ou de coordination).

→ **2<sup>ème</sup> évidence** : les marges de manœuvre par rapport à cette situation de crise ne sont **pas d'échelle lorraine**

**Pour autant, le CESL tient à rappeler** que notre région a une **sensibilité particulière aux périodes de crise** : ce que nous avons en effet observé par le passé, c'est que la Lorraine a tendance à amplifier la dégradation des indicateurs et à être en retard lors des phases de redémarrage.

Cela exige donc une **vigilance accrue** quant aux conséquences de la crise actuelle sur notre territoire. D'ores et déjà, **pour les socioprofessionnels, trois ordres d'idées doivent être prises en compte** :

☛ Ce type de situation difficile exacerbe en général les **contraintes de « compétitivité » des économies et des territoires** (impact sur la stratégie des grandes entreprises, enjeu innovation amplifié, entreprises pouvant être mises en difficulté pendant la période de rééquilibrage...) : **comment la Lorraine se situe-t-elle face à cet enjeu, c'est aujourd'hui la question majeure.**

☛ Le **voisinage du Luxembourg**, ses spécificités économiques et les **liens particuliers** qui nous unissent à lui, pose à n'en pas douter pour la Lorraine un **questionnement spécifique face à cette crise financière.**

☛ Nous sommes face à une **obligation accrue d'anticipation et d'accompagnement des secteurs et personnes fragilisés par la crise** : y-a-t-il place pour une initiative de niveau régional en matière d'accès aux financements bancaires des entreprises ? Le CES appuie l'initiative prise par le Conseil Régional dans le cadre de sa politique de développement durable, de mettre en place des prêts à taux zéro afin d'inciter à la mise en œuvre de travaux visant à maîtriser l'énergie. Cette mesure est de nature à soutenir l'activité dans le secteur BTP. La mobilisation du Fonds Régional exceptionnel des mutations économiques est-elle à la hauteur des enjeux renforcés d'anticipation ? Plus que jamais la nécessité d'une action publique efficace et coordonnée s'impose dans ce domaine...

**Une fois rappelée l'importance de ce contexte d'actualité si particulier, il nous faut revenir sur les fondamentaux des indicateurs lorrains avec une affirmation** : les grands axes de nos analyses demeurent et concluent de façon objective que **la Lorraine n'est pas dans la dynamique nationale sur 4 indicateurs très généraux** :

- démographie
- emploi
- création de richesse
- évolution du chômage

**Cela veut-il dire que la Lorraine est dans une situation figée ? A priori non, pourquoi ?**

**Tout d'abord, si le CESL estime ces indicateurs « insuffisants »** (terme que nous préférons à « mauvais » puisqu'une « croissance de PIB » même moins forte demeure une croissance et affiche donc une dynamique de création de richesse), **il considère néanmoins qu'ils répondent en partie à des effets liés à la crise de nos industries historiques, à nos spécialisations industrielles actuelles...** :

- **démographie** : effet de structure lié au départ de population active (années 80) et solde migratoire qui demeure négatif

- **emploi** : ampleur de la restructuration industrielle et poursuite de cette restructuration (2<sup>ème</sup> choc), impact d'une évolution démographique qui ne dynamise pas l'économie « résidentielle » et la consommation
- **création de richesse** : en parallèle avec l'analyse de l'emploi, l'économie qui a du mal à redéployer ses forces

### Ensuite, il faut affirmer que les lignes ont bougé en Lorraine pendant ces 5 années

- **Second choc industriel** : au-delà de l'analyse certes négative (perte d'emplois), il atteste d'une mutation économique toujours active, il est aussi **le rappel d'une spécialisation industrielle qui demeure, qui doit être revendiquée peut-être encore plus aujourd'hui qu'hier.**
- **Pôles de compétitivité** : à mettre en lien direct avec l'identité industrielle régionale, les deux pôles de compétitivité lorrains sont deux outils qui structurent la dynamique industrielle régionale et ses capacités d'innovation
- **Schéma Régional de Développement Economique (SRDE)** : validation d'un projet économique qui a fait l'objet d'une concertation régionale
- **Poursuite de la structuration des PRST<sup>1</sup> et émergence de nouvelles lignes forces dans les compétences scientifiques lorraines** : à nouveau en lien avec une identité industrielle mais avec de solides fondations transversales (pôle matériaux, géosciences, énergie, eau, environnement, TIC...)
- **PRES et profilage de l'Université Lorraine** : dans la droite ligne de la structuration du paysage universitaire et de recherche en Lorraine
- **CPER – Programme Opérationnel (Fonds structurels européens)** : affirmation et appui à l'enjeu innovation – compétitivité + accès de la totalité du territoire à l'éligibilité
- **Sillon Lorrain** : volonté de rapprochement des dynamiques urbaines Epinal – Nancy – Metz –Thionville
- **Dynamique de Grands projets urbains** (grands chantiers) à Metz et Nancy : accès à une nouvelle dimension de pôle économique et culturel
- **TGV** : connexion de la Lorraine au réseau grande vitesse français et européen
- **TER** : poursuite de la montée en puissance quantitative et qualitative
- **Maturation de « l'effet frontalier »** : nouvelle attractivité, nouveau regard et effet qualifiant sur l'emploi, effet « bassin de vie partagé », obligation de stratégie territoriale (face au projet Belval, émergence du projet de Groupement de Coopération Transfrontalière)
- **Dynamique ou dimension d'ouverture de la société lorraine qui se confirme** : à partir du « fait frontalier lorrain », de spécificité économiques et d'une bonne dynamique des indicateurs de commerce extérieur
- ...

<sup>1</sup> PRST : Pôle de Recherche Scientifique et Technique

## Cela veut-il dire que la Lorraine est sur le cap ? Pas encore, pourquoi ?

- Une **dimension stratégique insuffisante** : en terme d'outils ou de moyens disponibles, de suivi et d'animation, de rationalisation des actions (effet de dispersion) et de gouvernance, de lenteur des processus, la Lorraine ne sait pas donner de la lisibilité et de la cohérence à son projet territorial. En témoignent par exemple : l'absence de **SRADT**, un « **fait régional** » contesté et qui ne parvient pas à se légitimer, une dynamique de **métropolisation** insuffisante, une lenteur dans l'élaboration d'une **stratégie transfrontalière**...
- des **problèmes non résolus** : saturation des axes de mobilité et recul relatif sur les liaisons interrégionales, une recherche industrielle qui peine à décoller...
- une **spécialisation industrielle** qui surexpose l'économie lorraine à la concurrence mondiale et qui est peu productive en emploi
- une faible dynamique en matière de **démographie** ou encore de **création d'emploi**
- des **fragilités** se précisent : IDE, qualité de la dynamique de création d'entreprises
- **d'autres grands projets structurants nécessaires** pour compléter les outils de la mutation régionale
- un **environnement national très concurrentiel** qui force la Lorraine à trouver des lignes forces d'attractivité qui puissent renverser son image : quelle est son image de cohésion régionale, quel est son projet culturel, quelles sont ses lignes d'attractivité économiques ?
- La nouvelle actualité de la **restructuration des armées** : nouveau coup dur pour la dynamique d'emploi et de démographie en Lorraine.
- **Coordination insuffisante en matière de stratégie régionale de formation et d'insertion**
- ....

**Ce constat d'ensemble, dans une actualité inquiétante de retournement subit des indicateurs conjoncturels, amène le CES de Lorraine à proposer 7 leviers d'action qui constituent les lignes forces d'un projet d'attractivité et de dynamique économique de la Lorraine.**

**Dans un contexte difficile de concurrence entre territoires, la seule issue lorraine est en effet plus que jamais liée à sa capacité à se rassembler et à mobiliser ses différents échelons de stratégie territoriale afin de promouvoir une nouvelle dynamique d'attractivité.**

**Le CES de Lorraine se propose dans les mois qui viennent d'enrichir ces propositions au travers de travaux spécifiques de ses commissions et groupes de travail.**

## Construire l'attractivité lorraine en 7 leviers d'actions : les propositions du CES de Lorraine

LES AXES LEVIERS	LA SYNTHÈSE DES ENJEUX	LES PROPOSITIONS
<p>Un <b>projet culturel</b> : outil de rayonnement et de développement de la Lorraine</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- une <b>priorité</b> au-delà des contingences économiques</li> <li>- faire émerger un <b>projet culturel ambitieux d'envergure régionale</b> visible à l'échelle nationale et européenne, et notamment à l'échelle de la Grande Région</li> <li>- un projet au service de tous les acteurs et de la cohésion lorraine</li> </ul>	<p><b>Développer des outils structurants et partagés régionaux</b> en direction de l'ensemble des acteurs lorrains :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Instauration d'une Conférence Régionale de la Culture</u> : organe pérenne de débat et de proposition de l'ensemble des acteurs culturels, d'aide et d'appui aux politiques publiques</li> <li>- <u>Animation, redéfinition ou construction d'outils partagés</u> qui accompagnent les politiques et les acteurs culturels (centre de ressources, centre de formation, pôle lyrique, pôle régional des musiques actuelles centre de ressources, centre régional du livre entre autres propositions...)</li> </ul> <p><b>Organiser l'appui spécifique à la dimension métropolitaine et transfrontalière :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaboration stratégique des grandes villes lorraines</li> <li>- projet de création de salles de musiques actuelles et de mise en réseau (Sillon Lorrain / Grande Région)</li> <li>- structuration d'un pôle régional de l'image à dimension transfrontalière</li> </ul>

<p><b>Politique économique et emploi</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dynamiser une <b>identité industrielle</b> autour de la cohérence des potentiels économiques et scientifiques</li> <li>- Valoriser les potentiels lorrains porteurs d'une dynamique économique de <b>développement durable</b></li> <li>- Améliorer l'efficacité du dispositif public de soutien à l'économie par une logique de <b>rationalisation et de réseau régional (gouvernance)</b></li> <li>- <b>Renforcer la dynamique de Formation Professionnelle Tout au Long de la Vie</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Animer l'identité autour <b>d'outils ou concept de lisibilité</b> ? « Matériaux » et « Material's Valley » ? Des grands projets phares : CEA ; optoélectronique ; pôle mondial de l'eau ; cycle de vie des produits (Toul) ; Territoire d'expertise : recherche sur l'enfouissement et la gestion écologique des déchets, biomasse, énergies renouvelables, ULCOS, projet chimie...</li> <li>- <b>Renforcer l'expertise et la coordination régionale en matière de politique économique et industrielle</b> avec l'appui de l'Etat : <ul style="list-style-type: none"> <li>o cellule opérationnelle Etat – Région : commissaire au développement économique et à l'emploi</li> <li>o comité stratégique régional de pilotage</li> <li>o anticipation des mutations économiques : appui aux secteurs fragilisés (1<sup>ère</sup> transformation du bois, enjeu industrie automobile...), faire de l'ORME un outil opérationnel et dynamique d'analyse et d'appui à la décision publique en Lorraine, projets de revitalisation (Gandrange, Toul, Carling...)</li> </ul> </li> <li>- Se donner les moyens de <b>faire de la formation professionnelle un levier du développement économique et social</b> (dans la mise en œuvre du PRDF, dans l'amplification l'action et des moyens dédiés à la <b>GPEC</b>...)</li> <li>- <b>Mobiliser efficacement les moyens financiers</b> dédiés à la compétitivité-innovation-recherche (FEDER – CPER –PCRD...) et <b>quantifier nos obligations de résultat</b></li> <li>- <b>SRDE</b> : à revisiter pour lui conférer un statut de document cadre (outil de lisibilité et de mise en cohérence)</li> <li>- <b>Dispositif économique</b> : appui aux dispositifs structurants et redéfinition des moyens (3Lorraine, ADIELOR, politiques régionales exportation, appui PME-PMI, FRIL) → leur donner une vraie dimension d'outils régionaux de développement économique et de prospection</li> <li>- <b>Tourisme</b> : renforcer cet axe de développement économique régional et donner une dimension véritablement régionale à la stratégie du tourisme lorrain</li> <li>- <b>Soutien à l'entreprise</b> : création (objectifs qualitatifs), accompagnement, renforcement de la structuration du tissu (taille des entreprises et mise en réseau), lutte contre les défaillances, aide à l'exportation</li> <li>- Se donner les moyens de faire de <b>MIPI un pôle à vocation mondiale</b></li> <li>- <b>Réflexion stratégique sur la dynamique des Investissements directs étrangers avec une redéfinition des missions et moyens d'ADIELOR</b></li> </ul>
--	--	--



<p><b>Enseignement Supérieur Recherche - Innovation et Valorisation en lien avec les enjeux économiques</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Université Européenne Lorraine</b>, au-delà du PRES, une urgence à court terme dans l'objectif d'une <b>gouvernance unique</b></li> <li>- <b>Appuyer le projet d'enseignement supérieur sur les partenaires socioéconomiques</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travailler sur deux enjeux complémentaires : <b>l'excellence au service du rayonnement et de l'attractivité, la qualité du service public d'enseignement supérieur au service des lorrains</b> (lutte contre l'échec en 1<sup>er</sup> cycle, qualité vie étudiante, accueil des étudiants étrangers...)</li> <li>- <b>Elever le taux d'accès des lorrains à l'enseignement supérieur</b></li> <li>- <b>Organiser la suite du dossier Campus</b></li> <li>- Poursuite structuration <b>PRST</b></li> <li>- Rendez-vous européen : <b>l'exigence d'une stratégie régionale de l'innovation</b>, un enjeu opérationnel majeur</li> </ul>
<p><b>Soutien à l'axe métropolitain</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à l'attractivité, rayonnement et dynamique économique régionale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Construire un schéma régional de développement métropolitain</b></li> <li>- Favoriser <b>l'émergence urgente d'une métropole bi-polaire en Lorraine</b> : exigences d'un dispositif de mise en cohérence des stratégies Nancy – Metz (Culture, Enseignement Supérieur, Recherche, Accessibilité et Mobilité, Santé, Développement économique, tourisme....)</li> <li>- Affirmer les <b>solidarités territoriales liées au développement métropolitain</b></li> </ul>
<p><b>Stratégie frontalière : axe Luxembourg, une priorité dans un environnement Grande Région</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire du fait frontalier un des axes de développement du territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exigence de <b>l'engagement de l'Etat</b> (axe stratégique / négociation plan restructuration militaire) : « <b>Haut Délégué aux affaires transfrontalières</b> » et cellule opérationnelle Etat-Région</li> <li>- Dimension de stratégie <b>d'échelle régionale</b> : en cohérence avec le projet économique, le projet de territoire et le projet métropolitain</li> <li>- Mais <b>soutien aux territoires de proximité</b> (aménagement du territoire et cadre de vie)</li> <li>- Implication dans la <b>stratégie métropolitaine</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>l'impératif de trouver de vraies lignes de stratégie concertée</b> : concept de nouvelle « géographie économique » → transversalité des actions : enseignement supérieur recherche / culture / métropolisation....</li> </ul> </li> <li>- Travail de <b>prospective transfrontalière</b> en partenariat avec le Luxembourg</li> </ul>

**Infrastructures : une identité « Transport durable » pour la Lorraine**

♦ **Renforcer les mobilités et les fluidités régionales et extrarégionales**

- Mettre en connexion **LGV/Ligne TER : Vandières**
- Réaliser la **2<sup>nd</sup>e phase TGV Est** : renforcer les liaisons interrégionales et internationales Est-Européennes
- S'engager à chercher et construire des solutions pour des **liaisons ferroviaires performantes vers le Sud** intégrant la nécessité de renforcer la rapidité des échanges entre la Lorraine et ses deux régions voisines (Bourgogne, Franche-Comté)
- Renforcer le cadencement et l'offre **TER** sur le sillon et les liaisons frontalières et également avec nos voisins du Grand Est.
- **Fluidifier l'axe autoroutier Nord-Sud** : réalisation du barreau Toul-Dieulouard et du Contournement Ouest de Thionville et organisation du débat public relatif au projet de Contournement Sud de Nancy; optimisation de la gestion de cet axe par des mesures diverses (route intelligente, interdiction de doubler des camions sur certains segments,...)

♦ **Construire l'identité logistique de la Lorraine**

- Organiser le **renforcement des dessertes des zones d'activités stratégiques** par la réactivation des embranchements ferroviaires de proximité
- Mettre en œuvre un **schéma directeur de la fonction logistique-fret** autour de deux outils majeurs de l'Espace Commun que sont l'aéroport MNL et la Gare Lorraine de Louvigny reconvertie.
- Créer rapidement une **première plate-forme trimodale sur la Moselle**
- Consolider la **performance fluviale** sur la Moselle : gestion dynamique et en réseau des ports de la Moselle
- Confirmer la nécessité d'aller au **débat public pour le projet Saône-Moselle**

<p><b>Un projet global pour le territoire lorrain</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lisibilité, cohésion et fédération</li> <li>- Dimension interne et externe</li> <li>- mettre en <b>cohérence</b> les dimensions <b>économique, territoriale, culturelle et sociale</b> dans l'analyse, les perspectives et les objectifs d'un projet lorrain</li> <li>- Intégrer les enjeux de développement durable dans le schéma de développement lorrain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revisiter et prolonger la <b>démarche prospective</b> menée par le CESR en partenariat avec l'INSEE (2005 - Tableaux d'une exploration Lorraine 2025) : débouché stratégique, projet de territoire (identité, enjeux, axes de développement) et mobilisation des acteurs</li> <li>- Développer un <b>axe de lisibilité fort du projet régional en faveur de sa jeunesse</b></li> <li>- <b>Lire et projeter</b> la Lorraine au regard de ses enjeux non seulement économiques, mais aussi de formation, de cohésion sociale, de santé, de cadre et de qualité de vie dans les territoires.</li> </ul>
---	--	---



# Sommaire

## Synthèse et Propositions

### Construire l'attractivité lorraine en 7 leviers d'actions : les propositions du CES de Lorraine

Composition du comité de pilotage.....	2
--	---

## 1 – CONJONCTURE NATIONALE ET INTERNATIONALE

1. Situation internationale : climat d'incertitude et perspectives orientées à la baisse.....	3
2. Contexte national : baisse de croissance attendue.....	5
2.1 Un ensemble d'indicateurs défavorables au niveau des composantes du PIB national.....	5
2.2 Le net ralentissement de la création d'emplois en 2008.....	7
2.3 La crainte d'une nouvelle augmentation du chômage marquée également l'année 2008.....	7
3. L'économie Allemande également touchée .....	8
4. Retournement plus sensible de la conjoncture en Lorraine ?.....	8

## 2 – LA DEMOGRAPHIE

La Lorraine a du mal à se stabiliser dans un environnement national toujours très dynamique

1. Une année 2006 sans surprise pour la Lorraine : train démographique positif mais qui demeure très moyen.....	9
2. Tendances longues : les écarts se creusent avec la France.....	10
3. Evolution en structure de population : les prémices d'un déclin annoncé.....	11
4. Natalité – fécondité – mortalité.....	13
5. Environnement Grand Est et transfrontalier .....	14

## 3 – BILAN 2000-2006 DE L'EMPLOI LORRAIN

Un décrochage accentué par rapport à la dynamique nationale depuis 2001

1. 2000-2006 : l'évolution de l'emploi prend un profil inquiétant, bien loin des performances moyennes françaises.....	17
--	----

<b>2. Retour sur 2006 : un bilan positif mais une performance toujours médiocre par rapport à la France.....</b>	<b>18</b>
<b>3. Evolution des principaux secteurs lorrains.....</b>	<b>19</b>
<b>3.1 Industrie : avec 29 000 emplois supprimés en 5 ans, la Lorraine représente 7% des pertes industrielles nationales.....</b>	<b>19</b>
<b>3.2 Services en Lorraine : la rupture de trajectoire s'amplifie depuis 2001.....</b>	<b>19</b>
<b>3.3 Construction.....</b>	<b>20</b>
<b>3.4 Commerce : un secteur en panne de croissance depuis 2001 en Lorraine.....</b>	<b>21</b>
<b>3.5 Agriculture : un palier dans la décroissance de l'emploi agricole en Lorraine.....</b>	<b>21</b>
<b>4. Création / suppression d'emplois : analyse des dynamiques d'activité.....</b>	<b>23</b>
<b>5. Le point sur la « tertiarisation » de l'emploi lorrain.....</b>	<b>25</b>
<b>6. L'emploi public en Lorraine : 186 000 agents dont 54% des différents Ministères de l'Etat.....</b>	<b>28</b>

**4 – ANALYSE CONJONCTURELLE DE L'EMPLOI CHAMP URSSAF 2007 – 2008 :  
Une dynamique en progression en 2007 qui devrait s'inverser en 2008**

**5 – EMPLOI FRONTALIER :  
Rythme de progression toujours soutenu**

**6 – CHÔMAGE :  
Amélioration des chiffres de la demande d'emploi en Lorraine en 2007, inversement de  
tendance en 2008**

<b>1. Depuis 2001, l'évolution du taux de chômage est restée plus défavorable en Lorraine.....</b>	<b>41</b>
<b>2. Dernier point 2008 : reprise de la croissance du nombre de demandeurs d'emploi depuis juillet, les résultats de baisse du 1<sup>er</sup> semestre sont quasiment annulés.....</b>	<b>42</b>
<b>3. Dernier point 2008 : reprise de la croissance du nombre des demandeurs d'emploi depuis juillet, les résultats de baisse du 1<sup>er</sup> semestre sont quasiment annulés.....</b>	<b>43</b>
<b>4. Phénomène récurrent : la dégradation de l'emploi et du chômage affecte de façon plus sensible les jeunes.....</b>	<b>45</b>

**7 – DEPARTS A LA RETRAITE :**  
**Une clé de lecture à approfondir dans la situation de l'emploi et du chômage lorrain**

**8 – PIB & VALEUR AJOUTEE**

**9 – DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES :**  
**Exceptionnelle dynamique de création en 2007**

- |    |  |    |
|----|--|----|
| 1. | La Lorraine demeure sur une lancée très dynamique de création.....   | 50 |
| 2. | Répartition territoriale de la création d'entreprise : plus de 46% de la création d'entreprises en Lorraine sont assurés par la Moselle..... | 51 |
| 3. | La création selon les secteurs d'activité : tous les indicateurs en hausse.....  | 52 |
| 4. | Création d'entreprises innovantes <sup>1</sup> : la Lorraine a des résultats insuffisants....  | 53 |
| 5. | Perspectives 2008 de la création d'entreprises : le 1 <sup>er</sup> semestre semble annonciateur d'un ralentissement de la dynamique.....    | 53 |
| 6. | Le tissu des entreprises lorraines : 74 475 au 1 <sup>er</sup> janvier 2007.....   | 55 |

**10 – MARCHE IMMOBILIER – CONSTRUCTION :**  
**L'attente d'un grave effet « boumerang » de la crise financière et du retournement de conjoncture...**

- |    |   |    |
|----|---|----|
| 1. | Construction – Activités immobilières : des secteurs dynamiques dans la conjoncture récente de l'emploi et de la création d'entreprise en Lorraine.....               | 56 |
| 2. | Indicateurs du marché immobilier : un contexte incertain qui pèse sur les perspectives économiques des secteurs de la construction et des activités immobilières..... | 57 |
| 3. | Analyse territoriale : les dynamiques résidentielle et d'activités sur le Sillon et le long des frontières.....   | 59 |

## **11 – COMMERCE EXTERIEUR : Une situation singulière pour la Lorraine**

- 1. La Lorraine en situation de résistance, en 7<sup>ème</sup> rang des régions exportatrices françaises..... 60**
- 2. Un lien structurel fort avec l'Allemagne : plus de 30% de la valeur des exportations lorraines..... 61**
- 3. Des spécificités dans les échanges fortement liées au secteur de l'automobile et de la 1<sup>ère</sup> transformation de l'acier..... 62**
- 4. Le département de la Moselle : près des trois quart du potentiel lorrain d'échange extérieur en 2007..... 63**

## **12 – INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX EN LORRAINE : En baisse depuis 4 ans**

- 1. La Lorraine rétrograde au 11<sup>ème</sup> rang national mais les perspectives se veulent offensives..... 64**
- 2. La marque de liens régionaux particuliers avec l'Allemagne..... 66**

## **13 – RECHERCHE – DEVELOPPEMENT – INNOVATION – PÔLES DE COMPETITIVITE**

- 1. Bilan RDI : des évolutions majeures doivent accompagner la mutation de la Lorraine vers la société de la connaissance..... 67**
- 2. Les pôles de compétitivité : outil recherche innovation..... 71**
- 3. Enseignement Supérieur – Recherche : un point sur les évolutions lorraines.... 72**
- 4. La propriété industrielle : bilan lorrain..... 72**

## **14 – PAUVRETE & PRECARITE EN LORRAINE**

- 1. la pauvreté monétaire relative : les dernières bases de données disponibles nous renvoient à 2006..... 75**
- 2. La pauvreté institutionnelle..... 77**
  - 2.1 Première analyse sur 4 minima sociaux..... 77**
  - 2.2 Zoom sur le RMI en Lorraine : situation par département..... 78**



# *Composition du comité de pilotage*

---

Président                      Gilbert KRAUSENER

Comité de pilotage

AUBIN Bernard  
BAILLY Jean-Paul  
BAYER Raymond  
BEXON Denis  
CAYLA Olivier  
CERUTTI Daniel  
CHARLES Pierre  
CUTTITTA Emmanuelle  
DONGE Madeleine  
EHLACHER Frantz  
FAIVRE Jean-Raymond  
FEVOTTE Pascal  
FRENOT Raymond  
GASTALDELLO Lucien  
GRUNWALD Maurice  
HILPERT Bernadette  
JACQUOT Daniel  
JODIN Elizabeth  
JUBERT Michel  
KLEIN Paul  
LACRESSE Jean-Paul  
LAURENT François  
LELIEVRE Claude  
DE LESSEUX Arnould  
LIOGER Richard  
LOMBARD Patrice  
MAUCOURT Marie-Madeleine  
MERTZ Robert  
MEYER Patrick  
MULLER-BECKER Nicole  
NICOLLE Bernard  
PETIOT Sylvie  
PIERQUIN Jean-Louis  
RICHETON Christian  
SANGLIER Patrice  
SCHWARZ Daniel  
SERGENT Michel  
STEPHAN Bernard  
STREIFF Pierre  
TORDJMAN Charles  
TOUSSAINT Gérard

*Assistés de Véronique CERUTTI, Directrice des études  
au Conseil Economique et Social de Lorraine*



## 1 – CONJONCTURE NATIONALE ET INTERNATIONALE

*Notre analyse : l'actualité de la rentrée avec la crise financière et ses conséquences sur l'économie réelle remet en cause l'ensemble des tendances de l'économie mondiale telles qu'elles pouvaient être présentés pour 2007 et début 2008, à savoir :*

- *prolongement des grandes tendances de croissance : dynamique sur l'Asie et les pays émergents, croissance plus molle pour les USA et l'Europe, faible dynamique française notamment sur ses échanges internationaux*
- *envolée du coût du pétrole et des matières premières...*

*C'est toute la croissance mondiale qui est aujourd'hui sous le choc d'un rapide ralentissement : le retournement des indicateurs est particulièrement sensible dans les domaines du commerce extérieur, du chômage, de l'emploi....*

*Il est trop tôt pour en mesurer la durée ou toutes les conséquences.*

### 1. Situation internationale : climat d'incertitude et perspectives orientées à la baisse

Comme le rappelle l'INSEE dans la note de conjoncture de juin 2008<sup>1</sup>, **trois chocs continuent de peser sur l'économie mondiale.**

- la chute de la construction immobilière,
- le renchérissement des matières premières (agricoles et pétrolières) qui pèse sur la hausse des prix à la consommation.
- la crise des marchés financiers, qui rend l'accès au crédit plus difficile.

Tous ces éléments créent un **climat d'incertitude** et pèsent sur la croissance et le commerce mondial qui devraient ralentir sensiblement en 2008 et 2009.

Croissance PIB	2006	2007(e)	2008(p)
Zone euro	2,8	2,6	1,7
Japon	2,4	2,0	1,4
États-Unis	2,9	2,2	1,1
Chine	11,1	11,9	9,4
Inde	9,7	8,7	7,0
Volume commerce mondial	9,7	7,5	4,5

Source Banque mondiale

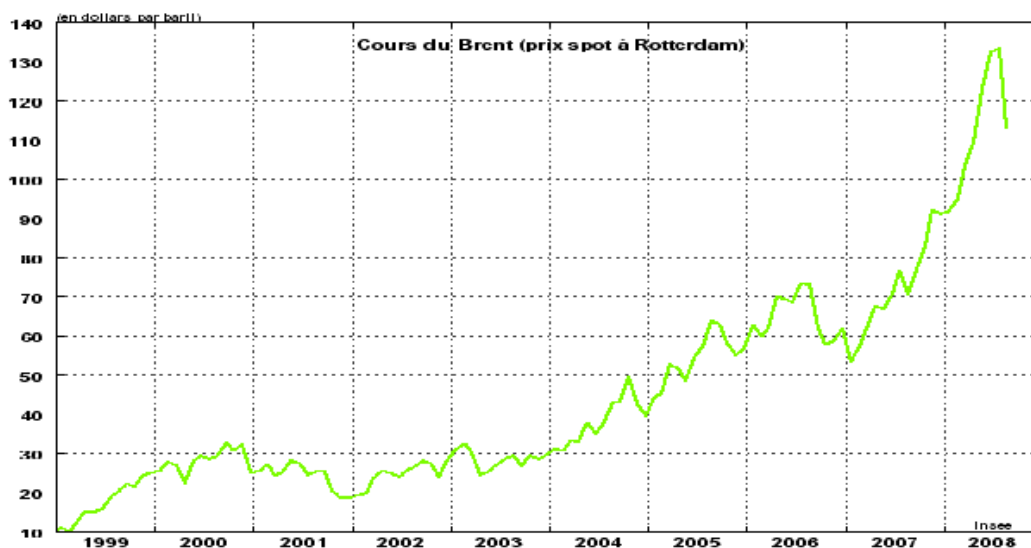
Les **résultats économiques du second trimestre 2008** publiés par les instituts de conjoncture des différents pays européens, soulignent une **nette dégradation** de l'activité économique et relèvent un peu partout les craintes d'une récession ou tout au moins d'un ralentissement sévère de l'activité économique. Outre la France (-0,3%) et l'Allemagne (-0,5 %), toute la zone euro est frappée par une contraction du produit intérieur brut (PIB) d'au moins 0,2 % au second trimestre. C'est la première fois depuis la création de l'euro, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, que la zone euro affiche un taux de croissance négatif.

<sup>1</sup> INSEE – note de conjoncture de juillet 2008

Ces trois chocs pèsent sur la confiance des consommateurs et des chefs d'entreprises de la Zone Euro qui a enregistré en juillet 2008, son plus fort recul mensuel depuis les attentats de septembre 2001.

**Pétrole : dans un profil de hausse spectaculaire du prix du pétrole, initié en 2004 et très fortement accentué depuis le début de l'année 2007 jusqu'à la mi-2008, le cours du Brent a enregistré une baisse depuis juillet.**

Après avoir progressé pour atteindre 147,5 \$ le 11 juillet 2008, le prix du baril de pétrole ne cesse de baisser depuis plusieurs semaines pour atteindre 103\$ le 10 septembre. Les marchés semblent convaincus que le ralentissement économique va entraîner un tassement de la demande et que les prix ne peuvent –à court terme du moins – que baisser (une analyse qui inverse les discours d'il y a quelques mois encore...). Considérons cependant que le prix était à 30 dollars début 2004 et à 55 début 2007...ce qui amène à relativiser, du moins aujourd'hui, l'interprétation de ce qui n'est pas encore un vrai retournement de tendance.



Evolution du prix d'un baril de pétrole Brent (en dollars)

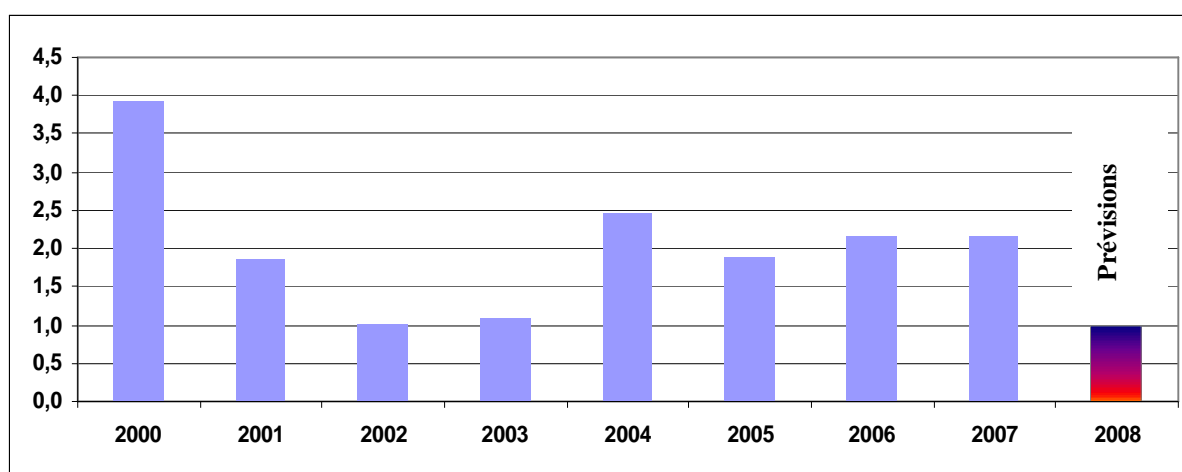
## Matières premières

Au cours du premier semestre 2008, les cours mondiaux de la plupart des matières premières exprimés en euros ont augmenté de 10 à 65 %. Cette hausse a prolongé le mouvement de hausse observé au cours des quatre dernières années. En dépit d'une certaine détente intervenue entre la mi-juillet et la fin août, les hausses moyennes entre 2007 et 2008 restent sans précédent : les cours du pétrole ont augmenté de 40 %, ceux de l'acier de 65 % et ceux des céréales de 35 %.

## 2. Contexte national : baisse de croissance attendue

### 2.1 Un ensemble d'indicateurs défavorables au niveau des composantes du PIB national

D'après les prévisions de la Commission européenne, la France devrait enregistrer en 2008 une croissance limitée à un peu plus de 1 % pour 2008. Après avoir relativement bien résisté en 2007, l'économie française devrait en effet connaître une nette baisse de régime à partir du second semestre 2008 et subir jusqu'à la fin de l'année les effets de la crise financière, du ralentissement mondial, de l'appréciation de l'euro et de l'envolée des prix des matières premières. D'après les prévisions de croissance de la commission européenne rendues publiques le 10 septembre 2008, la croissance française avec 1 %, resterait en 2008 au deçà de celle de la zone euro qui serait de 1,3 %. Sur l'ensemble des Vingt-sept, la commission prévoit 1,4 % de croissance.



Evolution du PIB de la France de 2000 à 2007 et prévisions 2008

Le Conseil d'Analyse Economique a présenté début septembre 2008 au Premier Ministre des conclusions qui concourent à un **état des lieux préoccupant des indicateurs économiques**. De fait si l'on dresse le tableau des évolutions trimestrielles depuis début 2007, les résultats sur le 1<sup>er</sup> semestre 2008 indiquent des orientations négatives sur les principaux postes de la croissance française.

Composantes du PIB en France (%) – Evolutions trimestrielles 2007 - 2008

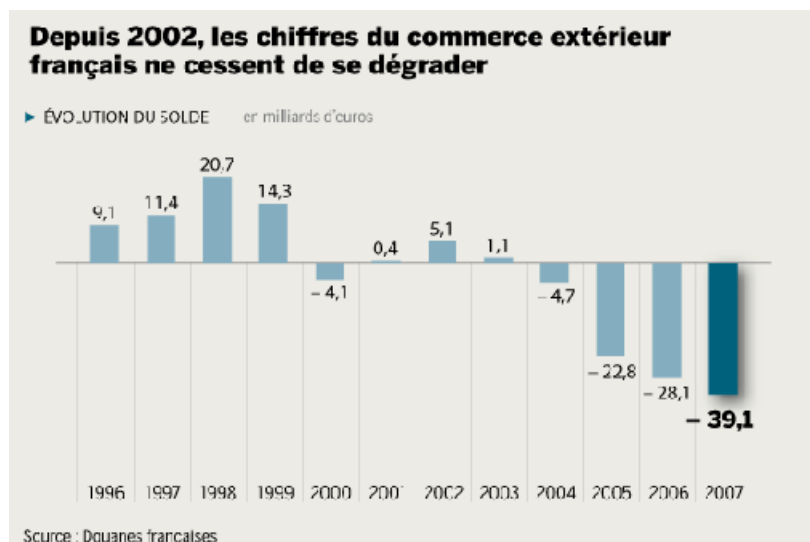
	2007				2008	
	1 <sup>er</sup> trim	2 <sup>e</sup> trim	3 <sup>e</sup> trim	4 <sup>e</sup> trim	1 <sup>er</sup> trim	2 <sup>e</sup> trim
Produit intérieur brut (PIB)	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,4 %	0,4 %	- 0,3 %
Exportations	0,8 %	1,7 %	0,5 %	0,3 %	2,4 %	- 2 %
Importations	1,9 %	2,1 %	1,6 %	-1,1 %	1,8 %	- 0,3 %
Solde du commerce extérieur (en points de PIB)	- 0,3	- 0,1	- 0,3	+ 0,4	+ 0,1	- 0,5
Dépenses de consommation des ménages	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,5 %	-0,1 %	0,1 %
Investissement des entreprises non - financières	1,9 %	1,3 %	1,5 %	1,1 %	1,2 %	-1 %
Investissement des ménages	0,5 %	0,1 %	0,4 %	0,9%	-0,1 %	-2,9 %
Demande intérieure totale hors stocks	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,5 %	0,2 %	- 0,1 %
Demande intérieure totale hors stocks (en points de PIB)	0,7	0,7	0,7	0,5	0,2	-0,1

Source INSEE

La **consommation des ménages** qui constitue un facteur important de soutien de la croissance française, enregistre un net ralentissement : + 0,1 % au deuxième trimestre 2008, soit 0,4 % en rythme annuel, après avoir déjà baissé de 0,1 % au premier trimestre, contre une progression de 2,5 % par an en 2007 et 2006.

Autre poste d'inquiétude, **l'analyse du commerce extérieur** qui demeure un des points sensibles de l'économie nationale.

Au mois de **juillet 2008** le déficit commercial français atteignait **48,7 milliards** (cumul 12 derniers mois) contre (30 milliards chiffrés en juillet 2007).



Bien entendu le **déficit énergétique** pèse sur les chiffres : « *Le déficit énergétique français est passé de 20,5 à 44,1 milliards d'euros entre 2002 et 2007, et est responsable à 50% du creusement du solde commercial français sur la période* ». La facture énergétique a atteint 29,1 milliards d'euros au premier semestre 2008<sup>2</sup>.

Toutefois, la **comparaison avec les résultats de l'Allemagne** (qui bien que soumise aux mêmes envolées du pétrole vient de présenter un excédent de 13,9 milliards) fait l'objet de nombre de commentaires.

Un rapport du Conseil d'Analyse Economique<sup>3</sup> sur « les performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne » rappelle que 96% des exportations françaises sont en concurrence frontale avec les produits allemands<sup>4</sup>. Or entre 1995 et 2005 la France aurait perdu 30%<sup>5</sup> de part de marché dans les exportations mondiales de biens et de services, alors que dans le même temps, l'Allemagne limitait son recul à 5%....Ce constat interroge sur la compétitivité des entreprises françaises.



<sup>2</sup> Marion COHARD, Revue OFCE de juillet 2008, article du journal Le Monde 10 septembre 2008.

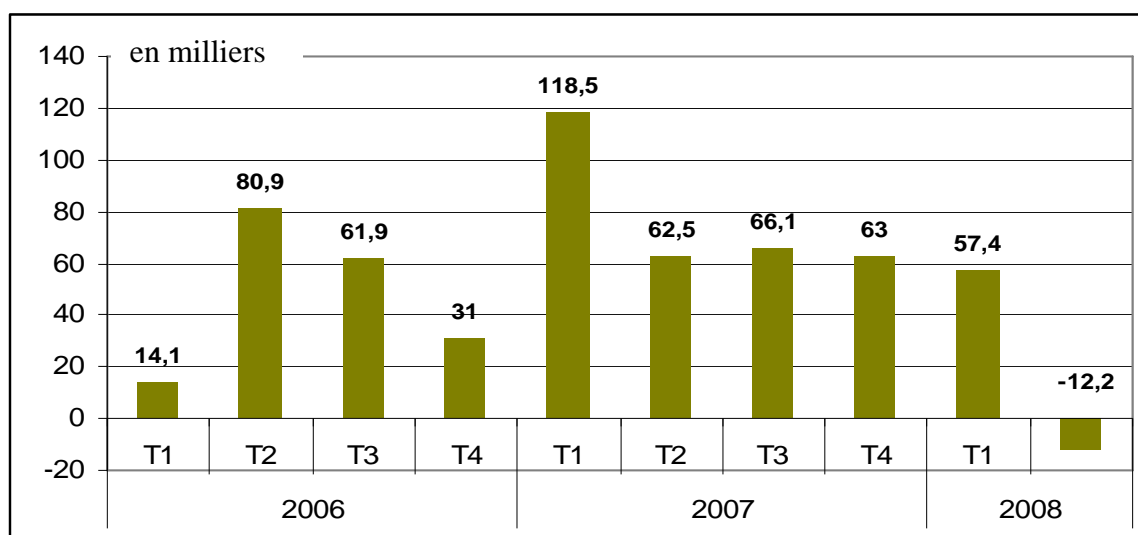
<sup>3</sup> Les Echos – 8 septembre 2008

<sup>4</sup> Ce qui signifie également que les écarts de résultats ne sont pas liés à la structure sectorielle ou géographique du commerce extérieur français...

<sup>5</sup> Le Monde du 10 septembre 2008 : cette perte n'était que de 17% sur la période 1995 – 2000 contre – 2% pour l'Allemagne. Depuis 2000 l'écart de performance s'est donc accentué sur cet indicateur.

## 2.2 Le net ralentissement de la création d'emplois en 2008

Si l'année 2007 a été exceptionnelle sur le front de la création d'emploi (plus de 380 000 emplois créés dans l'ensemble de l'économie en 2007 dont 352 000 salariés dans les secteurs concurrentiels), les créations d'emploi seraient sensiblement moins nombreuses en 2008 (environ +200 000 dont +193 000 salariés dans les secteurs concurrentiels). Au cours du deuxième trimestre 2008, 12 200 emplois ont été détruits dans les secteurs principalement marchands en France métropolitaine (la dernière évolution négative remonte au 1<sup>er</sup> trimestre 2004). Au 30 juin 2008, le nombre de salariés dans ces secteurs s'établit à 16 080 900.



Evolution trimestrielle de l'emploi dans le secteur concurrentiel en France (source Insee)

## 2.3 La crainte d'une nouvelle augmentation du chômage marque également l'année 2008

En France, le nombre de demandeurs d'emploi en CDI inscrits à l'ANPE a augmenté en juin pour le deuxième mois consécutif, de 0,2 % et atteint 1,906 million. Cette nouvelle hausse confirme un ralentissement du marché du travail. Les perspectives économiques (internationales et nationales) n'engagent pas à des prévisions très optimistes.

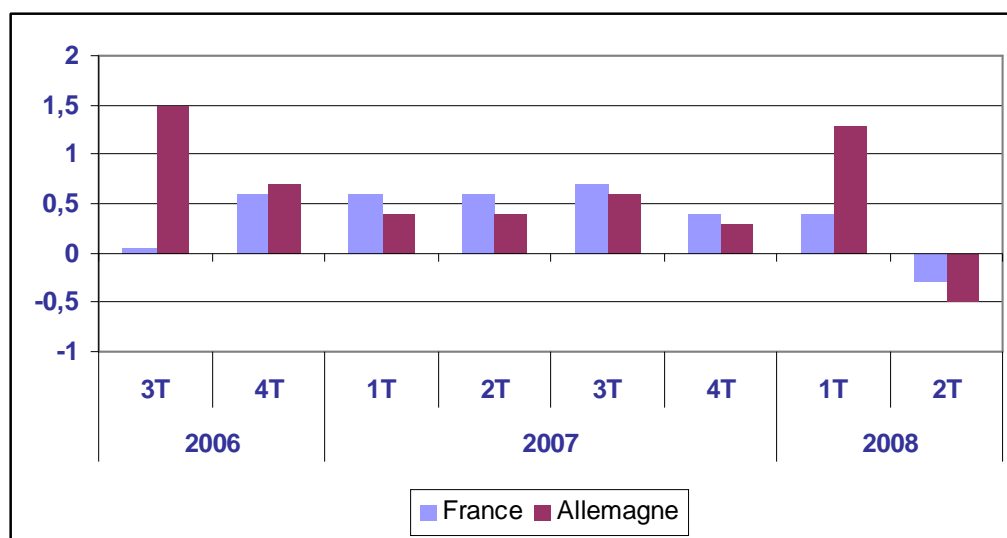
Le taux de chômage qui baissait depuis deux ans, a stagné au deuxième trimestre, préfigurant l'actuelle remontée du nombre des demandeurs d'emploi. Ce taux s'est stabilisé à 7,2 % de la population active par rapport au premier trimestre, a baissé de 0,8 % en un an mais le chômage a recommencé à augmenter comparé au premier trimestre chez les moins de 25 ans, les 50 ans ou plus et chez les femmes catégories traditionnellement plus fragiles sur le marché du travail.

	2007T2	2007T3	2007T4	2008T1	2008T2 (p)
Taux de chômage dans la population active	8,0	7,9	7,5	7,2	7,2
Taux d'emploi dans la population des 15-64 ans	64,2	64,4	64,7	65,0	65,1
Taux d'activité dans la population des 15-64 ans	69,9	69,9	70,0	70,1	70,1

Source INSEE

### 3. L'économie Allemande également touchée

Comme l'ensemble des économies des pays industriels, l'Allemagne est aussi touchée par le ralentissement de l'économie mondiale, puisque au deuxième trimestre le PIB a connu une baisse de 0,5 %, ce qui n'était pas arrivé depuis l'été 2004. Le gouvernement Allemand prévoit une hausse du PIB de 1,7 % en 2008, et de 1,2 % seulement en 2009. En 2007, le PIB de la première économie de la zone euro avait encore progressé de 2,5%.



Evolution trimestrielle du PIB en France et en Allemagne (%)

### 4. Retournement plus sensible de la conjoncture en Lorraine ?

Le dernier rapport semestriel de l'Observatoire des Entreprises Lorraines (ODEL) réalisée auprès de 800 chefs d'entreprises est tout à fait en phase avec l'enquête nationale réalisée par l'INSEE en juillet 2008, puisqu'il prévoit après deux années de redressement sensible de l'activité et le palier atteint au second semestre 2007, un fléchissement de la croissance en Lorraine (consommation intérieure, ralentissement des embauches, exportations à la baisse,...).

*Les résultats du second semestre et les prévisions de croissance pour 2008 et 2009 risquent d'être plus défavorables en Lorraine, puisque par le passé notre région a presque toujours réagi plus fortement au retournement de conjoncture. Ce d'autant plus que l'économie allemande affiche des prévisions de croissance en net recul par rapport à 2006 et 2007, et que la Lorraine a des relations industrielles et commerciales privilégiées avec son voisin d'outre-Rhin.*



## 2 - LA DEMOGRAPHIE

### La Lorraine a du mal à se stabiliser dans un environnement national toujours très dynamique

*Notre analyse : le léger regain démographique de la Lorraine fait pâle figure face à l'accélération du rythme de croissance de la population française. Sauf à gagner en attractivité... - peut-être en sachant notamment mieux parier sur sa dynamique transfrontalière et en développant un vrai projet de territoire - ..., on voit mal comment la Lorraine pourra redynamiser sa structure démographique afin d'éviter un nouveau déclin de sa population à l'horizon 2030 (comme annoncé par l'INSEE)...*

*Moselle et Meurthe-et-Moselle ont concentré plus de 90% de la croissance démographique régionale depuis 1999 : leur score reste cependant trop en deçà de la dynamique nationale pour espérer porter un véritable effet d'entraînement.*

*La Lorraine doit intégrer son positionnement dans un cadre transfrontalier : potentiel de jeunesse encore disponible mais vieillissement qui s'accélère : quelles perspectives ?*

#### 1. Une année 2006 sans surprise pour la Lorraine : train démographique positif mais qui demeure très moyen

Le positionnement de la Lorraine par rapport à la population métropolitaine a du mal à se stabiliser (3,8% depuis deux ans mais la tendance n'est pas dynamique et s'oriente plus vers les 3,7 qu'elle ne progresse vers 3,9...).

**De fait, la progression 2006-2007<sup>6</sup> (4000 habitants supplémentaires, soit + 0,17% en Lorraine) est presque quatre fois inférieure au rythme national (372 000 habitants supplémentaires, soit + 0,64% en France métropolitaine).** Ces chiffres correspondent d'ailleurs à la moyenne d'évolution annuelle depuis 1999.

Les chiffres disponibles par département pour 2006 attestent de la dégradation de la situation de la Meuse et d'un frémissement positif dans les Vosges. Depuis 1999 ce sont la **Moselle** puis la **Meurthe-et-Moselle** qui concentrent la croissance de la population (**cumulant 93% de l'évolution régionale**).

#### Evolution population 1975 – 2007 (chiffres au 1<sup>er</sup> janvier de l'année) (\*)<sup>7</sup>

	1975	1990	1999	2006	2007	2006**		2006**	
						/1999 Nb	(%)	/1975 Nb	(%)
Meurthe et Moselle	722 693	711 367	714 295	724 000	nd	9 705	+ 1,3	+ 1 307	+ 0,2
Meuse	203 799	196 282	192 443	192 500	nd	57	-	- 11 299	- 5,5
Moselle	1 006 373	1 010 514	1 023 763	1 039 500	nd	15 737	+ 1,5	+ 33 127	+ 3,3
Vosges	397 957	386 128	381 154	383 000	nd	1 846	+ 0,5	- 14 957	- 3,7
LORRAINE	2 330 900	2 304 291	2 311 655	<b>2 339 000</b>	<b>2 343 000</b>	<b>27 345</b>	<b>+ 1,2</b>	+ 8 100	+ 0,3
FRANCE*	52 590 000	56 577 000	58 496 613	<b>61 166 800</b>	<b>61 538 000</b>	<b>2 670 187</b>	<b>+ 4,5</b>	+ 8 576 800	+ 16,3
% Lorraine /France	4,4	4	4	<b>3,8</b>	<b>3,8</b>	-	-	-	-

(\*) D'après nouveaux chiffres INSEE – Bilan économique 2007 Economie Lorraine N°134-135 (estimation au 1<sup>er</sup> janvier)

\*France métropolitaine

\*\*2006 = derniers chiffres INSEE disponibles par département

<sup>6</sup> Il s'agit d'estimation au 1<sup>er</sup> janvier

<sup>7</sup> Nota bene : chaque année, pour ce qui concerne la période post 1999 (dernier recensement global), l'INSEE révisé ses données de recensement intermédiaire

## 2. Tendances longues : les écarts se creusent avec la France

**Sur des tendances plus longues**, les écarts se creusent toujours comme le montre également le tableau ci-dessus pour 1999-2006 (+1,2% en Lorraine contre + 4,5% en France) et 1975-2006 (+ 0,3 contre + 16,3%...).

Certes, depuis le recensement de 1999, l'amélioration de notre taux de progression est bien réelle. Mais si l'on intègre les estimations au 1<sup>er</sup> janvier 2007, on note également que **la Lorraine ne s'inscrit toujours pas dans l'accélération du rythme de croissance métropolitain** et qu'elle prend une faible part dans la progression de la population nationale (même si sa contribution s'améliore par rapport à la période 1990-1999).

### Intégration des estimations 2007 dans les évolutions démographiques à moyen et long terme

	1975-1990		1990-1999		1999-2007	
	Nb	(%)	Nb	(%)	Nb	(%)
<b>LORRAINE</b>	- 26 609	- 1,1	7 364	+ 0,3	+ 31 345	+ 1,34
<b>FRANCE*</b>	+ 3 987 000	+ 7,6	1 919 613	+ 3,4	+ 3 041 387	+ 5,2
<b>Part de l'évolution Lorraine dans la croissance nationale</b>	- 0,7	-	0,4 %	-	1%	-

La Lorraine, classée depuis 2005 en 11<sup>ème</sup> rang des régions de France par rapport au poids démographique, demeure en 19<sup>ème</sup> rang dans les évolutions de population depuis 1999 (le Nord Pas de Calais fait un peu moins bien, suivie par la Bourgogne et la Champagne Ardennes qui est la seule région en évolution négative).

Sur les estimations récentes d'évolution de population (2006-2007) les « **leaders nationaux** » (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Rhône-Alpes) **renforcent encore leur rythme de croissance (la Lorraine ne faisant que maintenir le sien)**.

	1990	1999	2006	2007	évolution 07/06	évolution 07/1999
Alsace	1 624 372	1 734 145	1 816 995	1 829 000	0,7	5,5
Aquitaine	2 795 830	2 908 359	3 098 991	3 123 000	0,8	7,4
Auvergne	1 321 214	1 308 878	1 332 996	1 337 000	0,3	2,1
Bourgogne	1 609 653	1 610 067	1 623 995	1 626 000	0,1	1,0
Bretagne	2 795 638	2 906 197	3 080 990	3 103 000	0,7	6,8
Centre	2 371 036	2 440 329	2 504 992	2 515 000	0,4	3,1
Champagne-Ardenne	1 347 848	1 342 363	1 338 995	1 337 000	-0,1	-0,4
Corse	250 371	260 196	279 000	281 000	0,7	8,0
Franche-Comté	1 097 276	1 117 059	1 145 997	1 151 000	0,4	3,0
Île-de-France	10 660 554	10 952 011	11 490 968	11 577 000	0,7	5,7
Languedoc-Roussillon	2 114 985	2 295 648	2 519 993	2 548 000	1,1	11,0
Limousin	722 850	710 939	724 998	727 000	0,3	2,3
<b>Lorraine</b>	<b>2 305 726</b>	<b>2 310 376</b>	<b>2 338 993</b>	<b>2 343 000</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>
Midi-Pyrénées	2 430 663	2 551 687	2 754 992	2 782 000	1,0	9,0
Nord-Pas-de-Calais	3 965 058	3 996 588	4 042 989	4 048 000	0,1	1,3
Basse-Normandie	1 391 318	1 422 193	1 448 996	1 453 000	0,3	2,2
Haute-Normandie	1 737 247	1 780 192	1 810 994	1 815 000	0,2	2,0
Pays de la Loire	3 059 112	3 222 061	3 425 990	3 455 000	0,8	7,2
Picardie	1 810 687	1 857 481	1 885 994	1 890 000	0,2	1,8
Poitou-Charentes	1 595 109	1 640 068	1 712 995	1 722 000	0,5	5,0
PACA	4 257 907	4 506 151	4 780 986	4 818 000	0,8	6,9
Rhône-Alpes	5 350 701	5 645 407	6 004 983	6 058 000	0,9	7,3
France de province	45 954 601	47 566 384	49 675 854	49 961 000	0,6	5,0
<b>France Métropolitaine</b>	<b>56 615 155</b>	<b>58 518 395</b>	<b>61 166 822</b>	<b>61 538 000</b>	<b>0,6</b>	<b>5,2</b>

Source : INSEE – Recensements (1990 – 1999) – Estimations population 01/01/2006 (révisées) et au 01/01/2007 (estimations)

### 3. Evolution en structure de population : les prémices d'un déclin annoncé

La faible dynamique démographique régionale ne permet pas de relever les tendances lourdes d'évolution de la structure par âge de la population lorraine induite par les effets de la crise économique des années 80.

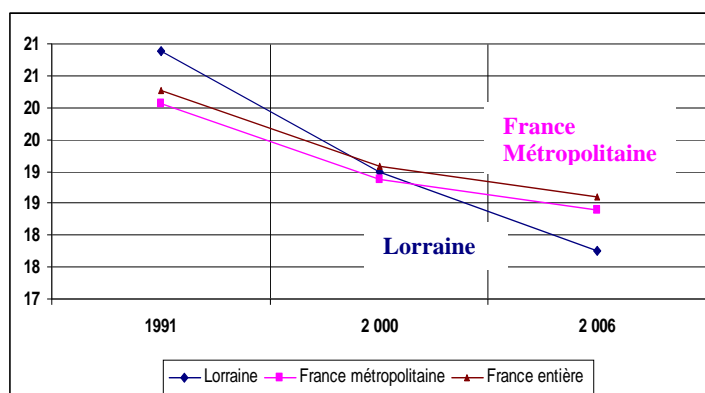
Dans l'absolu, la Lorraine a perdu 30 000 personnes de moins de 20 ans depuis 2000 (- 85 000 en 15 ans depuis 1991 contre + 66 000 dans la catégorie 60 ans et plus).

	1991		2000		2006	
	Nombre d'habitants	%	Nombre d'habitants	%	Nombre d'habitants	%
moins de 20 ans	657 873	28,5	602 261	26,0	572 524	24,5
de 20 à 59 ans	1 234 999	53,6	1 245 659	53,8	1 287 951	55,1
60 ans et plus	411 842	17,9	468 429	20,2	478 518	20,5
Total population lorraine	2 304 714	100	2 316 349	100	2 338 993	100

La courbe ci-jointe représentant l'évolution de la population des moins de 15 ans donne l'illustration complémentaire de **l'inflexion accélérée de la proportion de jeunes en Lorraine comparativement à la France et aux autres régions hors Ile de France.**

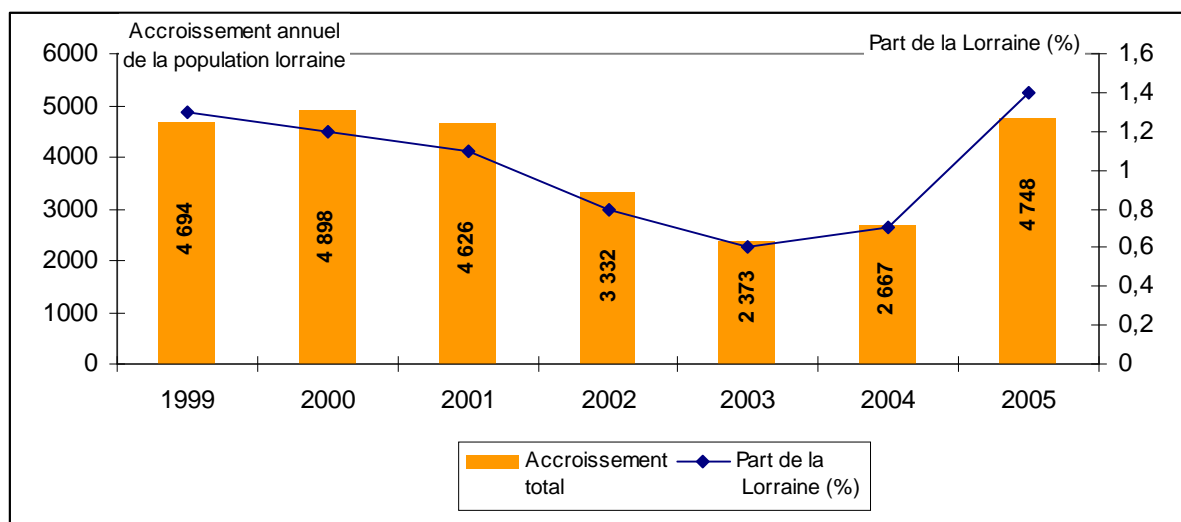
#### Part des moins de 15 ans dans population

	1991	2000	2006
Lorraine	20,9	19	17,8
France métro	20,1	18,9	18,4
France entière	20,3	19,1	18,6



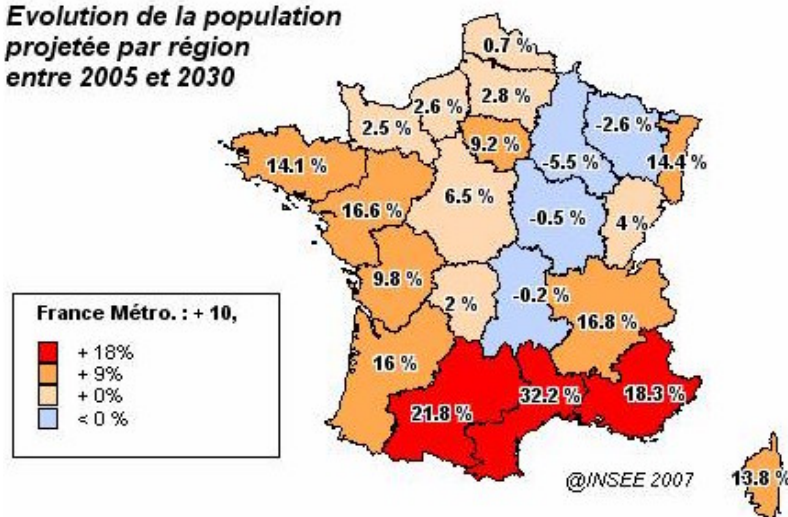
Part des moins de 15 ans dans la population  
(Données Insee et calculs CES Lorraine)

Ce schéma est à mettre en perspective des évolutions des effectifs scolaires et universitaires dans notre région.



La forte évolution structurelle de la pyramide des âges de notre région, qui s'illustre notamment par un tassement régulier de son taux d'accroissement naturel, conduit bien entendu à rappeler les projections à long terme de l'INSEE (2030) : si l'on rappelle les dernières estimations de la population en 2007 (soit 2 443 000), la Lorraine devrait perdre plus de 70 000 habitants dans un horizon d'une vingtaine d'années.

### Evolution de la population projetée par région entre 2005 et 2030

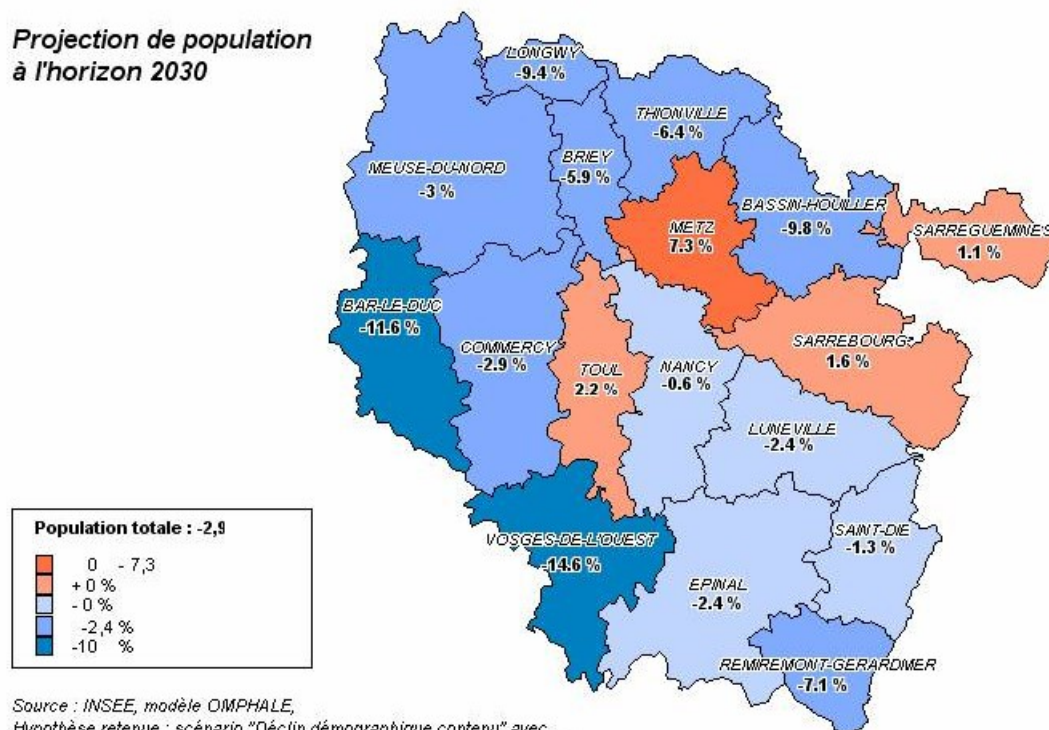


Source : INSEE - Modèle OMPHALE base 2005, scénario central

### Bassins d'emploi lorrains (base de l'évolution à partir de 2010)

La fin 2008 sera marquée par la livraison par l'INSEE des premiers résultats consolidés du nouveau recensement (finalisation de la procédure d'enquêtes annuelles) et devrait notamment éclairer les évolutions par zone d'emploi 2000-2007. Nous ne disposons aujourd'hui que des données 1999...et des projections 2030...

### Projection de population à l'horizon 2030



## Etat actuel des projections de population (avant données définitives issues du nouveau recensement)

TITRE			Evolution 1982 1999		Projection			Evolution 2010 2030
	1982	1999	En nb	En %	2010	2020	2030	
Nancy	403 928	415 106	11 178	2,7	424 712	426 116	421 979	-0,6
Longwy	94 565	82 700	-11865	-14,3	81 649	78 169	73 936	-9,45
Briey	79 209	74 350	-4 859	-6,5	73 784	72 000	69 441	-5,9
Lunéville	78 696	76 782	-1 914	-2,5	77 384	77 009	75 524	-2,4
Toul	60 566	64 841	4 275	6,6	67 492	68 986	68 957	2,2
<b>Total M&amp;Moselle</b>	<b>716 964</b>	<b>713 779</b>	<b>-3 185</b>	<b>-0,4</b>	<b>725021</b>	<b>722 280</b>	<b>709837,0</b>	<b>-2,1</b>
Metz	248 197	272 051	23 854	8,8	290 866	303 985	312 113	7,3
Thionville	322 498	314 934	-7 564	-2,4	315 285	307 652	295 252	-6,4
Bassin Houiller	268 485	265 797	-2 688	-1,0	259 656	249 608	234 177	-9,8
Sarreguemines	83 021	84 847	1 826	2,2	87 973	89 339	88 948	1,1
Sarrebourg	84 988	85 818	830	1,0	88 870	89 957	90 279	1,6
<b>Total Moselle</b>	<b>1 007 189</b>	<b>1 023 447</b>	<b>16 258</b>	<b>1,6</b>	<b>1042650</b>	<b>1040541</b>	<b>1020769</b>	<b>-2,1</b>
Meuse du Nord	87 567	83 953	-3 614	-4,3	84 421	83 583	81 907	-3
Bar-le-duc	68 261	64 400	-3 861	-6,0	62 264	59 153	55 050	-11,6
Commercy	44 155	43 845	-310	-0,7	43 893	43 532	42 638	-2,9
<b>Total Meuse</b>	<b>199 983</b>	<b>192 198</b>	<b>-7 785</b>	<b>-4,1</b>	<b>190578</b>	<b>186 088</b>	<b>179595</b>	<b>-5,8</b>
Vosges Ouest	68 473	61 656	-6 817	-11,1	58 715	54 833	50 130	-14,6
Epinal	158 489	156 241	-2 248	-1,4	158 050	157 246	154 279	-2,4
Remiremont	84 399	80 311	-4 088	-5,1	79 785	77 714	74 114	-7,1
St-Dié	84 408	82 744	-1 664	-2,0	84 244	84 175	83 160	-1,3
<b>Total Vosges</b>	<b>395 769</b>	<b>380 952</b>	<b>-14817</b>	<b>-3,9</b>	<b>380794</b>	<b>373 968</b>	<b>361683</b>	<b>-5,0</b>
<b>Population lorraine totale</b>	<b>2319905</b>	<b>2310376</b>	<b>-9 529</b>	<b>-0,4</b>	<b>2339043</b>	<b>2322 77</b>	<b>2 271 884</b>	<b>-2,9</b>

Traitement CES d'après données INSEE Lorraine

## 4. Natalité – fécondité – mortalité

## Evolution des taux (pour 1 000 habitants)

	Taux de natalité <sup>8</sup>		Indicateur conjoncturel de Fécondité <sup>9</sup>		Taux de fécondité <sup>10</sup>		Taux de mortalité <sup>11</sup>	
	Lorraine	France	Lorraine	France	Lorraine	France	Lorraine	France
2006	11,8	13	-	-	49,7	55,1	8,8	8,4
2005*	11,6	12,7	1,79	1,92	48,5	53,5	9	8,6
2004*	11,7	12,7	1,79	1,90			8,7	8,4
2003*	11,5	12,7	1,73	1,88	47,4	53,1	9,4	9,2
2002*	11,7	12,8	-	-	48		9,2	9
2001	12	13	1,8	1,9	49	53,5	8,9	8,9
2000	12,1	13,1	-	-	48,7		9,2	9
1999	11,8	12,7	1,7	1,8		53,1	9	9,1
1990	13,4	13,4	1,74	1,78			8,9	9,3
1982	15,5	14,6	1,91	1,88			9,5	10
1975	14,8	14,2	2,04	1,96			9,9	10,6

\*données DRASS (Statiss)

Le reste : source INSEE, Tableaux de l'Economie Lorraine, juillet 2006 et précédents

<sup>8</sup> Définition taux de natalité : nombre de naissances vivantes pour 1 000 habitants

<sup>9</sup> Définition indicateur conjoncturel de fécondité : nombre d'enfant(s) qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés à chaque âge l'année considérée demeuraient inchangés / source INSEE (Bilan économique)

<sup>10</sup> Taux de fécondité : Naissances pour 1000 femmes de 15 à 49 ans – source DRASS Statiss

<sup>11</sup> Définition taux de mortalité : nombre de décès pour 1 000 habitants

Le nombre de naissances enregistrées en 2007 est en léger repli en Lorraine (- 2,6% par rapport à 2006) mais une baisse est enregistrée également en France après 3 années consécutives de hausse (-1,4%).

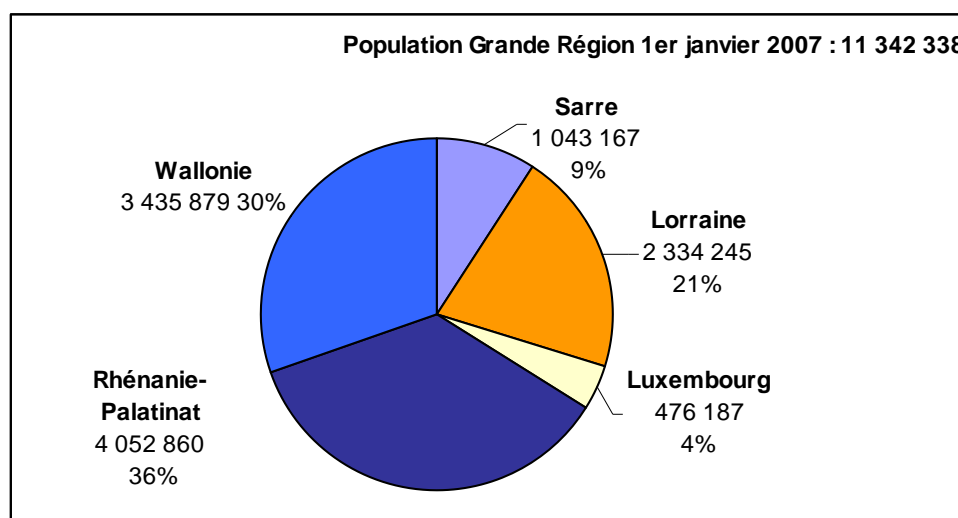
	Evolution des naissances
2007* (p)	26 837
2006	27 567
2005	27 058
2004	27 192
2003	26 617
2002	27 102
2001	27 799
2000	28 013
1999	27 203
1990	30 820

\*Source INSEE, Bilan Economique 2007- Economie Lorraine n°134-135  
(p) : données INSEE provisoire

## 5. Environnement Grand Est et transfrontalier

Vieillesse de la population, perspective de décroissance démographique : ce sont là deux éléments qui ont un impact sur la dynamique économique d'une région (sur la disponibilité de main d'œuvre, les revenus disponibles de la population et au service de l'action publique, la nature des investissements et des besoins en équipements, mais aussi le projet ou l'ambition de développement du territoire, notamment dans une économie portée par la compétitivité et l'innovation). Cette analyse doit se projeter dans un environnement territorial spécifique. Pour la Lorraine, il y a deux échelles de proximité : le Grand Est et la Grande Région et c'est sur ce dernier point que nous nous arrêterons.

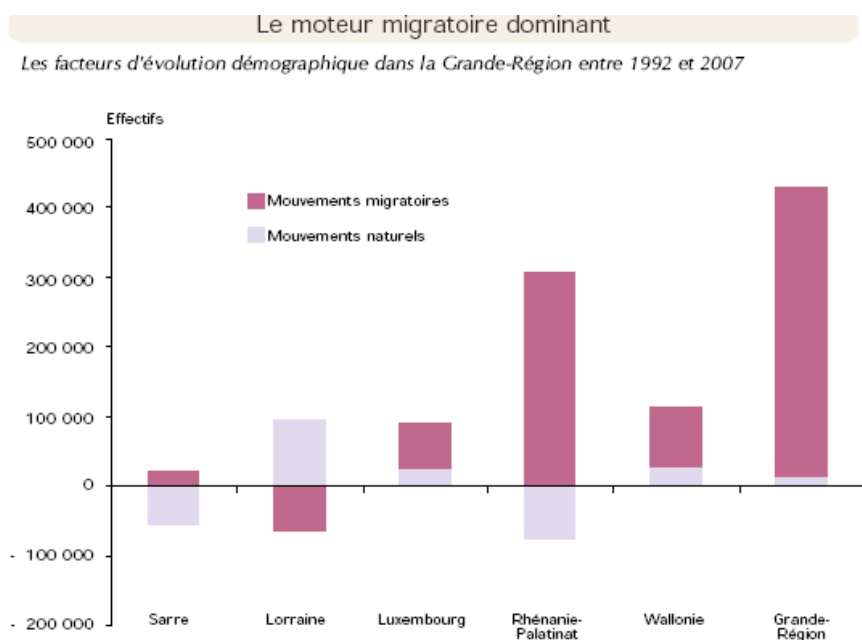
Dans la composante spécifique Grande Région, la Lorraine n'occupe que 21% du potentiel de population.



2005	Sarre	Lorraine	Luxembourg	Rhénanie-Palatinat	Wallonie	Grande Région
<b>Total</b>	<b>1 056 417</b>	<b>2 334 245</b>	<b>461 230</b>	<b>4 061 105</b>	<b>3 395 942</b>	<b>11 308 939</b>
moins de 20 ans	203 341 19%	576 874 24,7%	112 295 24,3%	853 739 21%	831 504 24,5%	2 577 753 22,8%
de 20 à moins de 60 ans	572 225 54%	1 281 030 55%	263 071 57%	2 193 543 54%	1 845 617 54%	6 155 486 54%
60 ans et plus	280 851 27%	476 341 20%	85 864 19%	1 013 823 25%	718 821 21%	2 575 700 23%
80 ans et plus	48 787 5%	92 974 4%	14 638 3%	184 167 5%	145 732 4%	486 298 4%

Compte tenu de leur population, ce sont la Rhénanie-Palatinat et la Wallonie qui sont les moteurs démographiques représentant à elles-deux près de 70% de la population totale. De fait, en valeur absolue, elles ont également le plus contribué à la croissance récente (milieu des années 1990) que l'INSEE<sup>12</sup> qualifie « d'embellie » : + 6% de 1990 à 2006 (soit un rythme annuel de +0,3%). **Notons cependant que la Lorraine est en tête pour sa population de moins de 20 ans et en 2<sup>ème</sup> rang sur les 3 autres critères.**

Le schéma ci-dessous illustre l'important flux migratoire qui a caractérisé les évolutions de la Rhénanie Palatinat et dans une moindre mesure de la Wallonie. Le Luxembourg est également un cas atypique compte tenu de son volume modeste mais demeure aussi très caractéristique. A l'inverse, la Lorraine apparaît comme la seule composante de la Grande Région présentant un solde migratoire négatif.



Source INSEE – Portail statistique de la Grande Région

<sup>12</sup> Economie Lorraine N°128 Mai 2008 « La Lorraine dans la Grande Région : la nouvelle frontière ».

Les indicateurs de Lisbonne en matière de taux d'emploi, illustrent **un fort mouvement de rattrapage lorrain par rapport à la France** (notamment au niveau du travail des femmes et le taux d'emploi des 15-64 ans). **Son positionnement dans la Grande Région est relativement favorable.**

Taux d'Emploi (%)								
	15-64 ans		55-64 ans		Femmes		Temps partiel	
	1999	2005	1999	2005	1999	2005	1999	2005
<b>Lorraine</b>	58,5	62	24,2	35,9	50	56,4	18,4	19,3
<b>France</b>	60,4	62,6	28,4	37,8	53,5	57	17,3	17,2
<b>Luxembourg</b>	61,6	63,6	26,3	31,7	48,5	53,7	10,7	17,4
<b>Wallonie</b>	54,8	56,1	24,2	32,2	45,2	48,4	17,7	21,5
<b>Sarre</b>	60,9	62,1	28,4	39,5	52,2	55,3	20,4	25,8
<b>Rhénanie-Palatinat</b>	65	66,9	35,4	47,6	56,1	59,7	20,5	25,2
<b>Objectifs Lisbonne 2010</b>	70 %		50 %		> 60 %			

Source INSEE

Le tableau ci-après illustre également des logiques de développement très différentes depuis 1975 du point de vue de la présence de population immigrée dans les différentes régions. Il pose aussi la question du levier que pourra constituer l'immigration au regard de projections démographiques peu dynamiques pour l'avenir et en décalage avec les besoins du développement économique...

Evolution de la population immigrée en Grande Région

	Sarre	Lorraine	Luxembourg	Rhénanie-Palatinat	Wallonie
1975	4,0	8,2	24,7	4,2	12,5
1982	4,3	7,8	26,2	4,6	12,7
1990	4,8	6,6	28,7	4,9	11,4
1999	7,4	5,5	35,8	7,4	9,9
2005	7,3	5,2	39,8	7,1	9,1
2006	7,4	.	40,8	7,2	:
2007	7,4	.	41,6	7,2	:
2008	:	:	42,6	:	:



### 3 - BILAN 2000-2006 DE L'EMPLOI LORRAIN

#### Un décrochage accentué par rapport à la dynamique nationale depuis 2000<sup>13</sup>

*Notre analyse : quantitativement comme qualitativement, l'emploi lorrain ne s'est pas inscrit dans la dynamique nationale : ce constat s'est accentué depuis 2000 avec un bilan négatif sur cette période et un affaiblissement de la part de la Lorraine dans l'emploi national, dans tous les secteurs, excepté l'agriculture. Cependant si l'on incluait dans l'étude les 90 928 travailleurs frontaliers lorrains, la situation de l'emploi en Lorraine se positionnerait mieux dans le classement national.*

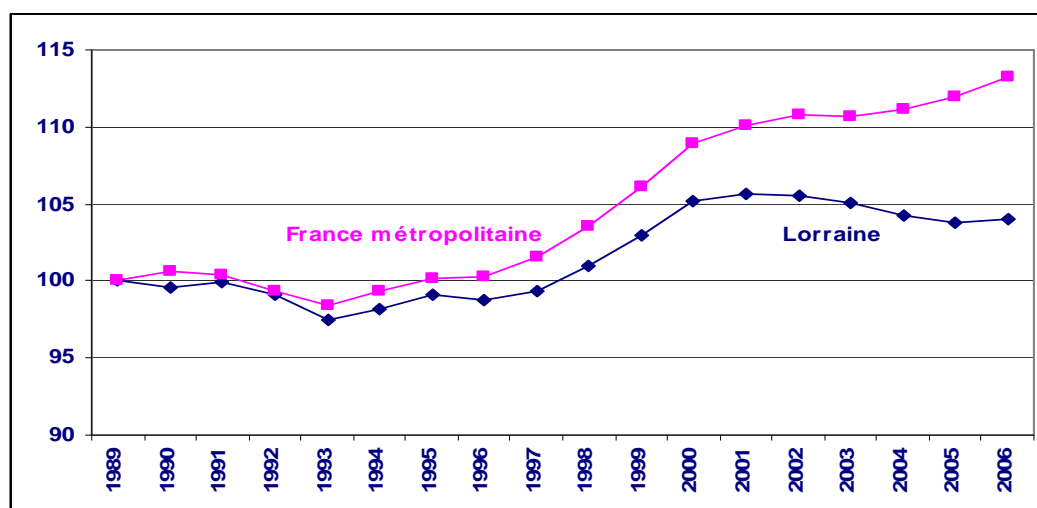
*2006 a été la première année d'évolution positive dans des proportions toutefois trop modestes voire médiocres par rapport au national.*

#### 1. 2000-2006 : l'évolution de l'emploi prend un profil inquiétant, bien loin des performances moyennes françaises

L'évolution de l'emploi (emploi total) en Lorraine au regard des derniers chiffres disponibles de l'INSEE (à décembre 2006) apparaît lisiblement dans le schéma ci-dessous. **Globalement toujours en deçà des performances nationales depuis plus de 10 ans, la courbe lorraine de l'emploi s'inscrit dans une rupture encore plus nette depuis 2000.**

☛ *Ces chiffres confirment les conclusions que notre Assemblée présente depuis plusieurs années dans son exercice de bilan socio-économique et qui étaient centralement bâties sur les données emploi du secteur marchand Unédic (données donc partielles) : depuis 2000, la Lorraine affiche toujours des réponses inférieures à la croissance nationale dans les créations d'emploi, ce décrochage manifeste se profilant d'ailleurs dès 1995, année qui initiait un cycle historique de forte dynamique créatrice en France.*

La Lorraine a ainsi perdu 10 000 emplois sur la période 2000 – 2006 (- 1,2%) alors que dans le même temps la France métropolitaine enregistrait une progression de plus de 1 million d'emplois (+ 3,9 %). La Meurthe-et-Moselle est le seul département lorrain qui parvient à stabiliser ses emplois sur cette période : la Moselle en perd 5 700, la Meuse et les Vosges respectivement ( ? ) 2000.

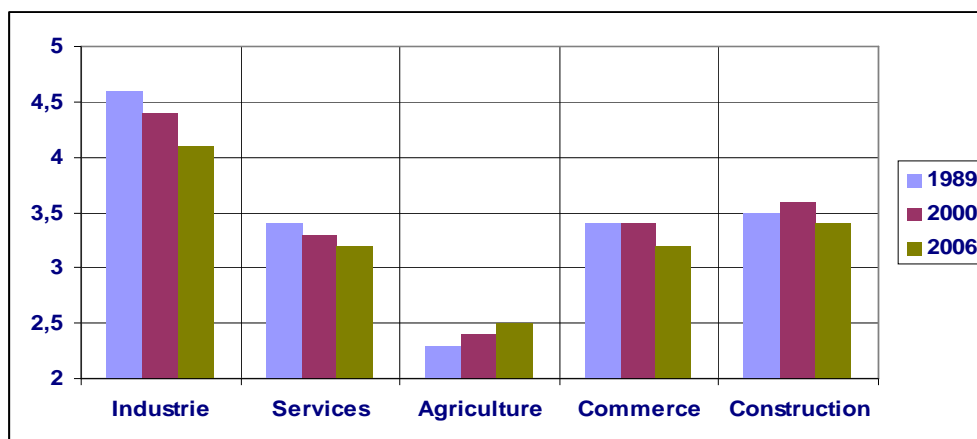


Courbes d'évolution emploi total France et Lorraine jusqu'en 2006<sup>14</sup>

<sup>13</sup> Rappel : la globalité du champ de l'emploi (emploi salarié des secteurs marchand et non marchand / emploi non salarié) ne peut s'appréhender qu'au regard des statistiques de l'INSEE mais ne sont disponibles que pour l'année n-2. Les données URSSAF ou UNEDIC ne couvrent que le champ de l'emploi salarié du seul secteur marchand (la compétence URSSAF couvre un champ plus large que celui de l'UNEDIC) : elles permettent néanmoins une approche de conjoncture et de dégager les tendances récentes qui font l'objet d'un développement ultérieur dans ce rapport.

Sur ce champ INSEE (emploi total tous secteurs) et sur la période 2000-2006, la Lorraine se situe en avant dernière position des régions de France, ce qui mesure encore mieux notre déficit de dynamique dont la seule explication ne réside pas que dans les pertes industrielles lourdes que notre région continue à encaisser.

De fait et à l'exception notable de l'agriculture, la part de la Lorraine dans l'emploi national (emploi total) est en recul sur tous les secteurs comme le montre le schéma ci-dessous : l'industrie passe de 4,6 à 4,1%, les services de 3,4 à 3,2%, le commerce de 3,4 à 3,2% et la construction de 3,5 à 3,4% : une illustration supplémentaire de la non compensation des pertes de l'activité industrielle par l'activité des services... Les évolutions semblent plus marquées à partir de l'année 2000.



Part de la Lorraine dans l'emploi total des différents secteurs (source Insee et dénouement CES de Lorraine)

## 2. Retour sur 2006 : un bilan positif mais une performance toujours médiocre par rapport à la France

2006, première année de création d'emploi en Lorraine depuis 2001, est demeurée à un niveau de performance assez médiocre par rapport à la moyenne nationale. Après 4 années de recul de l'emploi, il faut en effet saluer un bilan positif de 1585 emplois tous secteurs confondus (privés et publics) dont 685 emplois salariés en notant toutefois que cette progression ne représente que 0,26 % des emplois salariés créés en France et 0,6 % de la création nationale totale.

### Nombre de création d'emplois et part de la Lorraine dans le volume national\*

Année 2006	Evolution du nombre d'emplois salariés	Evolution du nombre total d'emploi	Part de la Lorraine dans l'évolution de l'emploi salarié	Part de la Lorraine dans l'évolution de l'emploi total
Lorraine	685	1585	0,26 %	0,6 %
France métropolitaine	262 325	283 047		

Pm : Part Lorraine dans emploi national 2006	Emploi salarié 3,4 %	Emploi total 3,3 %
--	-------------------------	-----------------------

\*tous secteurs public et privé

Données INSEE juillet 2008, calcul et présentation CES de Lorraine

En 2006, la Lorraine affiche un effectif de 838 907 emplois (rappel : le point haut de l'emploi lorrain date de 2001 avec 852 320 emplois).

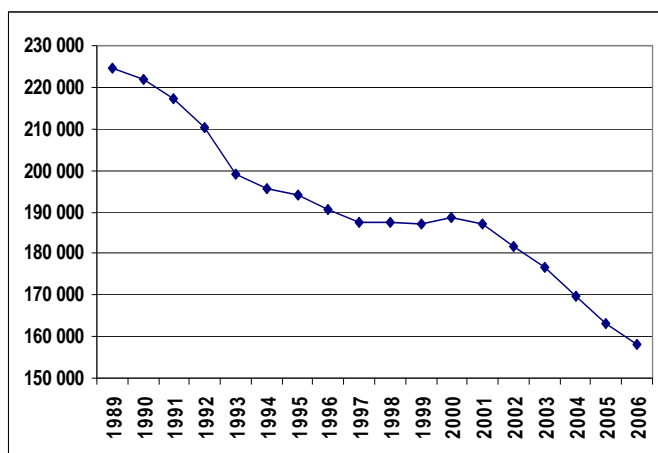
*« La question persiste quant à l'analyse des causes de ces mauvais résultats concernant la place de la Lorraine dans la création nationale d'emplois et de leurs liens complexes (causes et conséquences) avec le bilan démographique et ses projections. »*

<sup>14</sup> Derniers chiffres disponibles INSEE pour l'emploi total

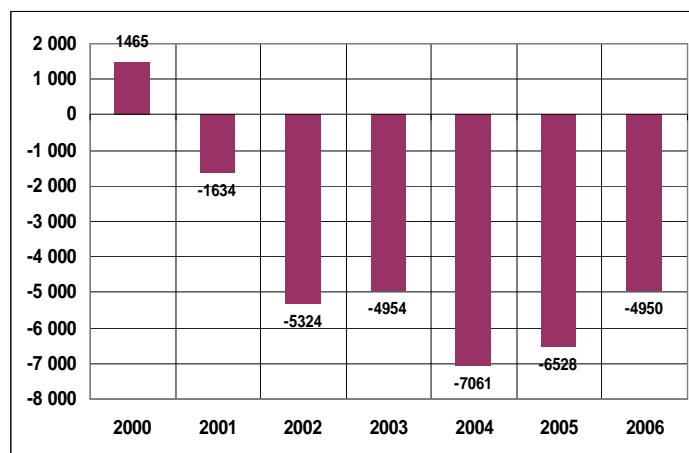
### 3. Evolution des principaux secteurs lorrains

#### 3.1 Industrie : avec 29 000 emplois supprimés en 5 ans, la Lorraine représente 7% des pertes industrielles nationales

Nos travaux annuels sur le bilan économique et social régional ont contribué à mettre en exergue la **réalité d'un nouveau choc industriel que subit la Lorraine depuis 2002** et clairement lisible sur la courbe ci-dessous : 29000 emplois supprimés contre 424 000 en France métropolitaine, soit 7% des pertes. Depuis 2002, la Lorraine a ainsi perdu 15,5% de son potentiel d'emplois industriels (France = -9,8%).



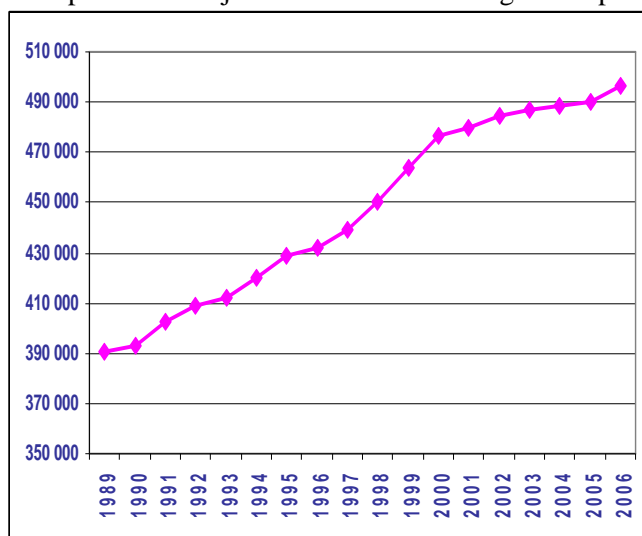
Evolution du nombre d'emplois dans l'industrie



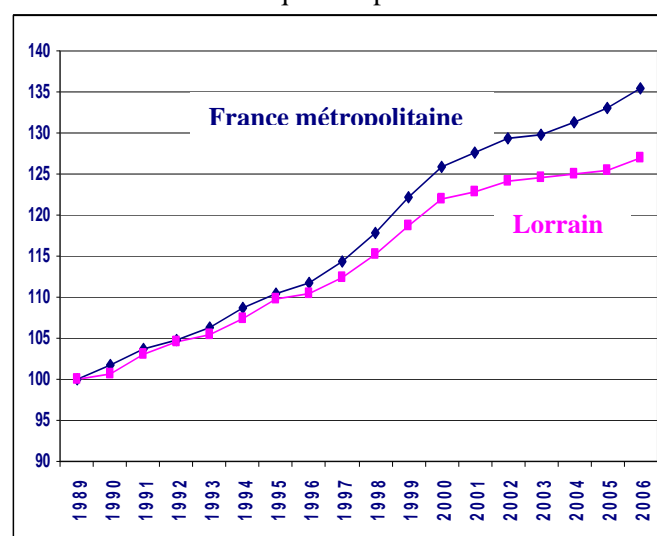
Evolution annuelle de l'emploi industriel en Lorraine

#### 3.2 Services en Lorraine : la rupture de trajectoire s'amplifie depuis 2001

Si la courbe des services, en Lorraine comme en France, est la seule à afficher un profil en croissance constante (+100 000 emplois régionaux en 15 ans parvenant en 2008 à un effectif supérieur à 500 000) ce constat ne doit pas cacher que l'évolution de ce secteur dans notre région est restée bien en-deçà de ses potentiels de croissance, décrochant à nouveau des schémas nationaux...même si l'année 2006 enregistrait un à-coup certes léger mais encourageant. La rupture initiée au milieu des années 1990 prend une trajectoire fortement divergente depuis 2000-2001...un constat qui se répète.



Evolutions des emplois dans les services en Lorraine

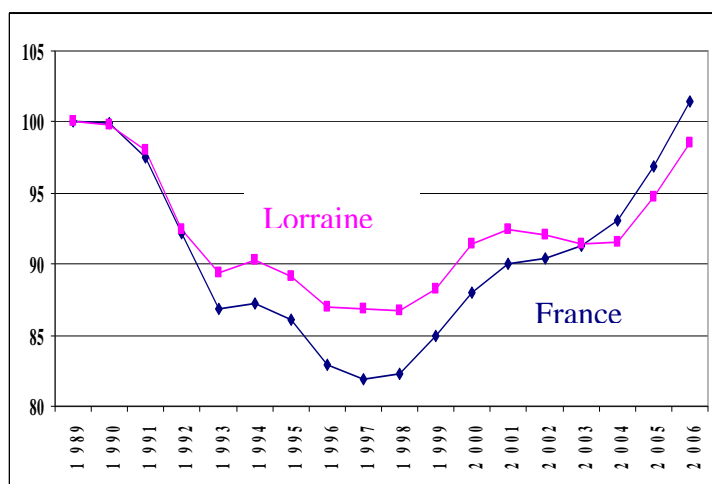


Evolution de l'emploi dans les services (base 100 en 1989)

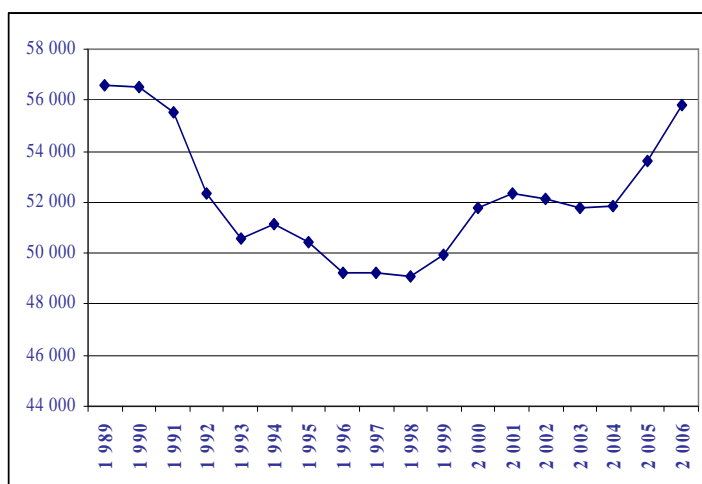
Ainsi, depuis 2000, la Lorraine représente moins de 2% des emplois créés dans les services en France métropolitaine. En 2006, l'écart s'est réduit légèrement : en créant 5700 emplois dans les services, la Lorraine a représenté 2,1% de la création totale du secteur, soit une évolution de +1,2% contre +1,8% en France.

### 3.3 Construction :

Les courbes, tant nationale que régionale, du secteur de la construction évoluent de façon beaucoup plus irrégulière. Étonnement on remarque sur le schéma ci-dessous que l'emploi du secteur construction a longtemps évolué en Lorraine de façon beaucoup plus favorable qu'en France, marquant cependant le pas à son tour depuis 2000. 2005 et 2006 ont cependant renoué avec un vrai rythme de croissance. Le bilan sur 6 ans est de 4000 emplois créés quasiment entièrement acquis en 2005-2006 : avec 56 000 emplois, le secteur n'atteint cependant toujours pas son niveau de 1990 alors qu'en France ce cap est franchi en 2006...



Evolution de l'emploi dans la construction : base 100 en 1989

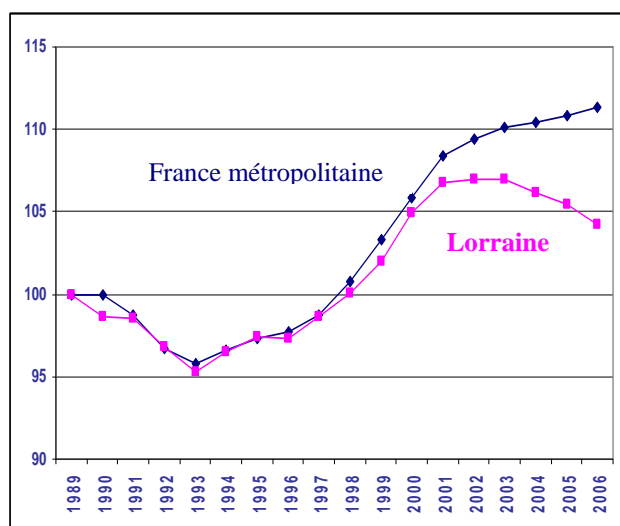


Evolution du nombre d'emplois dans la construction en Lorraine

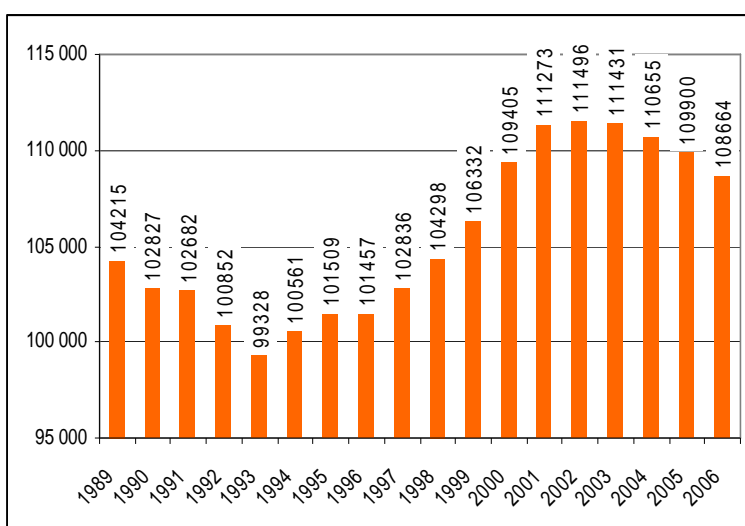
### 3.4 Commerce : un secteur en panne de croissance depuis 2001 en Lorraine

La Lorraine pourtant quasiment alignée sur un rythme national de croissance assez soutenu de 1993 à 2000, voit sa dynamique totalement inversée depuis alors que l'évolution nationale demeure sur un profil ascendant.

De 2000 à 2006, la Lorraine perd 570 emplois dans ce secteur pour une progression de 167 000 emplois en France. Etonnamment seul le département des Vosges affiche des effectifs en progression.



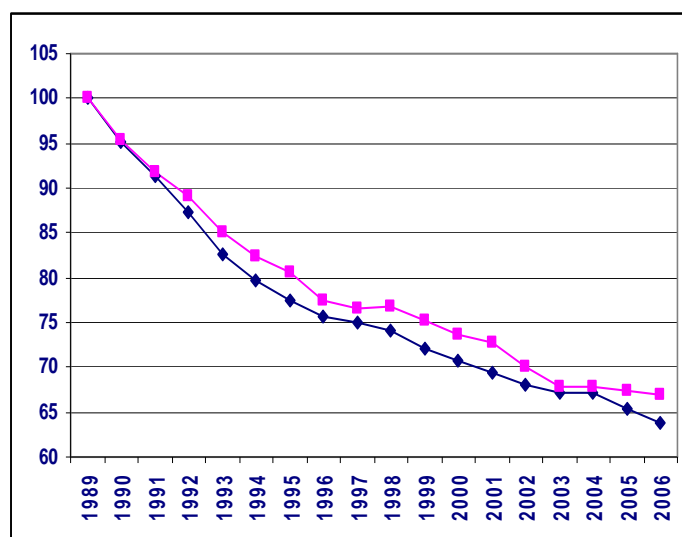
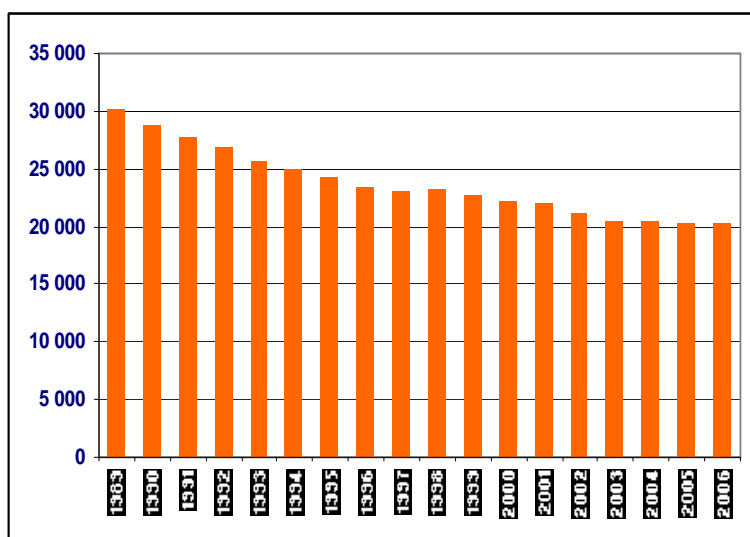
Evolution de l'emploi dans le commerce  
base 100 en 1989



Nombre d'emplois total dans le commerce en Lorraine

### 3.5 Agriculture : un palier dans la décroissance de l'emploi agricole en Lorraine

Dans ce seul secteur, la Lorraine enregistre des résultats légèrement supérieurs à la moyenne nationale : la courbe s'inscrit cependant sur un profil de chute continue qui semble atteindre un palier depuis 2004 alors qu'une érosion plus marquée se poursuit en France. De 2001 à 2006 la Lorraine a perdu 2000 emplois agricoles, ce qui représente près de 10% de ses effectifs.



## Agriculture lorraine : une période de profondes mutations

**Chiffre surprenant : le Revenu Agricole Moyen a progressé en 2007 de 17% en France mais de 37% en Lorraine**, hausse bénéficiant principalement aux céréaliers alors que les éleveurs pâtissent de la hausse des prix alimentaires.

Evolution 2007/2006 (%)	Lorraine			France		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
Production (hors subvention)	- 1,5	+ 18,9	<b>+ 17,1</b>	+ 1,3	+ 8,8	+ 10,2
dont						
- Céréales	- 12,3	+ 66,8	<b>+ 46,2</b>	-3,4	+ 56,8	+ 51,5
- Oléagineux	+ 8,3	+ 23,6	<b>+ 33,9</b>	+ 6,8	+ 38	+ 47,4
- Gros bovins	+ 2,2	- 3,5	<b>- 1,4</b>	+ 1,9	- 3,2	- 1,4
- Lait	+ 1,8	+ 6,6	<b>+ 8,5</b>	- 0,1	+ 6,4	+ 6,3
Consommations intermédiaires	+ 0,9	+ 4,8	<b>+ 5,7</b>	+ 1,2	+ 5,4	+ 6,7
Aides directes			<b>- 4,2</b>			- 1,9
Revenu net d'entreprise agricole par actif et en termes réels			<b>+ 36,7</b>			<b>+ 17,5</b>

**La forte progression des prix (céréales + 66,8%) a plus que compensé la baisse en volume de la récolte céréalière (- 12,5% en Lorraine)** conduisant finalement à une progression de valeur de + 46,2 %. La valeur de la production animale progresse de 3,5%. Le secteur de la viande est affecté sur le plan national par des difficultés économiques qui se traduisent notamment par des perspectives de restructuration.

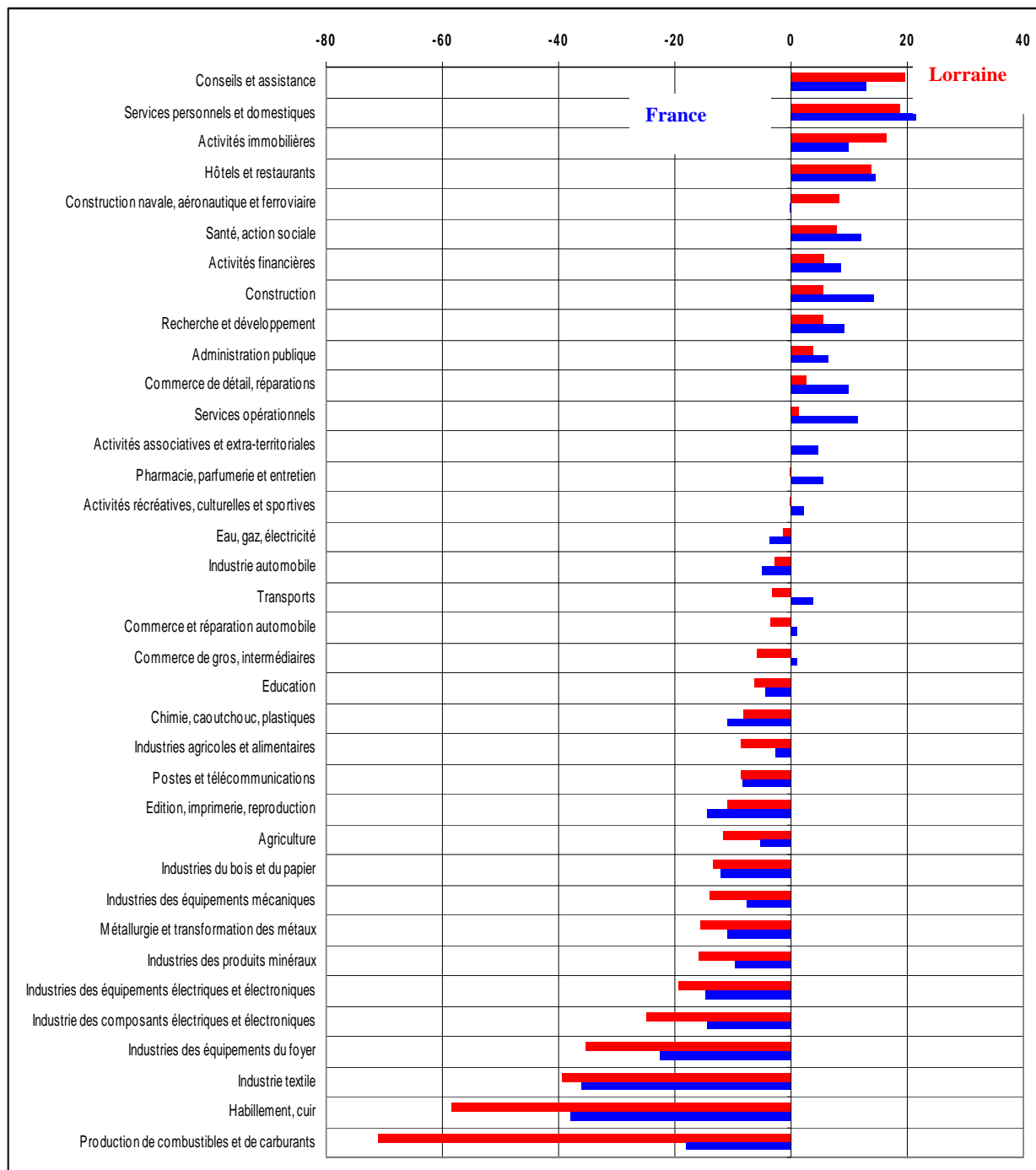
**Les salaires ont augmenté de 4 %.** Après une hausse de + 26% en 2006, le Revenu Net d'Entreprise Agricole par Unité de Travail Non Salarié progresse à nouveau de 37 % en Lorraine (seulement 13 % dans les Vosges, contre 41 à 445% dans les 3 autres départements. L'évolution moyenne de revenu en Lorraine est de 4% par an entre 1990 et 2007 (contre 2 % en France) et cela est dû aux bons résultats 2006 – 2007.

L'année 2007 est aussi marquée par le rendez-vous « **Grenelle de l'Environnement** » dont les orientations touchent très directement l'agriculture : réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, développement de l'agriculture biologique, amélioration de la performance énergétique, protection des ressources en eau et de la biodiversité...

**L'agriculture vit donc depuis deux ans une actualité très intense** : déstabilisée par les incroyables variations de prix, bousculée par les réalités économiques de secteurs fragilisés, mais rassurée aussi d'être à nouveau reconnue dans ses rôles essentiels d'acteur incontournable dans la construction d'une stratégie de sécurité et d'autonomie alimentaire, le tout marqué d'un élan collectif de développement durable. **Une chance finalement à condition que chacun demeure attentif à une conjugaison réaliste et optimisée de ces deux dimensions qui doivent progresser ensemble.**

#### 4. Création / suppression d'emplois : analyse des dynamiques d'activité

Sur la période 2000-2006, si l'on s'attache plus en détail aux activités, le schéma d'ensemble pertes/créations d'emploi en Lorraine et en France se présente sur le profil ci-dessous.



Evolution de l'emploi total (salarié et non salariés) 36 secteurs 2000-2006 — Lorraine/France

**Evolution de l'emploi sur la période de décembre 2000 à décembre 2006**

**17 secteurs sur 36 sont en évolution positive en France contre seulement 12 en Lorraine.**

Dans 3 d'entre eux, la Lorraine affiche de meilleurs résultats :

- conseil et assistance
- activités immobilières
- construction navale et aéronautique.

On notera par contre des écarts importants de performance dans les activités de :

- la construction (9 points d'écart),
- la Recherche & Développement (4 points)
- ou encore du commerce de détail (7,4 points).

Secteurs d'activités en progression en Lorraine	Lorraine	France
Conseils et assistance	19,5	13,0
Services personnels et domestiques	18,8	21,6
Activités immobilières	16,6	9,9
Hôtels et restaurants	13,9	14,6
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	8,4	-0,3
Santé, action sociale	7,8	12,1
Activités financières	5,7	8,5
Construction	5,4	14,3
Recherche et développement	5,4	9,3
Administration publique	3,7	6,4
Commerce de détail, réparations	2,6	10,0
Services opérationnels	1,3	11,5
Activités associatives et extra-territoriales	- 0,1	4,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	- 0,1	5,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	- 0,2	2,3
Transports	- 3,4	3,7
Commerce et réparation automobile	- 3,5	1,2
Commerce de gros, intermédiaires	- 5,9	1,1

**L'équilibre s'inverse : 24 secteurs en perte d'effectifs en Lorraine contre 19 en France.**

L'affichage des pertes est particulièrement élevé bien sûr sur les activités industrielles, avec des écarts le plus souvent très forts.

Secteurs d'activités en diminution en Lorraine	Lorraine	France
Activités associatives et extra-territoriales	-0,1	4,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	-0,1	5,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	-0,2	2,3
Eau, gaz, électricité	-1,3	-3,7
Industrie automobile	-2,9	-5,1
Transports	-3,4	3,7
Commerce et réparation automobile	-3,5	1,2
Commerce de gros, intermédiaires	-5,9	1,1
Education	-6,4	-4,4
Chimie, caoutchouc, plastiques	-8,2	-11,1
Industries agricoles et alimentaires	-8,6	-2,7
Postes et télécommunications	-8,6	-8,4
Edition, imprimerie, reproduction	-11,0	-14,5
Agriculture	-11,7	-5,2
Industries du bois et du papier	-13,3	-12,1
Industries des équipements mécaniques	-14,2	-7,6
Métallurgie et transformation des métaux	-15,6	-11,1
Industries des produits minéraux	-15,9	-9,7
Industries des équipements électriques et électroniques	-19,3	-14,7
Industrie des composants électriques et électroniques	-24,8	-14,5
Industries des équipements du foyer	-35,4	-22,6
Industrie textile	-39,4	-35,9
Habillement, cuir	-58,5	-37,9
Production de combustibles et de carburants	-70,9	-18,1



## 5. Le point sur la « tertiarisation » de l'emploi lorrain

Répetons, au regard des données synthétisées ci-dessous, que chacun des secteurs lorrains enregistrent des résultats beaucoup plus défavorables que les moyennes nationales. Seule exception : l'évolution de l'emploi total des activités agricoles.

EMPLOI TOTAL	Lorraine				France		
	1990	2000	2006	2006/2000	2000	2006	2006/2000
<b>Emploi total</b>	<b>803 328</b>	<b>848 884</b>	<b>838 907</b>	<b>-1,2</b>	<b>24227106</b>	<b>25 179 134</b>	<b>3,9</b>
Emploi total industrie	222 018	188 604	158 153	-16,1	4322579	3 887 122	-10,1
<b>% industrie dans emploi</b>	<b>27,6</b>	<b>22,3</b>	<b>18,9</b>		17,8	15,4	
Emploi total agriculture	28 790	22 236	20 189	-9,2	912511	821 955	-9,9
<b>% agriculture dans emploi</b>	<b>3,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>		3,8	3,3	
Emploi total construction	56 190	51 781	55 784	7,7	1436922	1 656 355	15,3
<b>% construction dans emploi</b>	<b>7,0</b>	<b>6,1</b>	<b>6,6</b>		5,9	6,6	
Emploi total commerce	102 827	109 405	108 664	-0,7	3238847	3 406 478	5,2
<b>% commerce dans emploi</b>	<b>12,8</b>	<b>12,9</b>	<b>13,0</b>		13,4	13,5	
Emploi total services	393 203	476 858	496 117	4,0	14316247	15 407 224	7,6
<b>% services dans emploi</b>	<b>48,9</b>	<b>56,4</b>	<b>59,1</b>		59,1	61,2	

Source INSEE – Dépouillement CES

Les chiffres de l'emploi salarié (93% de l'emploi régional en 2006) sont sur des tendances encore plus défavorables.

EMPLOI SALARIE	Lorraine				France		
	1990	2000	2006	2006/2000	2000	2006	2006/2000
<b>Emploi salarié</b>	<b>724 735</b>	<b>790 332</b>	<b>778 608</b>	<b>-1,5</b>	<b>22 063 035</b>	<b>22 952 178</b>	<b>4,0</b>
Emploi salarié industrie	215 598	183 102	152 446	-16,7	4 153 038	3 713 277	-10,6
<b>% industrie dans emploi</b>	<b>29,7</b>	<b>23,2</b>	<b>19,6</b>		18,8	16,2	
Emploi salarié agriculture	5 595	7 605	6 713	-11,7	354 257	335 865	-5,2
<b>% agriculture dans emploi</b>	<b>0,7</b>	<b>1</b>	<b>0,9</b>		1,6	1,5	
Emploi salarié construction	48 481	46 597	48 819	4,8	1 231 016	1 406 484	14,3
<b>% construction dans emploi</b>	<b>6,7</b>	<b>5,9</b>	<b>6,3</b>		5,6	6,1	
Emploi salarié commerce	87 557	98 767	98 251	-0,5	2 881 655	3 046 147	5,7
<b>% commerce dans emploi</b>	<b>12,1</b>	<b>12,5</b>	<b>12,6</b>		13,1	13,3	
Emploi salarié services	367 031	454 558	472 379	3,9	13 443 059	14 450 405	7,5
<b>% services dans emploi</b>	<b>50,6</b>	<b>57,5</b>	<b>60,7</b>		61	63	

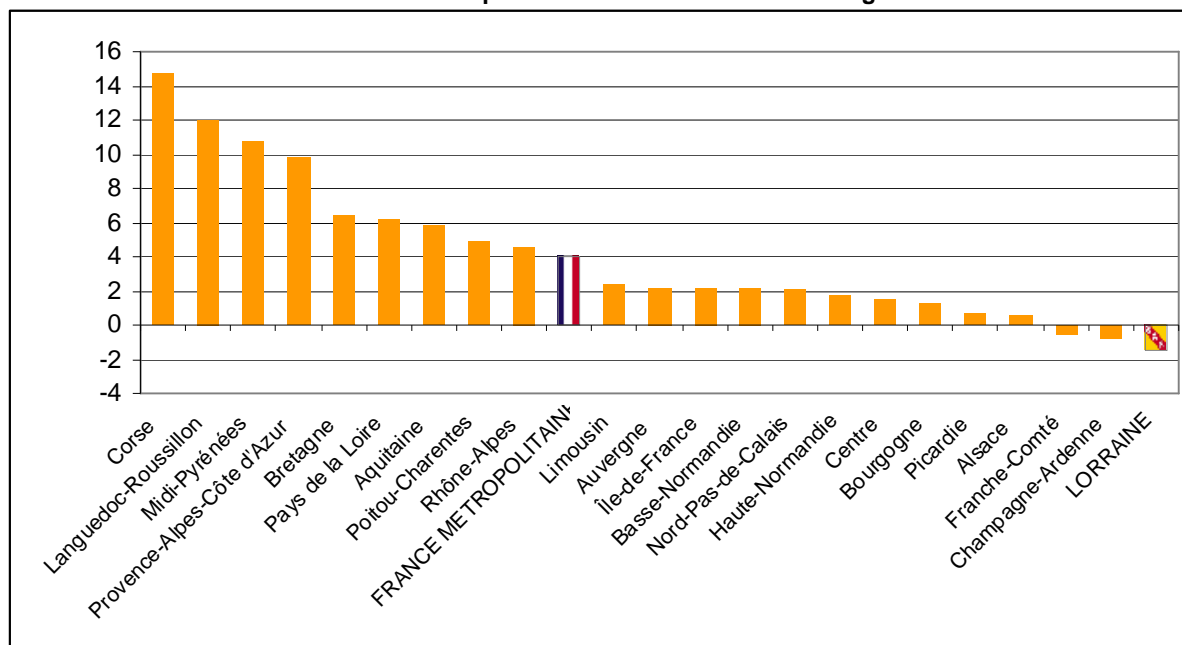
Source INSEE – Dépouillement CES

La Lorraine est d'ailleurs en dernier rang des régions de France au regard des résultats 2000-2006 : - 11 700 salariés (-1,5%) contre une progression de 890 000 emplois en France métropolitaine (+4%).

Le schéma ci-après permet un repère visuel rapide sur le positionnement de notre région dans la dynamique de l'emploi salarié.

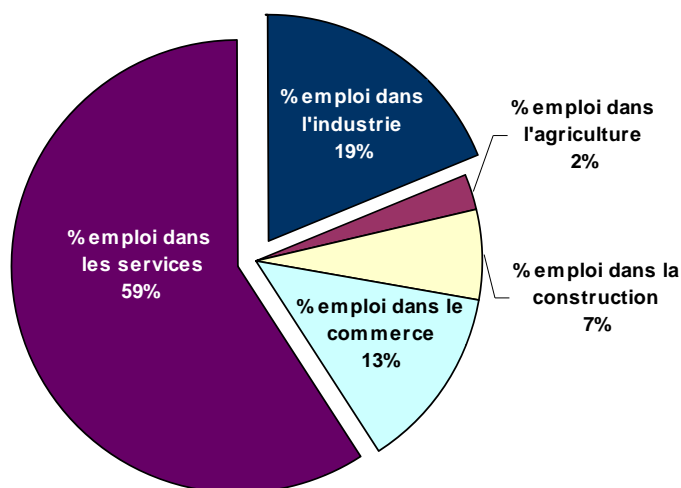
*Ce schéma mérite cependant un autre commentaire : les régions du Grand-Est (Alsace, Franche Comté, Champagne-Ardenne, Lorraine, à l'exception peut-être mais vraiment très relative de la Bourgogne) sont toutes situées en position extrêmement faible par rapport aux autres et trois d'entre elles sont directement frontalières... Si l'on ajoutait à la Lorraine les quelques 22 000 emplois supplémentaires qu'occupent ses frontaliers depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, elle apparaîtrait en bilan positif de l'ordre de 10 000 emplois et gagnerait 4 ou 5 rangs dans ce classement national... Ce constat doit à notre sens être appréhendé aussi de façon positive car il témoigne d'une dynamique de territoire très spécifique de notre région qui doit être capitalisée en tant que telle (référence au rapport du CES de juin 2007 sur l'aspect particulier de l'enjeu Luxembourg) car cette dynamique renvoie bien à une nouvelle géographie économique du territoire lorrain et doit être intégrée à sa stratégie.*

Evolution de l'emploi salarié 2000-2006 dans les régions



Au final, depuis 1990, **l'équilibre sectoriel de l'emploi lorrain s'est largement redéfini**. Les éléments les plus significatifs concernent bien entendu la chute du poids de l'emploi industriel et la montée en charge des services. **Entre 2000 et 2006, l'industrie lorraine est passée sous le cap des 20% de l'emploi total.**

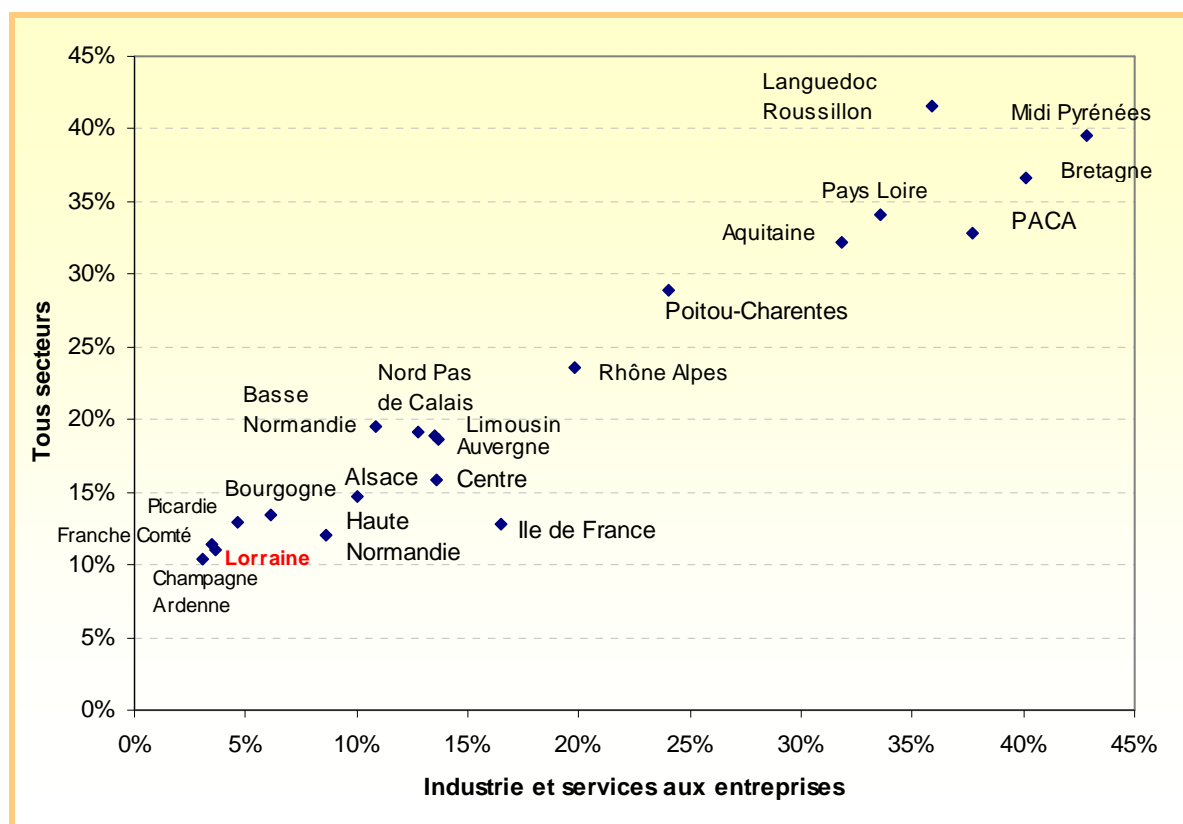
Lorraine			
	1990	2000	2006
% emplois dans l'industrie	27,6	22,3	18,9
% emplois dans l'agriculture	3,6	2,6	2,4
% emplois dans la construction	7	6,1	6,6
% emplois dans le commerce	12,8	12,9	13
% emplois dans les services	48,9	56,4	59,1



Répartition des secteurs d'activités en 2006 (source INSEE)

### Dynamique intégrée industrie – services : l'industrie reste un moteur de la dynamique globale de l'emploi en France mais ce constat ne se vérifie pas en Lorraine

Une récente étude du cabinet Reverdy<sup>15</sup> et de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble donne une nouvelle confirmation du **moteur important que constitue l'industrie sur cette dynamique globale de l'emploi**. En agglomérant, au sein du potentiel d'emploi industriel, les emplois de services aux entreprises (notamment la logistique, l'intérim, les bureaux d'études, la comptabilité...) et en prenant donc en compte le phénomène d'externalisation de services qui demeurent étroitement attachés à l'activité industrielle, **il est alors possible de conclure à une dynamique positive de l'emploi industriel « au sens large »**. Les régions françaises ayant connu le plus fort développement de l'emploi au cours de ces dernières années sont aussi celles dont l'industrie a été la plus dynamique. **Même si l'on élargit ainsi le périmètre industriel, la Lorraine se présente en avant dernière position des régions françaises en terme d'évolution globale de l'emploi et d'évolution de l'emploi « industrie et services aux entreprises » depuis 1993...** Sur une période plus courte (2000-2007) ce positionnement risque d'être encore plus défavorable pour la Lorraine....



<sup>15</sup> Dont il est fait état dans un des derniers mensuels du journal Alternatives Economiques (N° 266 février 2008)

## 6. L'emploi public en Lorraine : 186 000 agents dont 54% des différents Ministères de l'Etat

L'actualité de la réforme de l'Etat, dossier ancien mais engagé de façon plus directe aujourd'hui dans le cadre de la procédure dite « RGPP » (Révision Générale des Politiques Publiques) et de projections de suppressions d'emplois publics de l'Etat (administrations de l'Education Nationale, de la Justice ou de la Défense Nationale, non remplacement de 1 départ en retraite sur 2 par exemple) nous incite à faire un point sur les effectifs publics dans notre région.

Sur la base de tableaux des effectifs au 31/12/2004 (dernier recensement communiqué), la Lorraine compterait près de 102 000 emplois de la Fonction publique d'Etat. Elle est en 7<sup>ème</sup> rang national avec 4,6 % du total. Selon cette statistique, l'emploi de la Fonction Publique de l'Etat en Lorraine représenterait 12% de l'emploi total de la région (contre 10% en France).

REGIONS	Effectifs au 31 12 2004*	Part dans effectifs France métropolitaine
ALSACE	63399	2,9
AQUITAINE	110796	5,0
AUVERGNE	47974	2,2
BOURGOGNE	56993	2,6
BRETAGNE	112925	5,1
CENTRE	88755	4,0
CHAMPAGNE-ARDENNE	58409	2,6
CORSE	13500	0,6
FRANCHE-COMTE	44508	2,0
ILE-DE-FRANCE	482948	21,8
LANGUEDOC-ROUSSILLON	85802	3,9
LIMOUSIN	28177	1,3
LORRAINE	101754	4,6
MIDI-PYRENEES	100075	4,5
NORD-PAS-DE-CALAIS	124420	5,6
BASSE-NORMANDIE	47516	2,1
HAUTE-NORMANDIE	56693	2,6
PAYS-DE-LOIRE	89009	4,0
PICARDIE	62206	2,8
POITOU-CHARENTES	62543	2,8
PACA	191499	8,6
RHONE-ALPES	186920	8,4
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>2216821</b>	<b>100,0</b>

Champ : Recensement des agents de l'Etat présents au 31/12/2004 - Source : Insee

\* y compris temps partiel

Il faut ajouter à ces chiffres du potentiel de l'emploi public d'Etat, **49 400 agents de la Fonction publique territoriale et 35 600 agents hospitaliers.**

Les services de La Poste (Etablissement Public) représenteraient par ailleurs quelques 9000 emplois en Lorraine (au 31 12 2004).

L'actualité des restructurations militaires appelle bien entendu à un rappel des enjeux sur le plan de l'emploi lorrain. Le recensement au 31 décembre 2004 (cité plus haut) des agents de l'Etat par Ministère affiche un effectif de la Défense en Lorraine de 28 654 personnes ce qui représente 6,8% du total France métropolitaine (4<sup>ème</sup> rang). Sur la base de ces chiffres, ce Ministère représente **28% de la Fonction Publique d'Etat en Lorraine** (contre 19% au plan national), ce qui témoigne d'une forte identité lorraine (seules la Bretagne et la région PACA affichent des proportions supérieures).

Régions	Effectifs Défense	Part Défense dans FP Etat en région
ALSACE	10994	17,3
AQUITAINE	27222	24,6
AUVERGNE	7449	15,5
BOURGOGNE	8414	14,8
BRETAGNE	41140	36,4
CENTRE	22817	25,7
CHAMPAGNE-ARDENNE	15468	26,5
CORSE	2976	22,0
FRANCHE-COMTE	9178	20,6
ILE-DE-FRANCE	65971	13,7
LANGUEDOC-ROUSSILLON	16007	18,7
LIMOUSIN	5086	18,1
<b>LORRAINE</b>	<b>28654</b>	<b>28,2</b>
MIDI-PYRENEES	17096	17,1
NORD-PAS-DE-CALAIS	9051	7,3
BASSE-NORMANDIE	8381	17,6
HAUTE-NORMANDIE	4559	8,0
PAYS-DE-LOIRE	13334	15,0
PICARDIE	10332	16,6
POITOU-CHARENTES	15778	25,2
PACA	58440	30,5
RHONE-ALPES	23825	12,7
Total France métropolitaine	422172	19,0

**Forces armées (Terre et Air) : près de 24 000 emplois civils ou militaires (état 2006), la Lorraine devrait perdre plus du tiers de ses effectifs dans 3 ans**

La Moselle (-50 %) puis la Meuse (- 30 %) sont les deux départements les plus touchés par la restructuration des forces armées en France confirmée au cours de cet été 2008.

**Effectifs globaux des forces armées en Lorraine**  
**Situation actuelle – évolutions prévisibles dans le cadre des restructurations militaires**

	Meurthe-et-Moselle	Meuse	Moselle	Vosges	Total (civils et militaires)
<b>Situation actuelle</b>	5 285	3 383	13 700	1 258	<b>23 615</b>
<b>Impacts mesures annoncées</b>	- 331	- 1 022	- 6 726	- 46	<b>- 8 125</b>
<b>Total horizon post 2011</b>	4 954	2 361	6 974	1 212	<b>15 501</b>

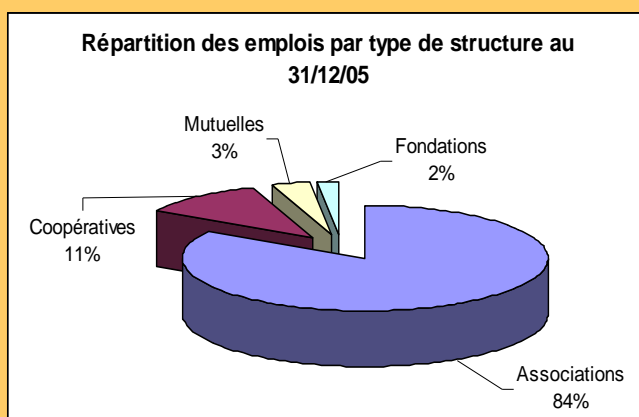
Source Ministère de la Défense Août 2008

Rappelons que des localisations très ciblées ont pour effet de concentrer l'effet territorial de ces annonces : sites de l'Agglomération messine, Dieuze, Bitche, Phalsbourg – Commercy, Thierville sur Meuse – Essey-les-Nancy, Lunéville – Epinal, Saulcy-sur-Meurthe

## Zoom sur l'économie sociale : plus de 10% de l'emploi lorrain, mais une dynamique de croissance menacée par la baisse des contrats aidés

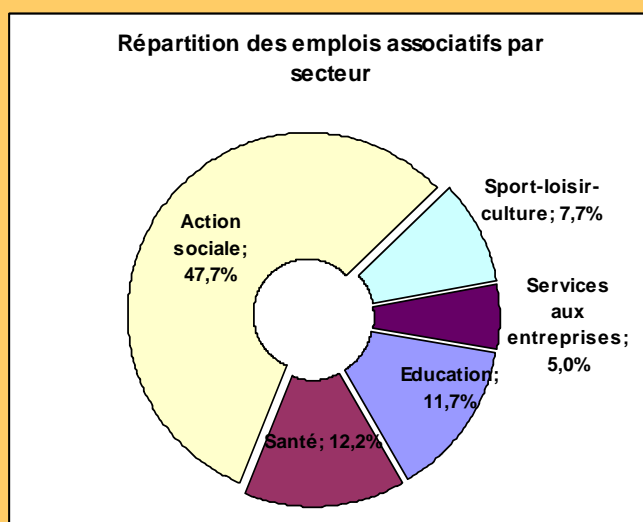
Avec 5720 établissements employeurs, **80 800 emplois** (+ 3,1% entre 2003 et 2005) qui représentent 59 300 emplois en équivalent temps plein, l'économie sociale est sur une dynamique ascendante qui se concrétise dans d'autres types d'indicateurs : **128 000 postes occupés** (+2%), **107 millions d'heures travaillées** (+3.6%) et **plus d'1 milliard de salaires versés** (+7.9%).

A l'origine de ces résultats favorables, la hausse de 3% de l'emploi associatif (part majeure de l'économie sociale : 84%) et de 4,7% pour les coopératives, seules les mutuelles constatent une baisse de 1,3%.



	Nombre d'emplois	%
Associations	67532	84%
Coopératives	8985	11%
Mutuelles	2696	3%
Fondations	1599	2%
Total	80812	100%

Le graphique ci-dessous montre les activités concentrant le plus d'emplois en volume : l'action sociale et la santé représentent 60%.



	Nombre d'emplois	%
Education	7903	11,7%
Santé	8224	12,2%
Action sociale	32215	47,7%
Sport-loisir-culture	5176	7,7%
Services aux entreprises	3353	5,0%

L'éducation (+9.3%), les activités associatives (+8.5%) et les services aux particuliers (+5.5%), réunissent les plus forts taux de croissance de l'emploi. A contrario, l'emploi s'est détérioré dans les services aux entreprises (-3.3%), et en particulier dans les services opérationnels (-12.2%).

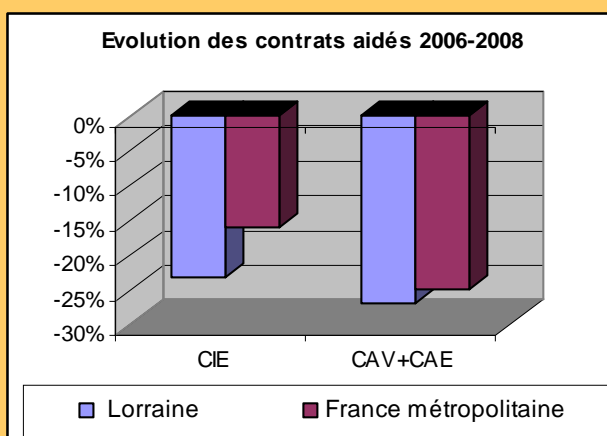
A un niveau plus précis d'activités, on peut souligner que les taux de croissance de l'emploi ont été les plus forts dans les domaines de la formation continue (+ 29.3%), de l'aide à domicile (+12%), de l'accueil des personnes âgées (+11.4%) et des crèches et garderies (+10.3%).

- Le poids de l'économie sociale dans l'emploi salarié total lorrain passe la barre des 10%

Alors que l'emploi total diminuait de 1.4% entre 2003 et 2005, l'économie sociale affiche une plus forte hausse de l'emploi salarié que dans l'ensemble des services, avec + 3.1% contre + 0.5%. Par effet mécanique, son poids dans l'emploi salarié total augmente de 0.6 points, passant de 9.8% à 10,4 % des salariés lorrains.

- **Pourtant : de fortes incertitudes pèsent sur cette dynamique du fait de la baisse des contrats aidés observée depuis 2006, dispositif par rapport auquel l'économie sociale est très sensible**

En **2008**, le nombre de contrats aidés (CIE, CAV, CAE) a chuté de plus du quart en Lorraine (- 26,6% soit 5410 contrats en moins) par rapport à 2006, passant à un volume de 14 933 (contre 20 343 en 2006). **Le secteur non marchand** est plus fortement touché par cette baisse (- **4863 contrats soit 90% du total supprimé**) et on notera par ailleurs que la Lorraine enregistre un recul plus fort que la moyenne nationale (encore plus significativement d'ailleurs sur le secteur marchand : CIE).



#### Secteur marchand :

→ **CIE** : Contrat Initiative Emploi du Plan de Cohésion Sociale

#### Secteur non marchand :

→ **CAV** : Contrat Avenir

→ **CAE** : Contrat Accompagnement Emploi

#### Récapitulatif (après abondement au 2<sup>ème</sup> semestre 2008) :

	2008		évolution 2006-2008	
	Lorraine	France métropolitaine	Lorraine	France métropolitaine
<b>CIE</b>	1800	64 664	<b>- 23,3%</b>	-16%
<b>CAV+CAE</b>	13 133	282 782	<b>- 27,0%</b>	-25%
<b>Total</b>	14 933	347 446	<b>- 26,6%</b>	-24%

**Au vu de ces chiffres, il faut donc s'interroger sur la poursuite de la dynamique de création d'emploi par le secteur de l'économie sociale** qui a été observée sur la période 2003-2005 et que nous évoquons plus haut...

Les **caractéristiques socioéconomiques de la Lorraine** ne justifient-elles pas **un effort particulier** ? Le Conseil Régional de Lorraine a déjà marqué son engagement fort en direction du secteur, à travers un abondement de 2 millions d'euros en crédits de paiement pour le dispositif Lorraine emploi, portant l'augmentation entre 2007 et 2008 à **45%**. **L'Etat encouragera-t-il la collectivité régionale à poursuivre cette démarche et de quelle façon ?**





#### 4 – ANALYSE CONJONCTURELLE DE L'EMPLOI CHAMP URSSAF 2007 – 2008 : une dynamique en progression en 2007 qui devrait s'inverser en 2008

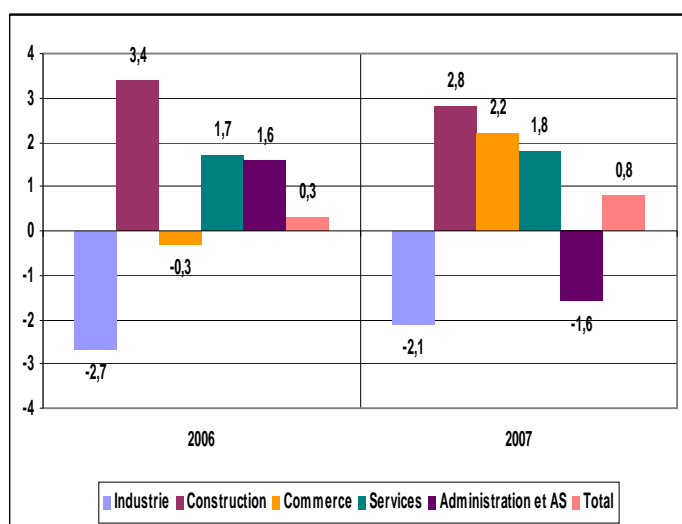
*Notre analyse : l'année 2007 a prolongé et surtout amplifié la dynamique de création engagée en 2006 (+ 5000 emplois en 2007). Si l'on se réfère aux derniers chiffres de l'emploi URSSAF pour 2007, on peut espérer que la Lorraine retrouve enfin son niveau d'emploi de 2001 (alors que la France bien que stagnante en 2003, n'a, depuis, jamais cessé de dépasser ce plafond, avec près de 5,1% de croissance 2001-2007, près de 900 000 emplois créés).*

*Cependant, les résultats du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 pourraient réduire ces espoirs de reprise et amorcer un fort renversement de tendance dans une conjoncture de plus en plus délicate.*

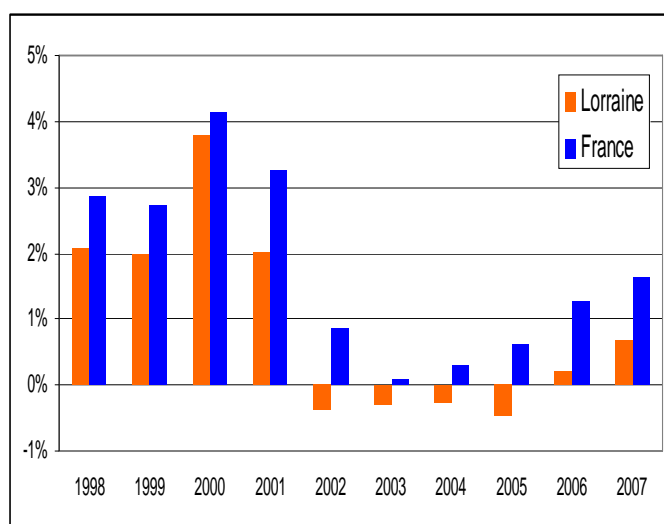
D'après les données URSSAF, l'année 2007 s'inscrit comme l'année où les créations d'emplois ont été les plus nombreuses en Lorraine et en France depuis 2001. Ce constat devrait se prolonger sur les statistiques de l'emploi total dès qu'elles seront disponibles...et pourrait permettre à notre région d'approcher le niveau d'emploi le plus haut qu'elle avait affiché en 2000. Nous noterons cependant que la France n'a jamais cessé de progresser (revoir proportions)

**Ainsi, en 2007 la Lorraine aurait gagné près de 5000 emplois dans le secteur concurrentiel, ce qui représente une progression de 0,8% des emplois contre 0,3 % en 2006.**

Si l'industrie enregistre une perte de 3730 emplois (moins 2,1 % soit un bilan un peu moins sévère qu'en 2006), nous choisirons de mettre surtout en valeur un **taux de croissance beaucoup plus fort du secteur du commerce** et un retrait de la croissance des emplois dans la construction. **En cumul, les secteurs construction, commerce et services ont créé près de 9000 emplois en 2007.** Les secteurs de l'administration et des activités associatives perdent une centaine d'emplois.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel en Lorraine



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel (en %) source URSSAF

Le volume de l'emploi du champ URSSAF s'élève en 2007 à 576 141 salariés selon les derniers chiffres provisoires. Ce champ représente environ 68 % de l'emploi total. **Ainsi la Lorraine a quasiment rejoint son niveau d'emploi le plus haut de 2001).** En parallèle la France a dépassé ce seuil de près de 5,1% (2001 -2007 : + 900 000 emplois)...

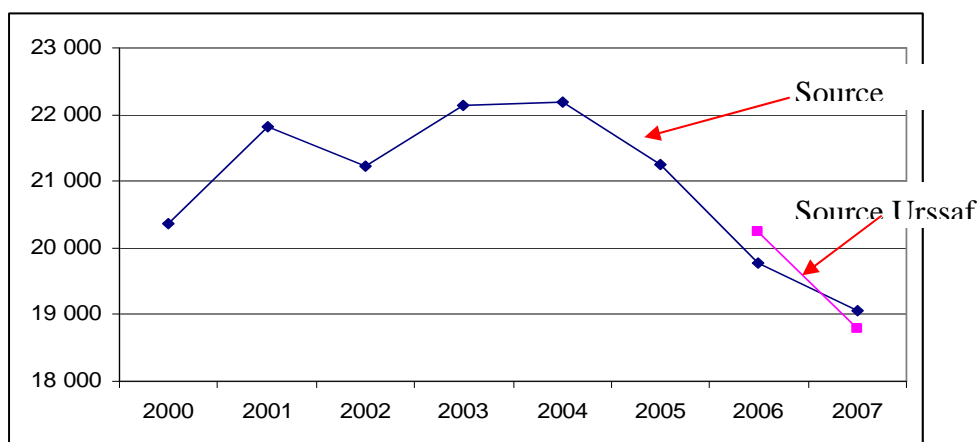
Nous retiendrons également que **sur les 10 dernières années, la Lorraine n'a jamais réussi à égaler ou dépasser le taux de création national et que sur la période 2000-2007, elle aura créé trois fois moins d'emplois qu'en France métropolitaine.**

	2007		2000-2007	
	Lorraine	France métropolitaine	Lorraine	France métropolitaine
Créations d'emplois	4 736	297 795	21 249	1 880 400
Taux de croissance	0,7 %	1,6 %	3,9 %	11,5 %

**Les derniers résultats publiés pour le second trimestre 2008 marquent cependant un retournement** : l'URSSAF indique une perte de 0,3% pour ce deuxième trimestre alors que les trois premiers mois de l'année affichaient une forte hausse (+1%).

### Zoom sur la filière automobile en Lorraine...

Cette analyse des données les plus récentes permet de mettre un nouvel accent sur **les difficultés avérées du secteur de l'automobile qui a perdu plus de 3000 emplois depuis 2004.**



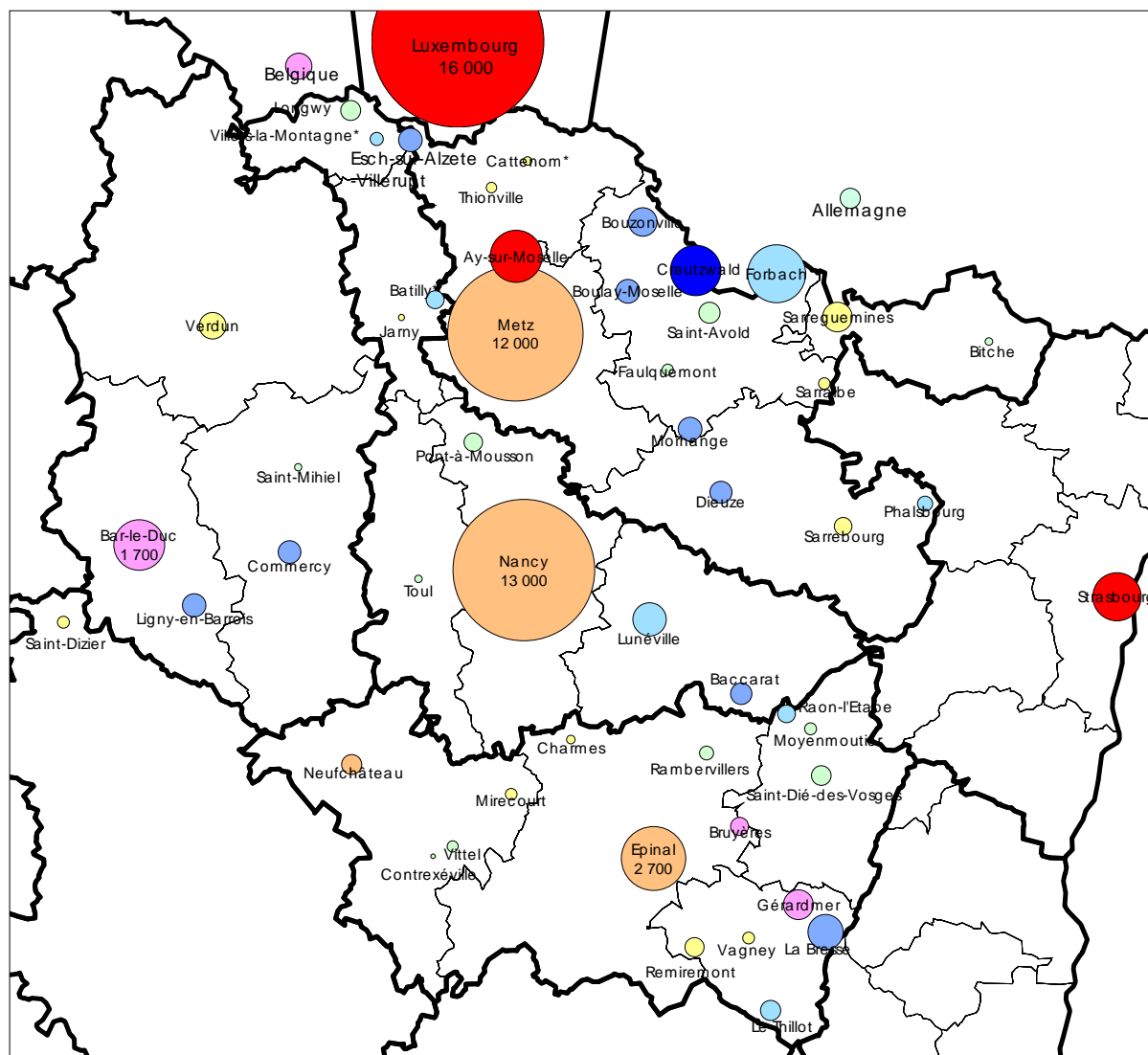
Evolution des emplois salariés dans l'industrie automobile en Lorraine (sources Unedic et Urssaf)

*Cette filière automobile, symbole de la diversification industrielle lorraine mais aussi de sa compétitivité technologique, a certes fait l'objet depuis plus de deux ans d'une priorité dans la réflexion régionale sur l'anticipation des mutations économiques. Cela s'est pour l'heure manifesté par l'élaboration du dispositif « Auto essor ». Suite à une première phase de cette opération (terminée fin 2007), le bilan des actions a été présenté dans le cadre de la réunion du 7 février 2008 de l'Observatoire Régional des Mutations Economiques (ORME) : 1/3 des établissements avaient été visités, des groupes de travail (ouverture à l'internationale, organisation industrielle, emploi-formation, innovation et relations inter-entreprise) ont été engagés, quelques entreprises (moins de 10) ont bénéficié de formations à la conduite du changement, la représentation à deux salons ou encore une mission de prospection en République Tchèque et au Maroc ont été organisées, des liens pris avec d'autres pôles et réseaux....*

*Au final et au bout de plus d'une année de démarche, le constat posé devant l'ORME est celui d'une connaissance insuffisante de la filière et de l'évolution de ses métiers, d'une démarche GPEC qui ne pénètre pas les PME, de contacts insuffisants également avec les clients...*

*Pour notre région, qui revendique une forte compétence et une technicité reconnue dans les métiers de l'automobile, il y a urgence à relever le défi d'une réactivité plus forte face aux évolutions des marchés et à permettre à nos entreprises de conserver leur position en accédant à l'ingénierie technique et organisationnelle nécessaire...un des chantiers urgents d'une stratégie industrielle innovante et d'un dispositif d'anticipation des mutations économiques réellement opérationnel et actif.*

Evolution de l'emploi dans les pôles urbains de 1999 à 2004 (source INSEE – septembre 2008<sup>16</sup>)



Taux d'évolution de l'emploi  
entre 1999 et 2004 (%)



La carte ci-dessus illustre la dynamique de création d'emploi portée par les pôles urbains de Nancy et de Metz : ils sont à l'origine de 70% de la création totale d'emploi enregistrée entre 1999 et 2004 dans les 109 unités urbaines recensées en Lorraine.

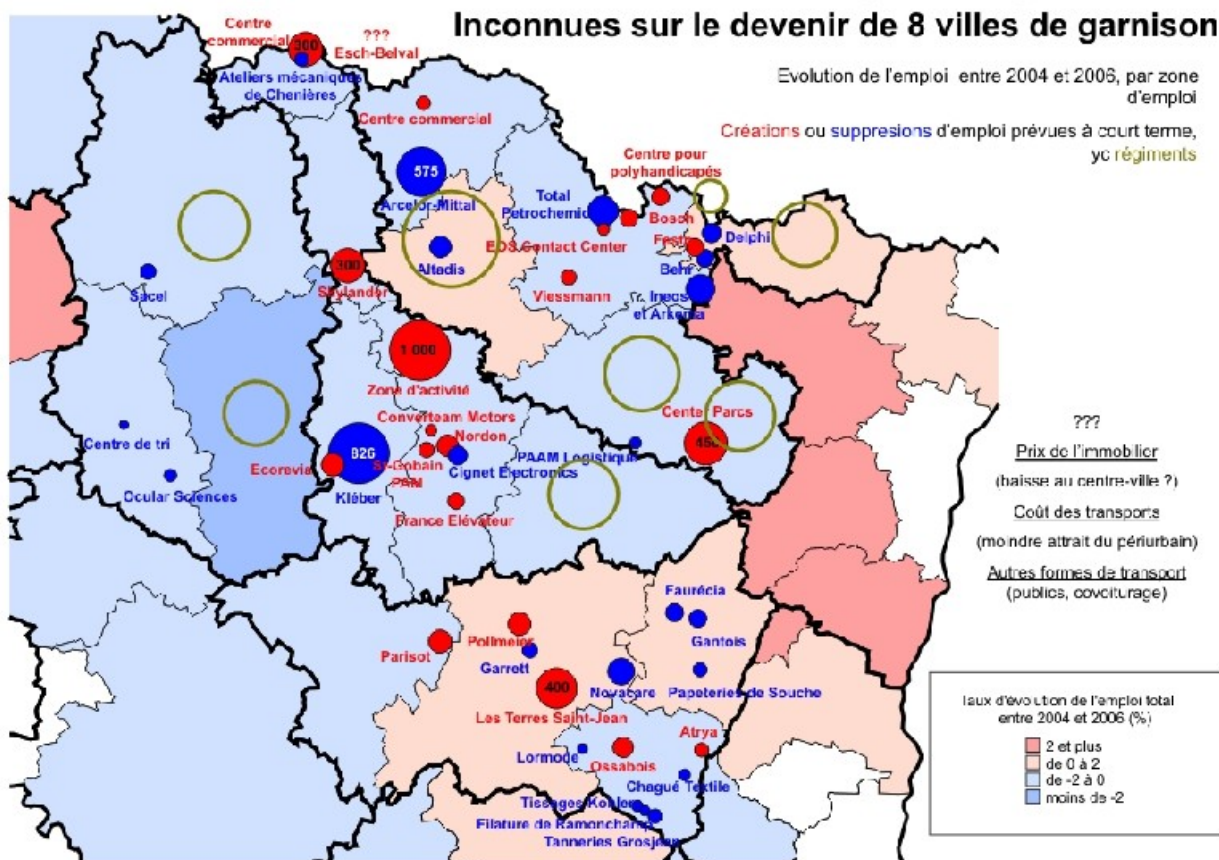
En parallèle, on observe bien entendu la traduction de l'exceptionnelle vitalité de l'économie luxembourgeoise qui, sur la même période, crée 16 000 emplois à l'attention des frontaliers lorrains. Les dernières données présentées par l'INSEE en partenariat avec le CESL confirment bien le Grand Duché dans son statut de 3<sup>ème</sup> pôle d'emploi lorrain.

<sup>16</sup> Economie Lorraine « La concentration de l'emploi dans le sillon mosellan » N°142 – Septembre 2008

Cette dynamique de concentration de croissance sur le Sillon mosellan ne semble pas devoir être remise en cause si l'on observe les prévisions création – suppression d'emplois aujourd'hui établies.

La carte ci-dessous de l'INSEE Lorraine en est l'illustration.

**Croissance attendue à Longwy, Atton, Chambley, Epinal, Lorquin et au Lux. Perspectives peu encourageantes pour la Meuse, la Déodatie, la Haute vallée de la Moselle, Toul, Gandrange, Carling et Sarralbe**



## 5 - EMPLOI FRONTALIER : rythme de progression toujours soutenu

*Notre analyse : la progression de l'emploi frontalier en Lorraine est sans aucun doute un élément structurel majeur de la mutation du territoire lorrain : l'emploi frontalier occupé par les lorrains représente désormais l'équivalent de 10% de l'emploi total développé par notre région... Pour l'heure, aucun signe de ralentissement n'est donné.*

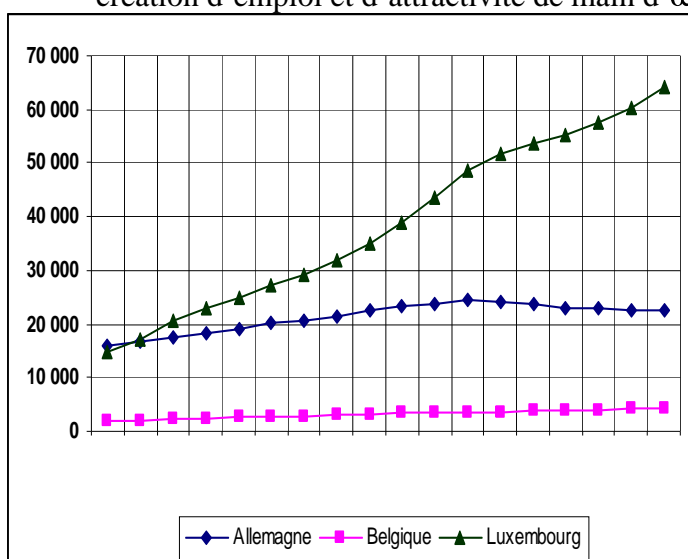
*Le Luxembourg marque de tout son poids ces évolutions et en 2007, ses indicateurs tant économiques que démographiques sont restés sur une dynamique exceptionnelle. Bien entendu, la conjoncture internationale et notamment financière pourrait se traduire par un repli de croissance et des perspectives plus modérées. Il s'agit là d'un élément du contexte lorrain à suivre. Certes le projet de développement de l'Etat luxembourgeois démontre des bases toujours solides, mais l'ampleur chaque jour croissante de la crise financière mondiale accentue les inquiétudes.*

### Triplement de l'emploi frontalier depuis 1990 : 91 000 en 2007, le cap des 100 000 frontaliers pourrait se dessiner pour 2010

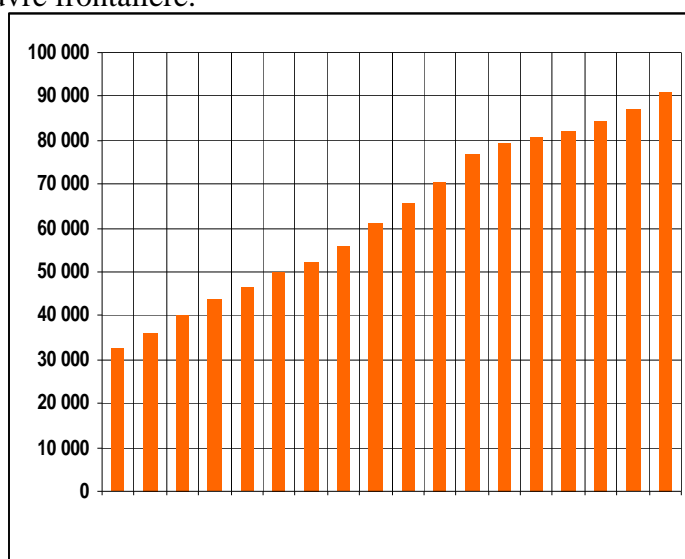
L'année 1990 marque le début d'une forte montée en puissance de l'emploi frontalier pour les Lorrains. Depuis, ce volume a en effet quasiment triplé : en 2007 le cap des 90 000 lorrains travaillant soit au Luxembourg (64 000), soit en Allemagne (22 450) soit en Belgique (4 500), a été franchi. Le nombre total 2007 est de **90 928**. La courbe d'évolution ne s'infléchit pas vraiment en début d'année 2008 malgré l'assombrissement de l'horizon économique international.

En 1990, avec un volume un peu supérieur à 30 000, le nombre de frontaliers lorrains n'atteignait pas les 4% de l'emploi global régional : aujourd'hui **un emploi sur 10 occupé par les Lorrains est un emploi frontalier**.

Malgré une conjoncture plus difficile depuis le début des années 2000 (marqué d'ailleurs de 2000 à 2004 par un ralentissement de croissance), les progressions enregistrées sur les trois dernières années sont nettes, pourtant tempérées par un tassement de l'emploi vers l'Allemagne. L'économie luxembourgeoise maintient par contre un niveau exceptionnel de création d'emploi et d'attractivité de main d'œuvre frontalière.

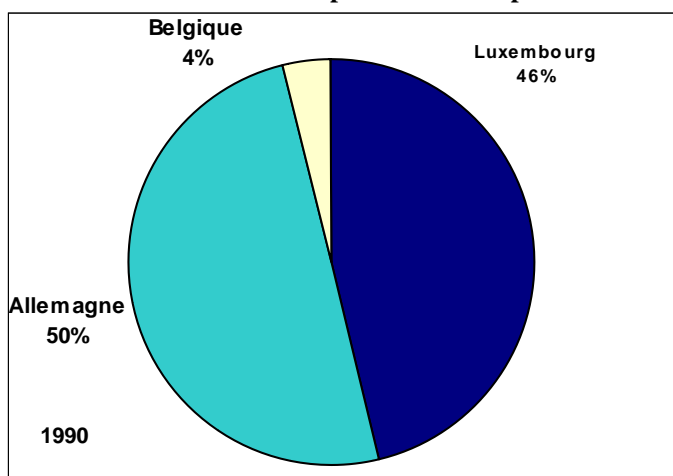


Evolution par pays de l'emploi frontalier lorrain  
(source Insee)

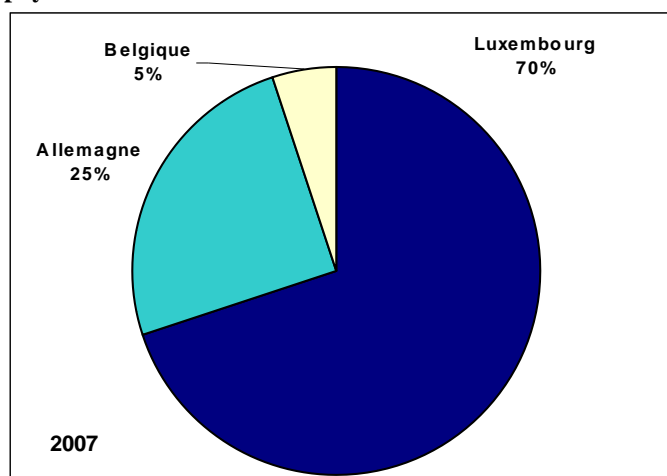


Evolution du nombre de frontaliers en Lorraine  
(source Insee)

### Evolution de la composition de l'emploi frontalier par pays de destinations 1990 - 2007



32 000 emplois frontaliers en 1990



91 000 emplois frontaliers en 2007

Depuis 2000, le nombre de frontaliers supplémentaires dépasse les 20 000, représentant une croissance de 29% et une moyenne de 2500 emplois créés chaque année. **A ce rythme, le cap des 100 000 frontaliers lorrains pourrait être atteint en 2010...**

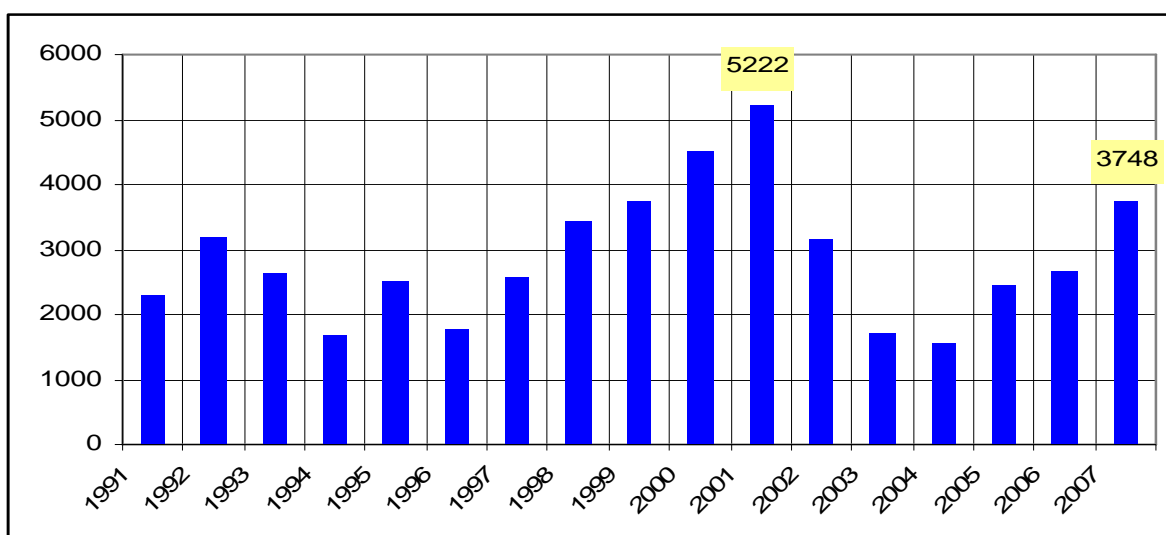
#### Evolution 2000 - 2007 de l'emploi frontalier selon les destinations

	Allemagne	Belgique	Luxembourg	Total
<b>Nombre de frontaliers au 31/12/2007</b>	<b>22 450</b>	<b>4 464</b>	<b>64 014</b>	<b>90 928</b>
<b>Evolution en nombre depuis 2000</b>	<b>-1232</b>	<b>1019</b>	<b>20 593</b>	<b>20 380</b>
<b>Croissance en % depuis 2000</b>	<b>-5,2 %</b>	<b>29,6 %</b>	<b>47,4 %</b>	<b>28,9 %</b>

Sans commune mesure avec les évolutions de l'emploi au Luxembourg, l'emploi frontalier vers la Belgique enregistre néanmoins une croissance de l'ordre de 30%. Un constat à suivre au regard de nouvelles conditions d'imposition du travail frontalier décidées par la Wallonie et qui pourraient affaiblir l'attractivité de la main d'œuvre frontalière.

#### Le Luxembourg a créé 3750 emplois pour les Lorrains en 2007 : la plus forte évolution depuis 2001...

La progression de l'emploi des Lorrains au Luxembourg en 2007 est de **6,2%** ce qui marque une accélération assez nette de l'évolution comparativement aux deux précédentes années.



Evolution annuelle du nombre de frontaliers lorrains au Luxembourg (source Insee)

Sans atteindre le niveau exceptionnel de 2001, la performance 2007 doit cependant être soulignée et ce résultat engage à tempérer certaines analyses concluant à un fléchissement de l'attractivité de la main d'œuvre lorraine. D'autant qu'une forte proportion de frontaliers lorrains est employée dans les branches de l'intermédiation financière, de l'immobilier et des services aux entreprises. Rappelons que ces secteurs de pointe représentent 45% du PIB du Grand Duché et contribuent pour deux tiers à sa croissance économique 2007 (supérieure à 6%...). Entre 2006 et 2007, l'effectif des frontaliers lorrains dans ces branches est passé de 21 500 à 23 700 (soit + 10% et plus du tiers, 37%, des Lorrains travaillant au Luxembourg).

### **Un phénomène territorial en Lorraine : une plus grande dispersion géographique de l'emploi frontalier**

Autre phénomène notable et important de l'emploi frontalier en Lorraine : sa progression sur le territoire régional. Huit zones géographiques sont désormais concernées (contre 4 en 1990).

Les quatre zones d'emploi « originelles » (Longwy, Thionville, Bassin Houiller, Sarreguemines) qui représentaient 93 % des emplois frontaliers lorrains, n'en représentent plus en 2007 que 83 %. En 2007, trois salariés sur dix du bassin de Thionville sont employés au Luxembourg, et un salarié sur deux dans la zone d'emploi de Longwy. Avec l'évolution des besoins de main d'œuvre, et les transformations qualitatives de ces besoins, le recrutement a gagné des zones d'emplois plus éloignées (Nancy, Metz, Meuse du Nord). Depuis 2000, la zone d'emplois de Metz a vu sa population de frontaliers augmenter de 80 % (2500 personnes).

**Répartition des frontaliers lorrains par zone d'emploi de résidence et évolutions**

<b>Zones d'emplois</b>	<b>Nombre de frontaliers au 31/12/2007</b>	<b>Evolution depuis 2000</b>	<b>Evolution (%)</b>
<b>Thionville</b>	37 695	11 194	42,2
<b>Metz</b>	5 649	2 503	79,6
<b>Bassin-Houiller</b>	15 999	286	1,8
<b>Sarreguemines</b>	6 830	-305	-4,3
<b>Longwy</b>	16 323	3 652	28,8
<b>Briey</b>	4 081	1 470	56,3
<b>Nancy</b>	765	288	60,4
<b>Meuse du Nord</b>	2 556	934	57,6

## Données actualisées de la dynamique Luxembourgeoise : prévisions de plus en plus prudentes compte tenu du poids du secteur financier dans l'économie Grand Ducale

### Une dynamique démographique qui se poursuit grâce à une attractivité exceptionnelle

Depuis 1991 le Luxembourg compte 100 000 habitants supplémentaires, ce qui représente une croissance de plus du quart de sa population de l'époque (+25,9%). Cette dynamique demeure sur la période récente : entre 2001 et 2008 le Grand Duché a accueilli 44 300 nouveaux résidents (+ 10,1%) et les étrangers représentent plus de 98% de cet apport... Sur la dernière année, le Luxembourg a accueilli **7 600 résidents étrangers supplémentaires** (+ 3,8%) et cela représente... **100% de la nouvelle population luxembourgeoise sur l'année**. La proportion d'étrangers dans la population totale gagne ainsi un point en une seule année (41,6 à 42,6 %).

	1991	2001	2008	Evolution (%)		
				2008/1991	2008/2001	2008/2007
Population totale	384 400	439 500	<b>483 800</b>	+ 25,9	+ 10,1	+ 1,6
Dont étrangers	113 000	162 300	205 900		+ 27	+ 3,8
En % dans population totale	29,4	36,9	42,6			

Source Statec – Le Luxembourg en chiffres 2008 – chiffres au 1<sup>er</sup> janvier

### L'emploi luxembourgeois en croissance continue profite essentiellement aux travailleurs frontaliers.

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'emploi intérieur du Luxembourg (moyenne annuelle). En **2007**, le Luxembourg enregistre une **évolution de son emploi intérieur de 4,2%**, l'emploi des non résidents frontaliers progressant de **8,2%**. Les frontaliers profitent ainsi de 71% de la création d'emploi au Luxembourg entre 2006 et 2007 (et de 67,5% de l'emploi créé depuis 2000). Les Français bénéficient de 48% de la création d'emploi frontalier (33% pour les Allemands) et donc de plus de 32% de la croissance totale de l'emploi au Grand Duché depuis 2000 (22,3% pour les Allemands).

	2000	2006	2007	2007/2006 (%)	2007/2000 (%)
<b>Emploi intérieur total</b>	263 800	319 100	332 500	4,2	26,0
<b>Frontaliers non résidents</b>	79 000	115 900	125 400	8,2	58,7
Lorraine	46 400	64 000	68 600	7,2	47,8
Allemagne	24 200	33 000	35 000	6,1	44,6
Wallonie	16 400	28 600	31 700	10,8	93,3

Source STATEC– Le Luxembourg en chiffres 2008

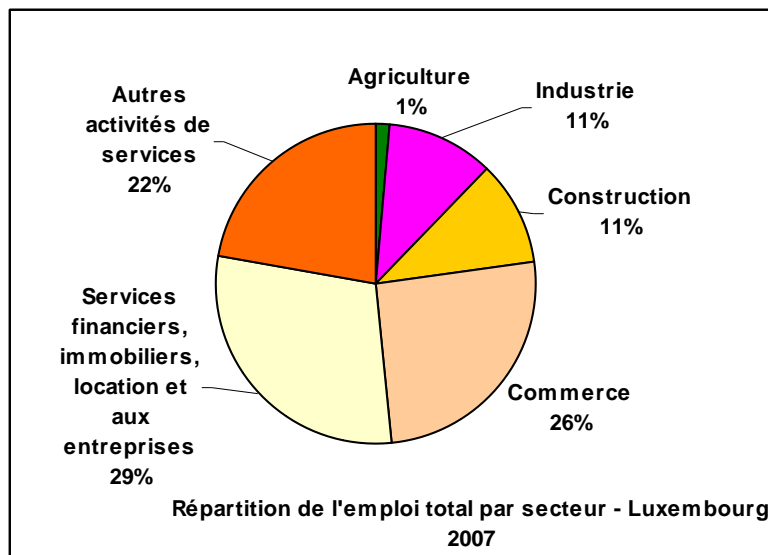
Les chiffres mensuels publiés par le STATEC pour la période de **janvier à août 2008** ne témoignent pas d'un fléchissement de la dynamique de l'emploi (+ 2,7% pour l'emploi total et + 4,8% pour les frontaliers). Le STATEC observe cependant que le chômage est sur une tendance un peu haussière : 4,4% en août 2008 (contre 4,2 en début d'année). Les commentaires publics appellent à la prudence : le Statec évoque dans sa note de conjoncture de septembre 2009 un chômage « qui pourrait se renforcer au cours des mois à venir, eu égard au ralentissement perceptible au niveau de l'emploi et au retournement constaté des indicateurs conjoncturels du marché du travail dans la zone euro ».

**PIB : ralentissement et prudence des prévisions.** La croissance du PIB en 2007 est fixée à 4,5, contre +6,1 en 2006. Les prévisions demeurent positives et supérieures aux projections européennes et françaises. Elles pourraient néanmoins être revues à la baisse...

Zone euro	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2007 T1	2007 T2	2007 T3	2007 T4	2008 T1	2008 T2
croissance en vol. du PIB	0,7	0,5	0,6	0,4	0,7	-0,2
Variation annuelle en %						
Luxembourg	2006	2007	Prévision 2008		Prévision 2009	
croissance en vol. du PIB (STATEC)	6,1	4,5	3,0		4,0	
<b>PIB Luxembourg en valeur 2007</b>	36 137 M€					



Le schéma suivant illustre le poids des services dans l'économie luxembourgeoise.



*Sans aucun doute le secteur des services financiers, immobiliers, location et services aux entreprises est une base essentielle de cette économie. A lui seul, la place financière représente la moitié des recettes de l'Etat. Sans aucun doute aussi, ce profil doit être mis en regard de la crise financière actuelle de l'économie mondiale et fait peser une forte interrogation sur les objectifs de développement de l'emploi poursuivis par le Grand Duché.*

Pour autant, ainsi que nous l'avons présenté dans notre rapport de 2007, le Luxembourg a entrepris un vaste projet de mutation vers « l'économie de la connaissance » dans le cadre des objectifs de Lisbonne mais aussi de diversification de ses services. Rappelons également que le projet « Belval » concrétise ces orientations et cette ambition. On mesure par ailleurs le volontarisme du Luxembourg au travers un point sur l'évolution des **effectifs de recherche & développement**.

Ainsi, même si l'on observe une stabilité de 2004 à 2005, par rapport à 2003 la progression des effectifs a toutefois été de plus de 20 % sur la période. Cette croissance concerne l'ensemble des secteurs et particulièrement les effectifs dans l'enseignement supérieur lié au démarrage de l'université du Luxembourg. Le secteur des entreprises progresse également sensiblement (+ 18%), avec cependant une légère baisse entre 2004 et 2005. Il faut surtout noter que **le Luxembourg dispose d'un effectif de la recherche en entreprises supérieur à celui de la région Lorraine alors que sa population ne représente qu'un cinquième de la population lorraine.**

**Effectifs R&D Luxembourg**

	2003	2004	2005
Entreprises	3533	4194	4157
Secteur de l'Etat	548	580	641
Enseignement supérieur	54	249	217
Total	4135	5023	5015



## 6 – CHÔMAGE

### Amélioration des chiffres de la demande d'emploi en Lorraine en 2007, inversement de tendance en 2008

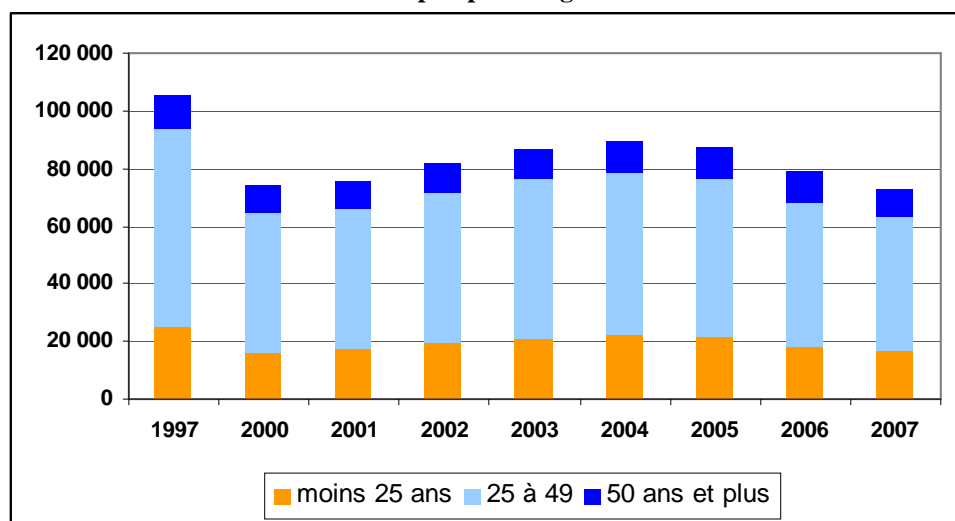
*Notre analyse : La Lorraine a enregistré une nette amélioration des chiffres du chômage en 2007 même si son bilan reste moins positif qu'au plan national. On retiendra notamment que le seuil historique de l'année 2000 est amélioré au regard des chiffres de décembre 2007 avec un an de retard sur la France.*

*A l'instar des évolutions récentes de l'emploi, les dernières données pour 2008 attestent d'une reprise de la hausse de la demande d'emploi. Les inquiétudes s'accroissent depuis les annonces de fin septembre et des hausses significatives en volume.*

#### 1. Demande d'emploi 2007 en Lorraine : le seuil historique de l'année 2000 est amélioré avec un an de retard sur la France métropolitaine

Le nombre de demandeurs d'emploi lorrains fin 2007 passe en-dessous du seuil historique de l'année 2000 dans toutes les catégories excepté le public « jeunes » (moins de 25 ans). Au niveau national, ce seuil avait été franchi dès 2006.

Evolution demande d'emploi par catégorie lorraine 1997 - 2007



Evolution des effectifs de demandeurs d'emploi (catégorie 1)

	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Août 2008
Moins de 25 ans	25 310	15 768	17 419	19 442	20 899	22 173	21 203	18 270	16 553	15 699
25 à 49 ans	68 627	48 495	48 440	52 022	55 251	56 216	54 985	49 881	46 393	47 455
50 ans et plus	11 360	9 711	9 791	10 516	10 827	11 058	11 234	10 744	9 947	10 684
dont CLD	39 104	21 709	19 256	21 573	22 497	23 825	24 392	22 615	17 289	17 588
<b>Ensemble</b>	<b>105 297</b>	<b>73 974</b>	<b>75 650</b>	<b>81 980</b>	<b>86 977</b>	<b>89 447</b>	<b>87 422</b>	<b>78 895</b>	<b>72 893</b>	<b>73 838</b>
France Métro	3 131 865	2 209 377	2 264 067	2 373 142	2 514 944	2 513 221	2 381 768	2 143 528	1 941 987	1 969 165

Chiffres à décembre – source Cahiers Lorrains de l'emploi – Bilan 2007

\* taux de chômage annuel BIT

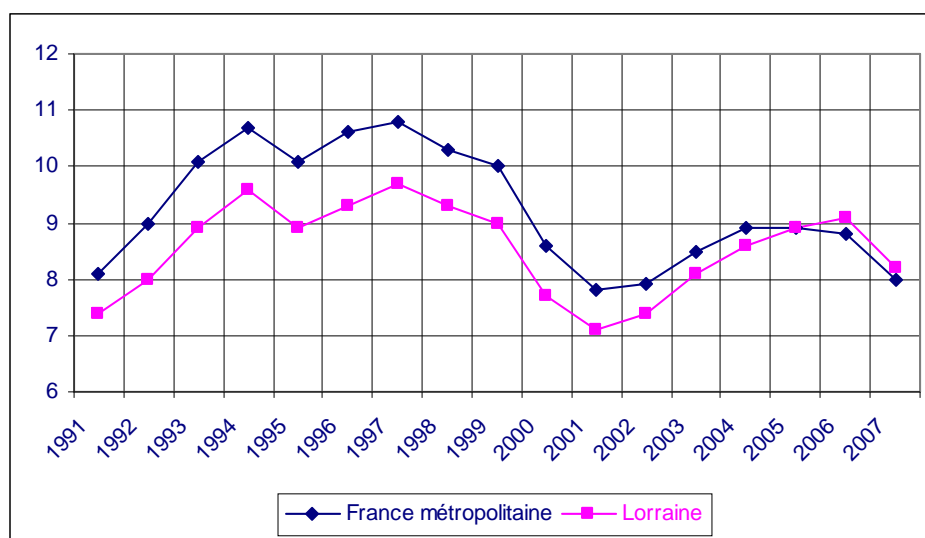
**En volume**, la demande d'emploi diminue moins en Lorraine qu'en France métropolitaine (-7,6 contre -9,4%). L'écart s'est même creusé par rapport aux évolutions 2005-2006 et la performance annuelle régionale est moins forte (2005-2006 : -9,8 en Lorraine contre -10 en France). D'ailleurs la tendance semble s'être totalement inversée par rapport aux constats

posés à mi-parcours de l'année 2007 (cf SITECO 2007...). Seule l'évolution sur un an du chômage longue durée est plus favorable.

## 2. Depuis 2001, l'évolution du taux de chômage est restée plus défavorable en Lorraine

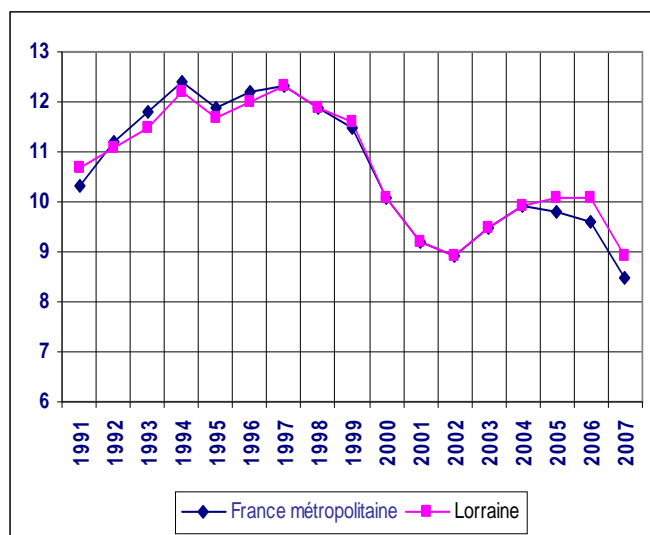
Depuis 2001 (schéma ci-dessous), en rupture avec les années précédentes, l'évolution du taux de chômage en Lorraine a été moins favorable qu'en France.

- 2001 – 2005 : la progression est plus forte, et le taux de chômage vient à atteindre le taux national
- 2005 - 2006 : la courbe nationale amorce une baisse alors que la progression continue en Lorraine
- 2006 – 2007 : la Lorraine enregistre enfin une amélioration mais qui reste moins favorable

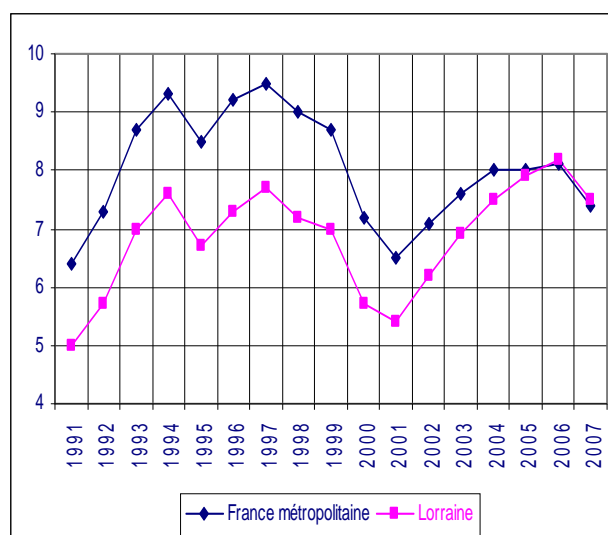


Evolution du taux de chômage en France et en Lorraine

L'évolution du taux de **chômage féminin**, longtemps alignée sur la courbe nationale, s'en désolidarise en 2005, évoluant depuis de façon moins favorable. Les courbes du **chômage masculin** sont par contre quasiment superposées depuis 2005.



Evolution du chômage chez les femmes

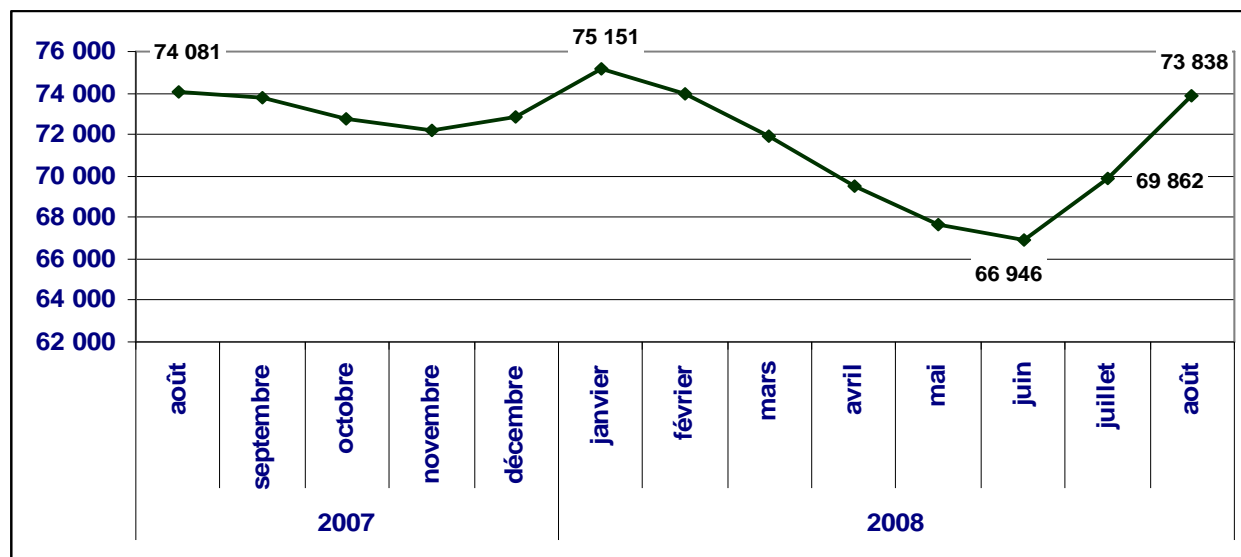


Evolution du chômage chez les hommes

### 3. Dernier point 2008 : reprise de la croissance du nombre de demandeurs d'emploi depuis juillet, les résultats de baisse du 1<sup>er</sup> semestre sont quasiment annulés

Depuis **juillet 2008** (données brutes) la remontée du nombre de demandeurs d'emploi est sensible : elle annule presque totalement la chute observée depuis janvier. Le ralentissement économique observé actuellement fait craindre une croissance encore plus importante au cours des prochains mois.

**Cependant, si l'on demeure sur une analyse d'évolution annuelle** (août 2007/août 2008), le résultat reste en baisse : - 0,3 % en Lorraine (contre - 1,3 % au niveau national).



Nombre de demandeurs d'emploi de cat 1 en Lorraine (données brutes)

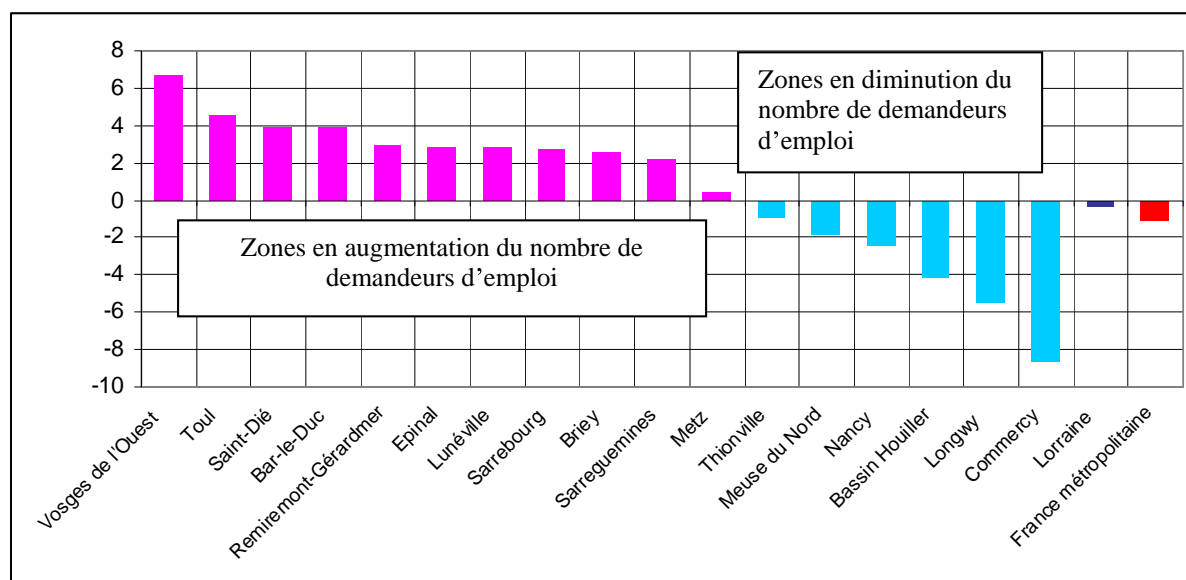
En catégories 1 + 6, les effectifs de demandeurs d'emploi diminuent sur un an de 0,9 % en Lorraine pour 85 211 personnes (2 362 520 en France, - 1,8%). A la fin août 2008, 48,5 % des demandeurs d'emploi lorrains sont des femmes. Les effectifs féminins baissent sur un an de 0,2 %, soit moins que les effectifs masculins (- 0,5 %). En France métropolitaine, la situation est inversée : la baisse est de 0,5 % pour les hommes et de 1,7 % pour les femmes.

La baisse enregistrée sur l'année a profité à tous les départements, à l'exception du département des Vosges qui voit le nombre de ses demandeurs d'emploi augmenter de 2,5 % (ses 4 zones d'emploi enregistrent une croissance). Pour ce qui concerne le taux de chômage, il s'établit (second trimestre 2008, en données provisoires) à 7,5 % de la population active pour la Lorraine (en hausse de 0,1 point sur un trimestre, mais en baisse de 0,8 point sur 1 an). La Meurthe-et-Moselle et la Moselle sont en dessous du taux régional.

#### Point sur la demande d'emploi (août 2008) et taux de chômage provisoire 2<sup>ème</sup> trimestre 2008

	Nombre de demandeurs d'emploi	Evolution annuelle Août 2007/août 2008 (%)	Taux de chômage Au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008 (%)
Meurthe et Moselle	22 223	- 1,1	7,1 %
Meuse	6 348	-1,5	8,1 %
Moselle	31 933	- 1	7,4 %
Vosges	13 334	+ 3,5	8,2 %
<b>Lorraine</b>	<b>73 838</b>	<b>- 0,3</b>	<b>7,5 %</b>
France métropolitaine	1 969 165	-1,1	7,2 %

**Les évolutions sur les 17 zones d'emplois présentent des résultats contrastés.** C'est la zone d'emploi de Commercy qui connaît la baisse la plus sensible des demandeurs d'emploi (moins 8,6%), et celle des Vosges de l'Ouest qui connaît la hausse la plus importante (plus 6,7 %).



**Evolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi de cat pour chacune des 17 zones d'emploi  
Août 2007 – août 2008**

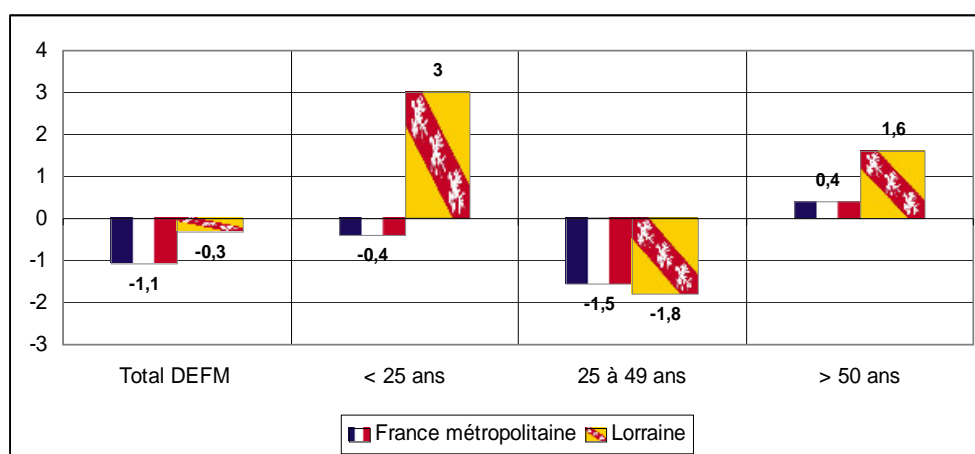
Ces évolutions sont à analyser avec prudence puisque certaines de ces zones d'emploi sont celles où apparaît le plus de difficultés notamment au regard des créations d'emploi et de la situation démographique.

### Baisse sensible des offres d'emploi au mois d'août

En parallèle à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi, on observe une baisse de l'offre d'emploi : si l'ANPE affiche 8 204 offres nouvelles au cours du mois d'août 2008, cela correspond à une baisse de 10,8 % par rapport à août 2007. Les offres d'emploi durables (CDI et CDD de plus de 6 mois) représentent 44,1 % de l'ensemble des offres collectées en août 2008 ; elles sont en baisse de 6,2 % sur un an. Sur les huit premiers mois de l'année 2008, 80 231 offres d'emploi ont été enregistrées, soit 2 % de moins que pour la même période en 2007.

#### 4. Phénomène récurrent : la dégradation de l'emploi et du chômage affecte de façon plus sensible les jeunes

Concernant le **public des moins de 25 ans**, le constat sur un an (Août 2007 – 2008) fait apparaître une dégradation de leur situation sur le marché du travail : + 3% de jeunes demandeurs d'emploi en Lorraine contre – 0,4 % en France. Leur part dans la demande d'emploi totale reste nettement supérieure à la moyenne nationale (21,3% en Lorraine contre 17,7%). Pour les **plus de 50 ans** on observe également une hausse du nombre de demandeurs d'emploi supérieure (1,6 % contre 0,4 %). Ce n'est pas le cas pour les **25 à 49 ans** qui représentent par ailleurs 67 % de la totalité des demandeurs d'emploi à la fin août 2008). Le **chômage de longue durée** (CLD>1an) enregistre une baisse de 5,9 % en Lorraine (6,5 % au niveau national). En août 2008, les DEFM de plus d'un an représentent 23,8 % des 73 838 demandeurs d'emploi lorrains.



Evolution des demandeurs d'emploi août 2008/août 2007  
(source DRTEFP, DARES) et calculs CES Lorraine





## 7 – DEPARTS A LA RETRAITE

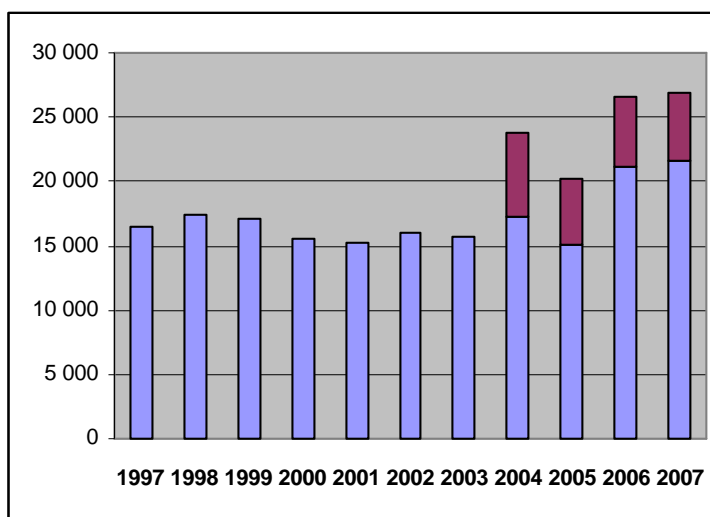
### Une clé de lecture à approfondir dans la situation de l'emploi et du chômage lorrain

*Notre analyse : sous l'effet conjugué du vieillissement de la population active et de nouveaux dispositifs, notamment en faveur des personnes ayant commencé très jeunes à travailler, on observe que le volume de départs en retraite a franchi un plafond en 2004 et que cette évolution s'est accentuée en 2006 et 2007. Par rapport aux flux moyens enregistrés dans les années 1997 – 2005, 10 000 personnes supplémentaires prennent leur retraite en Lorraine...un constat à mettre aussi en regard des analyses sur l'évolution tant du chômage que de l'emploi...*

*Au vu de ces éléments, on peut estimer que les sorties de la vie active sont devenues supérieures aux entrées.*

Au regard des statistiques fournies par la CRAM Lorraine et la CRAV Alsace (pour le Département de la Moselle), les départs en retraite ont touché environ 27 000 actifs chaque année depuis 2006, soit 10 000 personnes de plus concernées par rapport à la moyenne annuelle 1997 – 2005. Les estimations à envisager à partir des premiers chiffres pour 2008 pourraient avoisiner les 30 000 départs en retraite. Si le dispositif des départs anticipés opérant depuis 2004 a eu incontestablement un impact sur le volume des nouveaux retraités, on observe bien néanmoins une augmentation significative des départs en régime de droit commun depuis 2 ans.

	Départs en retraite (hors anticipés)	Départ avant 60 ans : longue carrière	Départ avant 60 ans : handicapé	Total
1997	16 461			16 461
1998	17 389			17 389
1999	17 064			17 064
2000	15 475			15 475
2001	15 276			15 276
2002	16 021			16 021
2003	15 717			15 717
2004	17 278	6 508	11	23 797
2005	15 031	5 170	44	20 245
2006	21 148	5 438	48	26 634
2007	21 623	5 228	56	26 907
2008 (6 mois)	12 022	2 939	36	14 997





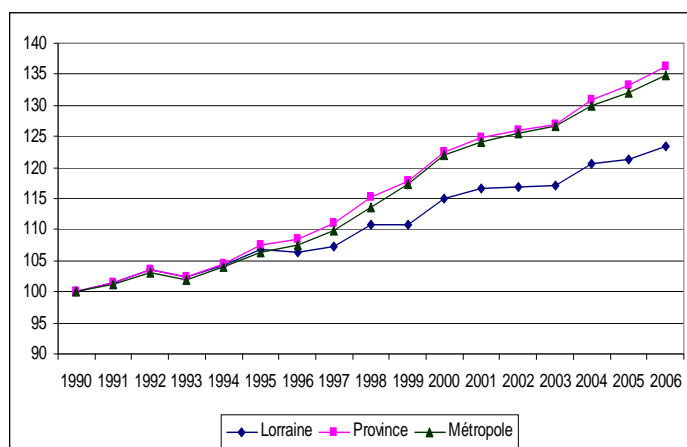
## 8 – PIB & VALEUR AJOUTEE

*Notre analyse : la Lorraine suit une ligne de croissance de richesse. Nous ne pouvons cependant que constater que cette évolution est inférieure à celle enregistrée en France y compris hors Ile de France (14 points de différence avec la moyenne Province sur la période 2000 - 2006). De fait, sa contribution à la richesse nationale diminue.*

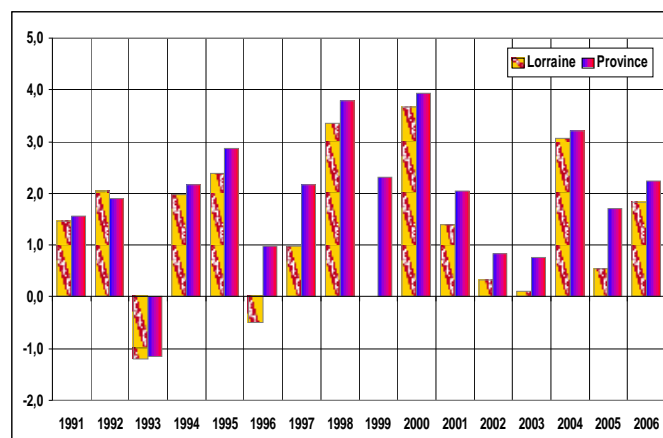
*Seuls les secteurs de l'industrie automobile et des activités financières et immobilières enregistrent en Lorraine des évolutions plus dynamiques que dans le reste de régions de France.*

Bien entendu, le diagnostic de l'emploi ne suffit pas à fixer le bilan économique d'un territoire. De fait, le schéma ci-dessous d'évolution du PIB montre bien une **croissance chaque année de la richesse créée par la Lorraine**, en dehors de deux années négatives (1993 et 1996) mais aussi de trois années plus récentes (2002, 2003, 2005) de résultat très modeste.

Il faut cependant noter que, à l'exception de l'année 1992, la Lorraine n'a jamais dépassé le taux de croissance moyen du PIB de la province.



Evolution PIB Lorraine – Province – Métropole base 100 en 1990



Evolution annuelle du produit intérieur brut régional (PIB) en volume, prix chaînés, base 2000  
(source INSEE et présentation CES Lorraine)

### Evolution de la valeur ajoutée : forte croissance dans les services, mais inférieure à l'évolution observée en province

L'étude de la contribution de la Lorraine à la valeur ajoutée nationale permet un regard sur la dynamique économique de notre région comparativement au niveau national.

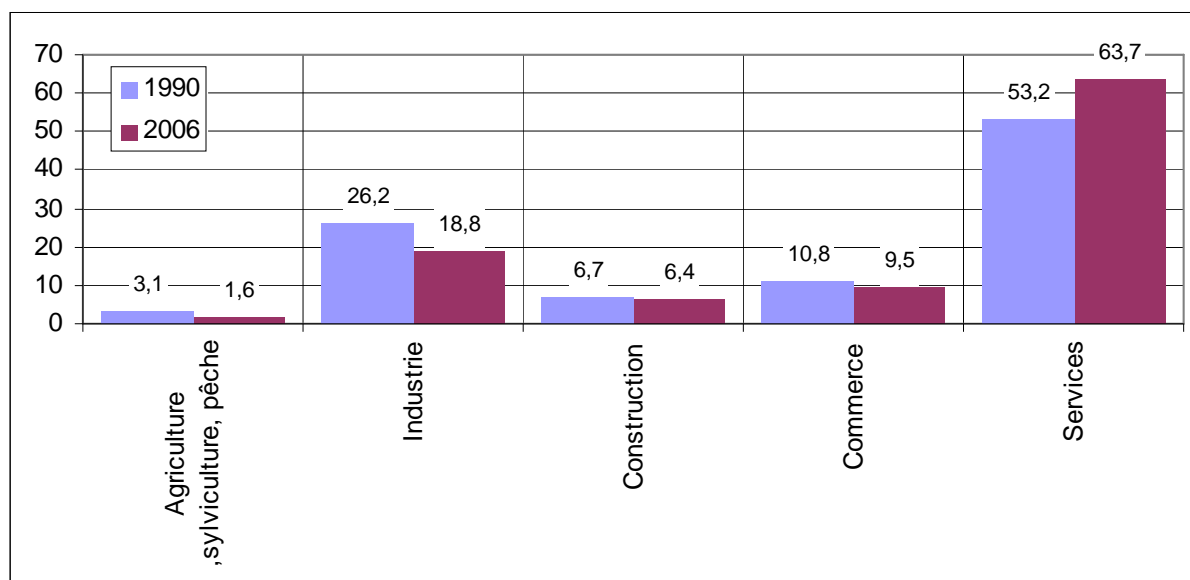
Or, de 1990 à 2006, la part de la Lorraine dans la valeur ajoutée nationale est passée de 3,5 % à 3,1 %. En parallèle, pendant cette même période, la croissance de la valeur ajoutée des régions (hors Ile de France) a été de 74,8% contre 59,7 % pour la Lorraine. Deux secteurs

(industrie automobile et activités financières, activités immobilières) ont connu un taux de progression supérieur à la moyenne de la province. C'est le secteur des services qui a connu le plus fort taux de progression à l'exception du secteur des transports.

Evolution de la valeur ajoutée de 1990 à 2006 (%)			
Secteurs d'activités		Province	Lorraine
Agriculture, sylviculture, pêche		-6,2	-19,1
INDUSTRIE	Industries agricoles et alimentaires	30,3	14,7
	Industries des biens de consommation	16,0	-14,0
	Industrie automobile	18,9	32,0
	Industries des biens d'équipement	22,8	14,9
	Industries des biens intermédiaires	27,9	15,6
	Energie	59,6	29,4
Construction		86,4	52,0
Commerce		61,0	41,0
SERVICES	Transports	70,5	18,9
	Activités financières, activités immobilières	105,9	123,6
	Services aux entreprises	117,8	95,6
	Services aux particuliers	107,7	95,6
	Education, santé, action sociale, administration	97,8	86,6
<b>Progression de la Valeur ajoutée</b>		<b>74,8</b>	<b>59,7</b>

L'examen de l'évolution structurelle (composition) du PIB régional atteste, à l'instar de la structure de l'emploi, la recomposition des bases économiques de la Lorraine : **l'industrie est passée sous la barre historique des 20 %**.

Depuis 1990 la part des services a progressé de près de 10 % alors que l'industrie passait de 26,2 % à 18,8 %.

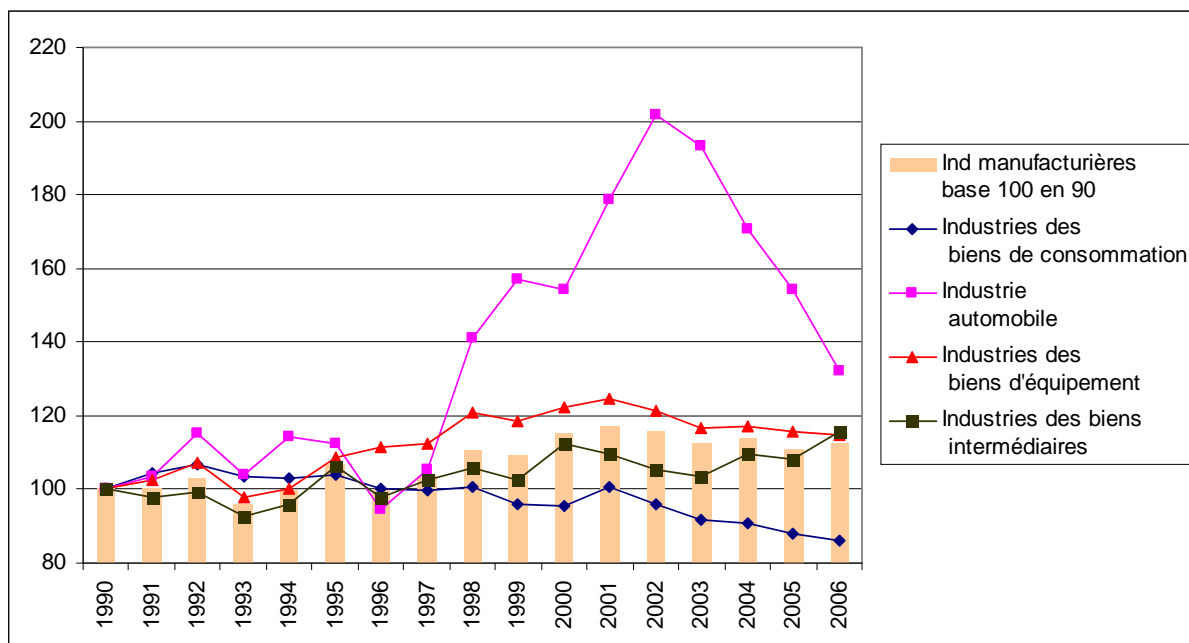


Part des principaux secteurs dans la valeur ajoutée lorraine

On peut cependant nuancer ce recul par le transfert d'un certain nombre d'activités de l'industrie vers les services aux entreprises (nettoyage, gardiennage, comptabilité, informatique etc...)

Dans le secteur manufacturier (l'industrie moins les IAA), la progression de la VA à été de 12,6 % en Lorraine, contre 23,8 % pour la Province. En fait la part de la Lorraine dans la valeur ajoutée des régions (Province) s'est réduite, passant de 5,9 % en 1990 à 5,4 % en 2006.

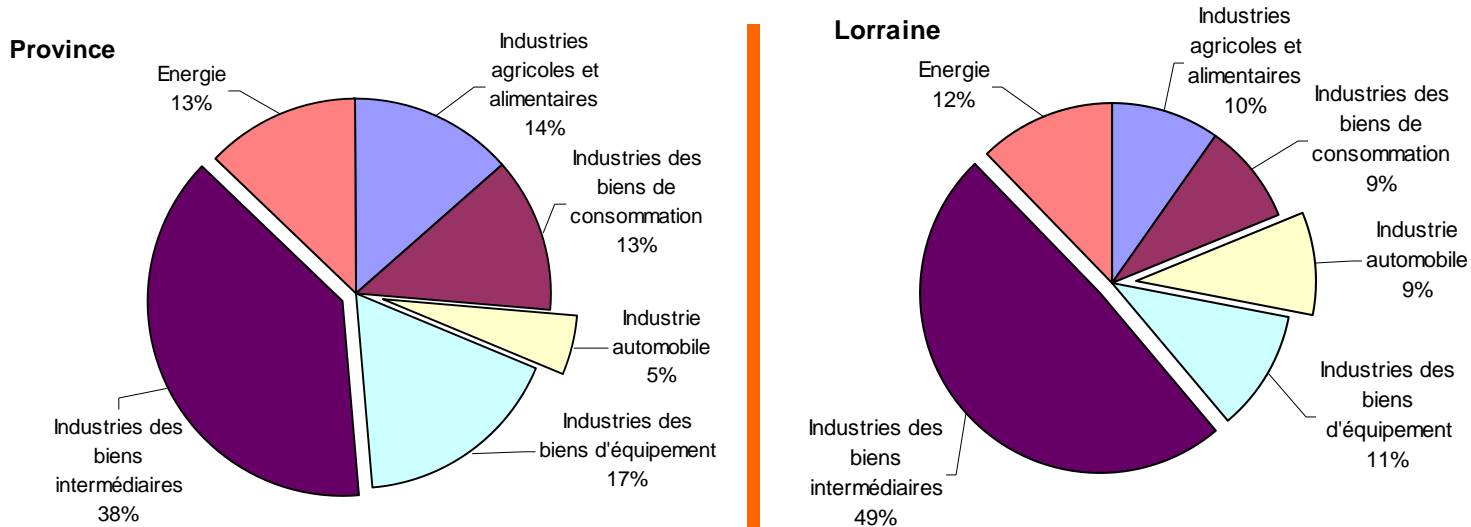
Le schéma ci-dessous atteste à nouveau d'inquiétudes justifiées sur la santé du secteur automobile : la baisse forte de l'emploi que nous avons pointé plus haut dans ce rapport, s'accompagne d'une chute dans la production régionale de richesse.



Evolution de la valeur ajoutée des industries manufacturières en Lorraine (base 100 en 1990)

### Industrie : forte spécialisation de la Lorraine dans les biens intermédiaires

La Lorraine reste au niveau de son industrie encore un territoire d'industrie des biens intermédiaires (sidérurgie, chimie, textile, bois,...), puisque ce secteur représente la moitié de la VA régionale contre 38 % pour la Province. Le secteur automobile représente 9 % de la VA contre 5 % en moyenne pour la Province.





## 9 - DEMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

### Exceptionnelle dynamique de création en 2007

*Notre analyse : l'indicateur de la création d'entreprises est un des rares à placer la Lorraine dans un groupe de « leaders » nationaux. C'est ainsi le constat qui se répète depuis 2 ans et qui atteint un niveau assez exceptionnel en 2007. Cela ne suffit pas pour autant à témoigner de l'efficacité des politiques de soutien à la création : tant le maintien de forts taux de défaillances sur les jeunes entreprises que le constat de la superposition caractéristique de la courbe des créations avec l'accès au dispositif d'aide à la création d'entreprise envers les chômeurs, appellent à questionner tant la solidité réelle de la démarche entrepreneuriale suscitée que son adéquation à la réalité du marché.*

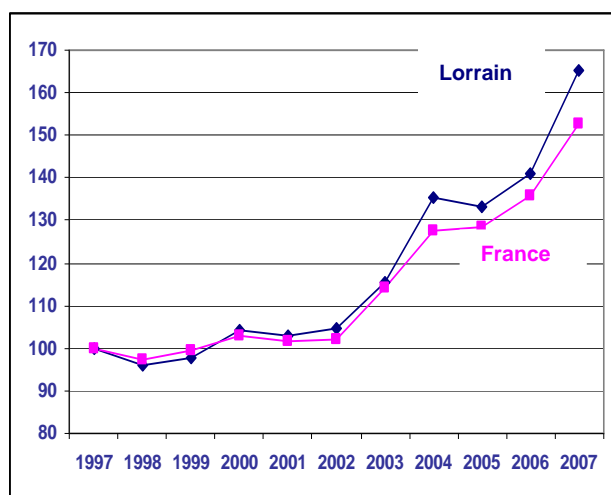
*L'actualité économique et financière des dernières semaines devrait entraîner une chute nette du processus de création...*

*Le tissu des entreprises confirme, comme en France, un poids insuffisant de grosses PME : il existe un enjeu économique à voir se renforcer la structure de beaucoup d'entreprises afin de permettre plus favorablement l'accès à des marchés extérieurs.*

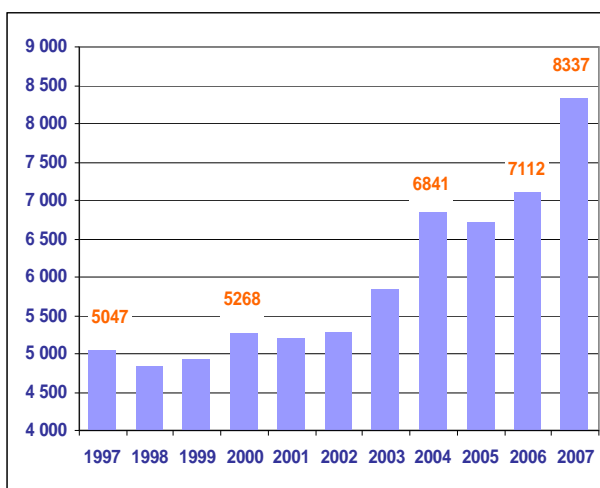
Comme l'évoque le Tableau de Bord 2007 de la création d'entreprises en Lorraine réalisé en partenariat INSEE – 3ilorraine<sup>17</sup>, l'année 2007 marque le franchissement d'un cap historique de création d'entreprises dans notre région : **8 337 entreprises créées**, un indicateur en progression de plus de 17% sur un an (contre + 12,5% en France) et un volume jamais atteint qui propulse la Lorraine au **2<sup>ème</sup> rang national des régions créatrices...**(derrière l'Alsace).

### 1. La Lorraine demeure sur une lancée très dynamique de création

Depuis 2002, la courbe de création d'entreprises a pris, en France comme en Lorraine, une orientation très dynamique. Le schéma ci-dessous illustre clairement que notre région enregistre depuis 2004 des taux de progression encore supérieurs à la moyenne nationale. L'année 2007 accentue encore ce constat.



Evolution du nombre de créations d'entreprises  
(base 100 en 1997)

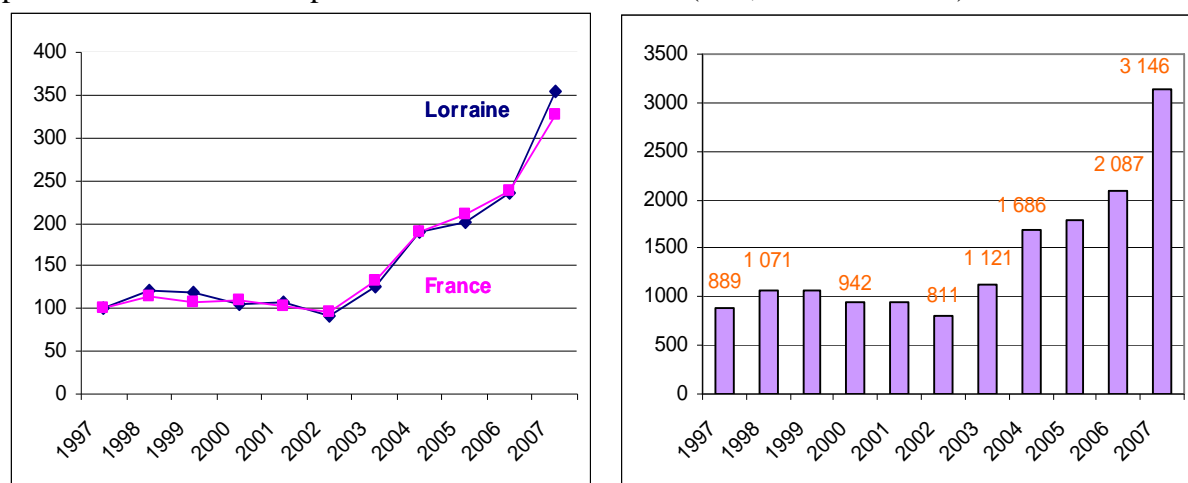


Nombre de créations d'entreprises en Lorraine

Il est intéressant d'observer en parallèle un recoupement assez étonnant avec les courbes et valeurs d'évolution du dispositif ACCRE (Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs

<sup>17</sup> Attention, le concept de création est recadré pour ne prendre en compte que la création d'entreprises nouvelles (excluant la reprise ou la réactivation d'entreprise)

d'entreprises) : des valeurs moyennes sans forte évolution jusqu'en 2002 et une montée en puissance assez nette depuis... et notamment en 2007 (+50,7% en Lorraine)



*Cette comparaison ACCRE et création d'entreprises doit relayer vers d'autres questions, qui ne sont d'ailleurs pas que strictement régionales, sur l'analyse qualitative de la dynamique de création d'entreprise dans son rapport réel avec le besoin économique.*

*Peut-on oser poser la question de l'impact précis de l'appui des politiques publiques à la création d'entreprise : leur effet est-il de conforter l'activité économique en assurant une vraie dynamique entre besoin et offres d'activité, en favorisant l'innovation dans cette offre d'activité (par diversification ou amélioration qualitative de l'offre, ouverture sur de nouveaux marchés) ? Ou une grosse part du volume de création d'entreprise n'est-elle pas captée par une forme de traitement du chômage (à mettre en parallèle avec la part du volume de création d'emploi qui est consacrée à du travail à temps partiel) ? Quelle analyse faire avec la fragilité parallèle des nouvelles entreprises (défaillance et taux de survie)*

**En second rang dans le taux annuel d'évolution de la création, la Lorraine ne représente cependant que 2,6% des entreprises créées en France...** Comme nous l'évoquions dans notre rapport 2007, la Lorraine demeure en volume de création assez loin (12<sup>ème</sup> rang) dans le classement des régions. Elle ne représente ainsi que 2,6% des entreprises créées en France, 3,4% si l'on exclut l'Ile de France. Cette proportion n'évolue pas beaucoup depuis 1997, elle est néanmoins en cohérence avec le poids que représente le tissu des entreprises lorraines en France (2,6%) ou en Province (3,3%) en 2007.

## **2. Répartition territoriale de la création d'entreprise : plus de 46% de la création d'entreprises en Lorraine sont assurés par la Moselle**

Moselle et Meurthe-et-Moselle accueillent exactement 76,6% de la création d'entreprises et à elle seule la Moselle. La hiérarchie demeure et s'accroît.

	Créations 2006	Créations 2007	Evolution (en %)
Moselle	3263	3861	+ 18,3 %
Meurthe et Moselle	2122	2526	+ 19 %
Vosges	1257	1431	+13,8 %
Meuse	470	519	+ 10,4 %



### 3. La création selon les secteurs d'activité : tous les indicateurs en hausse

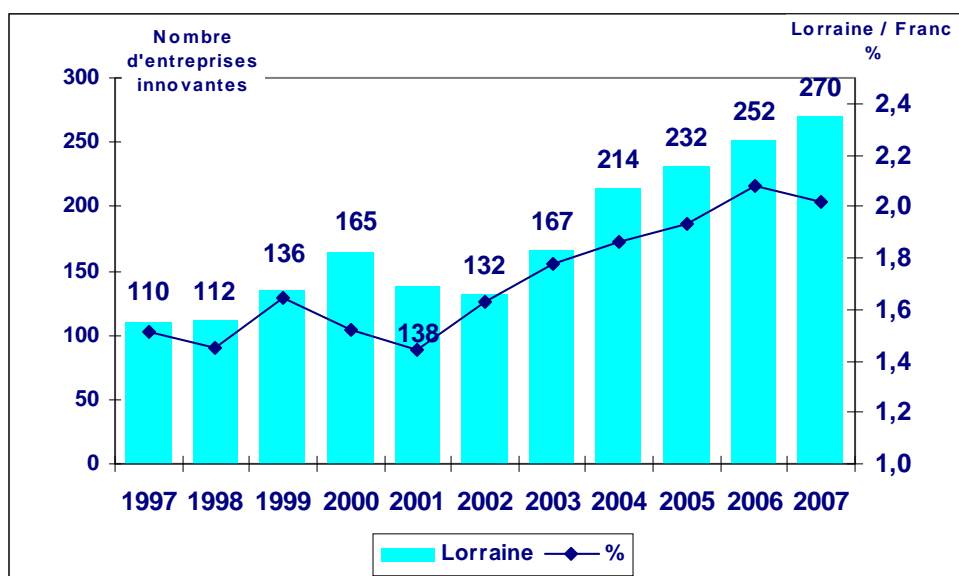
Les créations d'entreprises sont en hausse dans presque tous les secteurs d'activités. Sur la période 2003-2007, on notera que la Lorraine affiche de résultats supérieurs aux évolutions nationales dans la plupart des secteurs d'activités, ce qui préfigure un renouvellement de notre tissu économique.

	Lorraine			France	
	Créations en 2007		Taux de renouvellement quinquennal (en %)	Evolution entre 2003 et 2007 Lorraine (en %)	Evolution entre 2003 et 2007 France (en %)
	Création	Répartition (en %)			
<b>Activités secondaires</b>	<b>2083</b>	<b>25</b>	<b>56</b>	<b>49,6</b>	<b>45,3</b>
• Industrie	454	5,4	33	35,5	27,9
• Construction	1629	19,5	70	54,1	50,8
<b>Activités de type commerce</b>	<b>3413</b>	<b>40,9</b>	<b>50</b>	<b>49</b>	<b>39,2</b>
• Commerce de revente de produits en l'état	1541	18,5	49	34,8	27
Commerce de détail	1307	15,7	51	40,7	30,9
Commerce de gros	234	2,8	43	9,3	9,2
• Commerce de bouche	74	0,9	18	105,6	74,6
• Vente de services aux particuliers sous la forme de commerce	1798	21,6	54	61,7	51,4
Immobilier	486	5,8	127	60,9	65,1
Hôtels, cafés, restaurants	496	5,9	37	34,1	27,2
Services personnels	528	6,3	55	103,9	79,2
Vente et réparation automobile	288	3,5	42	59,1	42,7
<b>Activités de type services</b>	<b>2841</b>	<b>34,1</b>	<b>52</b>	<b>35</b>	<b>33,7</b>
• Services en direction des entreprises	1896	22,7	66	41	41,6
Courtage	219	2,6	92	0	39,3
Transports	180	2,2	36	45,2	24,7
Services aux entreprises	1375	16,5	71	52,6	42,5
Education	122	1,5	57	20,8	63,6
• Services en direction des particuliers	825	9,9	32	20,4	13,1
Activités récréatives, culturelles et sportives	215	2,6	57	-11,5	1,8
Santé	610	7,3	27	38	19,3
Activités financières	119	1,4		60,8	80,8
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>8337</b>	<b>100</b>	<b>51</b>	<b>44,1</b>	<b>38,5</b>

On insistera tout particulièrement sur les résultats lorrains en matière de **commerce**, de **transport**, de **services aux entreprises**.

#### 4. Création d'entreprises innovantes<sup>18</sup> : la Lorraine a des résultats insuffisants

Certes, la courbe de création d'entreprises innovantes est en hausse régulière en Lorraine depuis 2002 mais la part de la région est en recul en 2007 par rapport au niveau national et sa dynamique d'évolution (+7,1%) est inférieure à la fois aux évolutions des 4 dernières années et aux taux France (+10,7%) comme Province (+8,4%).



Création d'entreprises dans les secteurs technologiquement innovants en Lorraine

#### 5. Perspectives 2008 de la création d'entreprises : le 1<sup>er</sup> semestre semble annonciateur d'un ralentissement de la dynamique

Le nombre de créations d'entreprises, enregistré en Lorraine pour le seul mois de juin 2008, est un peu moins élevé qu'en juin 2007 (- 0,8 %) alors que la progression nationale est de 4 %. Par ailleurs, la comparaison du premier semestre 2008 avec la période équivalente de l'année 2007 montre une croissance de 3,9 % du nombre de créations : 4 480 nouvelles entreprises ont vu le jour durant les six premiers mois de l'année 2008. Cette évolution, marque un tassement relatif par rapport au taux de croissance observée en 2007 (sur la même période l'année précédente, le nombre de créations d'entreprises augmentait de 10 %). On pourrait en conclure qu'il sera difficile en 2008 d'égaliser le nombre record des 8337 entreprises créées en 2007...

	Juin 2007	Juin 2008	Janvier à juin 2007	Janvier à juin 2008	Evolution (%)
Lorraine	717	711	4313	4480	+3,9 %
France	27 116	28 318	167 183	180 541	+ 8 %

<sup>18</sup> Rappel : les secteurs dits « innovants » répondent à une définition précise qui vise les secteurs des TIC au sens strict (hors secteurs liés à l'édition et à l'impression), des produits pharmaceutiques, des biotechnologies et des nouveaux matériaux.

### **Augmentation inquiétante des défaillances d'entreprises au 1<sup>er</sup> semestre 2008 : un record non atteint depuis 1999 en France**

La société Altares a publié une étude<sup>19</sup> sur les défaillances d'entreprises qui évoque une hausse de 5% sur le 1<sup>er</sup> semestre 2008 comparativement à la même période 2007. L'étude établit un lien direct avec la crise financière même si par ailleurs, le dynamisme de la création d'entreprises enregistrée depuis 2003 semble également peser sur les indicateurs de défaillance : « L'accélération des procédures collectives ne se concentrent plus sur les seules entreprises jeunes de moins de 3 salariés, mais se propage aux PME, notamment de 20 à 49 salariés, dont les défaillances ont augmenté de 11%. Les Transports et le Service aux particuliers emboîtent maintenant le pas au Bâtiment et à l'Immobilier où le retournement est déjà sensible depuis plusieurs trimestres. »

Durcissement des conditions d'accès au crédit, envolée des prix des matières premières « pénalisent toutes les activités, la consommation atone des ménages pèse sur le commerce de détail mais aussi sur les services aux particuliers. La flambée des cours du pétrole affecte la branche transport »....

#### **En Lorraine, les défaillances augmentent cinq fois plus vite que la moyenne nationale (+23%, soit 956 défaillances).**

Au 1<sup>er</sup> semestre 2007 le nombre de défaillance s'élevait à 778, chiffre à peu près stable par rapport à 2006. Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2008, 178 entreprises supplémentaires ont été concernées, soit une évolution de 23%. Seule la Corse enregistre une croissance supérieure mais pour un moindre volume d'entreprise (166 défaillances au total, soit + 44 entreprises et un taux de + 36%). En évolution par trimestre, les chiffres du 2<sup>nd</sup> trimestre 2008 sont encore plus défavorables : + 41% par rapport au 2<sup>nd</sup> trimestre 2007.

Le département des Vosges est le plus affecté avec + 89% (197), puis la Meurthe-et-Moselle (+ 29%, 273 entreprises) et la Moselle (428, + 8%). Seule la Meuse voit le nombre de défaillances baisser de 12%, 57 dossiers). Par secteur, les évolutions se déclinent ainsi :

- Bâtiment : + 23% (258)
- Commerce : + 31 % (230)
- Services aux particuliers : + 20 % (169)
- Services aux entreprises : + 14 % (91)
- Industrie : + 14 % (106)
- Immobilier : + 38 %
- Transport : + 39 %

<sup>19</sup> ALTARES « Les défaillances d'entreprises en France Synthèse 1<sup>er</sup> semestre 2008 ». juillet 2008

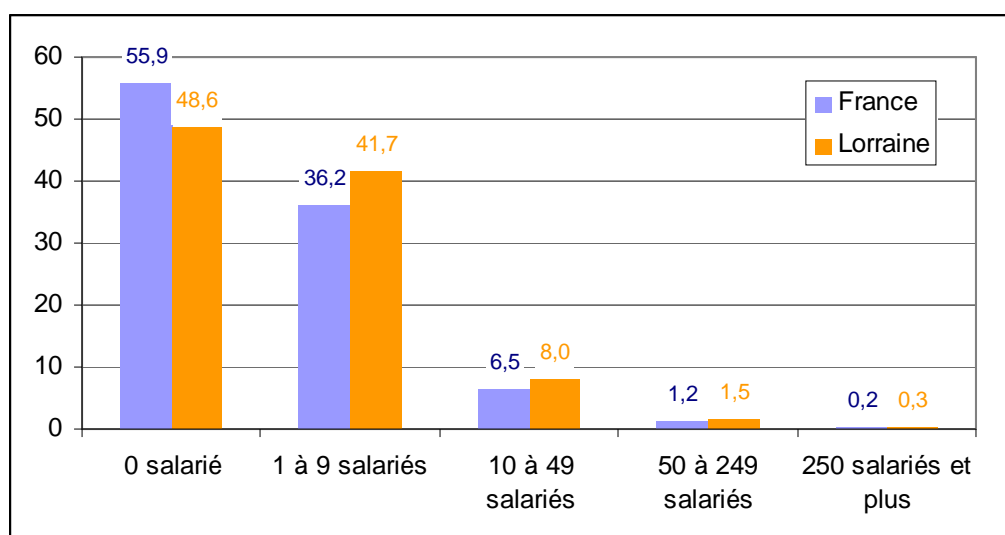
## 6. Le tissu des entreprises lorraines : 74 475 au 1<sup>er</sup> janvier 2007

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Lorraine compte 74 475 entreprises soit 2,6 % des entreprises existantes en France. Les entreprises des services représentent plus d'une entreprise sur deux (52,1 %) ce qui demeure inférieur à la moyenne de la France (56,1 %), et des régions hors Ile de France (53,9 %).

	Industries agroalimentaires	Industrie	Construction	Commerce	Transports	Activités immobilières	Activités financières	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Education, santé, action sociale	Total
Lorraine	2 032	5 463	10 541	17 662	2 023	4 635	1 565	9 676	10 736	10 142	74 475
Part secteur en %											
Lorraine	2,7	7,3	14,2	23,7	2,7	6,2	2,1	13	14,4	13,6	100
France	2,2	6,3	13	22,5	3	6,8	1,8	17,9	14,3	12,3	100
Province	2,6	6,4	14,2	22,9	2,8	6,8	1,7	14,5	14,9	12,9	100
Part Lorraine /France	3,2	3	2,8	2,7	2,3	2,3	2,9	1,9	2,6	2,4	2,6

**Structure des entreprises : à l'instar de la France, la Lorraine présente un faible profil de grosses PME ou de grandes entreprises.**

Lié sans aucun doute à son histoire industrielle, la Lorraine présente un profil de la répartition des salariés par taille d'entreprise un peu différent de celui observé au niveau national : moins d'entreprise sans salarié (48,6 % contre 55,9%), et surreprésentation des entreprises comprenant de 1 à 9 salariés. **La restructuration du tissu pour faire émerger des entités atteignant une masse salariale et financière plus forte est un enjeu national qui se décline au plan régional, notamment dans l'objectif d'une dynamique accrue du commerce extérieur.**



**Répartition des effectifs par taille d'établissement**

## 10 - MARCHE IMMOBILIER – CONSTRUCTION

### L'attente d'un grave effet « boumerang » de la crise financière et du retournement de conjoncture...

*Notre analyse : les indicateurs 2007 ne donnent pas la pleine mesure de la secousse économique mondiale, démarrée pendant l'été 2007, et qui ébranle aujourd'hui fortement l'économie planétaire. Le niveau des mises en chantier qui, bien qu'en repli sensible, avait encore bien résisté en 2007 devrait chuter en 2008 au regard de la forte baisse des autorisations de construction. Sur le plan de l'emploi, les données de l'URSSAF indiquent une chute de 1,1% pour 2007 qui devrait donc interrompre la courbe ascendante des dernières années et qui devrait aussi s'aggraver en 2008. Les défaillances d'entreprises attestent des difficultés des deux secteurs de l'immobilier (+38% de défaillances sur le 1<sup>er</sup> semestre 2008) et du bâtiment (+23%), secteurs qui avaient connu les plus fortes dynamiques de création au cours des dernières années.*

Les effets du retournement de conjoncture ne sont pas encore fortement sensibles sur l'emploi en 2007 mais les perspectives 2008 sont inquiétantes.

Revers du décor d'une dynamique particulièrement tonique au cours des dernières années, la forte médiatisation du retournement de conjoncture, appuyée sur des indicateurs en recul, active les inquiétudes les plus vives.

Un très net retrait des marchés immobiliers (construction de logements, transaction achat-vente de logement neufs et anciens) est sensible sur le 1<sup>er</sup> semestre 2008, en lien direct avec la crise financière et la hausse des prêts bancaires. Une tendance particulièrement lourde de conséquences quand on mesure le poids des secteurs de la construction et de l'immobilier sur l'évolution de l'emploi et sur la création d'entreprise...

#### **1. Construction – Activités immobilières : des secteurs dynamiques dans la conjoncture récente de l'emploi et de la création d'entreprise en Lorraine**

La construction représente 14,2 % du tissu entrepreneurial lorrain (soit 10 541 entreprises). Plus de la moitié des entreprises artisanales créées en 2007 (2 866 créations) relèvent de la construction. Ce secteur représente 20 % de la création totale et plus du quart de la création d'emploi salarié qui y est liée : 1 630 créations d'entreprises, soit une évolution de + 19,4 % de créations par rapport à 2006, indicateur plus dynamique que la moyenne nationale (+11,4%, y compris hors Ile de France + 11,6%). Sur la période 2003 – 2007 l'évolution de la création d'entreprises dans le secteur de la construction a été de + 54,1 % (France : + 50,8 %).

Pour leur part, les activités immobilières ont été à l'origine de 486 créations en 2007 (6% des créations totales), un chiffre qui marque un léger retrait (- 2,5% par rapport au chiffre de création 2006). Il faut néanmoins rappeler que ce secteur figure en 2<sup>ème</sup> rang<sup>20</sup> des 4 secteurs les plus dynamiques de la création d'entreprise en Lorraine entre 2003 et 2007 (+61%), avec un très fort taux de renouvellement quinquennal de 127% (c'est-à-dire une création très importante au regard du stock) et qu'il représente 4 635 entreprises soit 6,2% du parc lorrain.

Sur l'année 2007 au regard des statistiques Unédic, la conjoncture n'a pas encore porté d'effet trop sévère sur l'emploi lorrain : la hausse annuelle demeure assez active (+3,9 en Lorraine et

<sup>20</sup> En 1<sup>er</sup> rang figure le secteur des services personnels, 6,3% de la création et +104% de 2003 à 2007

4,2 en France), certes un peu en retrait par rapport à l'évolution enregistrée en 2006 (+ 4,1 et + 4,9 en France).

#### Evolution effectifs du secteur de la construction

	2000	2005	2006	2000-2006	2007 URSSAF
Construction					
Emploi Total	51 781		55 784	+ 7,7 %	
Emploi Salarié	46 597		48 819	+ 4,8 %	- 1,1 %

Pour attester encore de la très forte dynamique de création soutenue par ces deux secteurs, il faut se référer à un indicateur publié par l'APCE (Agence pour la création d'entreprises) d'évolution annuelle moyenne par période.

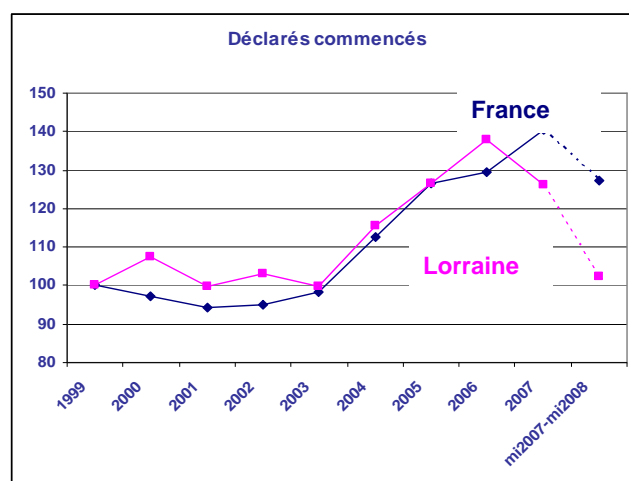
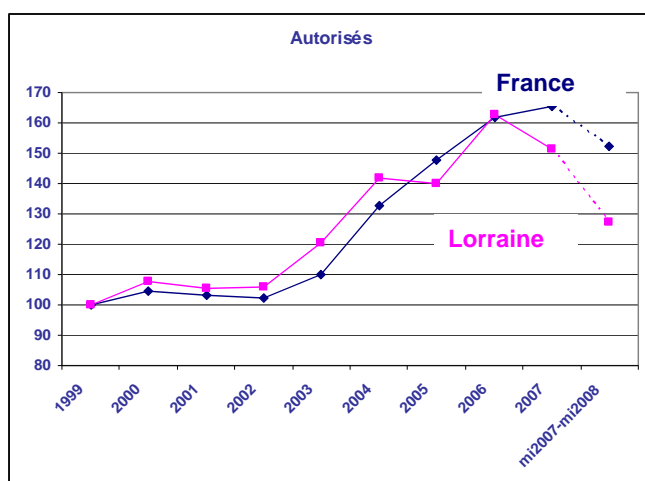
#### Evolution annuelle moyenne par période en indice base 100 en 1993

	1994-95	1996-98	1999-2002	2003-07	2007
• Construction	123	111	127	176	211
▪ Immobilier	105	108	161	306	347
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>109</b>	<b>97</b>	<b>100</b>	<b>135</b>	<b>161</b>

## 2. Indicateurs du marché immobilier : un contexte incertain qui pèse sur les perspectives économiques des secteurs de la construction et des activités immobilières

**Les indicateurs 2007** du marché immobilier marquent une situation de repli sensible en Lorraine alors que, depuis 2003, notre région se situait dans le peloton de tête des régions françaises sur le plan des évolutions, situation qui s'accompagnait avec un petit décalage dans le temps d'une poussée de l'emploi dans le secteur de la construction (depuis 2005) et d'une montée en puissance parallèle de la création d'entreprise.

Le nombre de constructions neuves déclarées commencées progressait de 40% à la fin 2006 en Lorraine et le nombre d'autorisations de construction de 30 %. Mais en 2007, notre région fait partie des 6 régions qui connaissent le reflux le plus important des autorisations de logements : baisse de 9,7 (PACA - 25%, Bourgogne - 18,3%, Picardie - 14,4%). Les mises en chantiers chutent de 13,4 % en Lorraine (derrière Bourgogne - 18,3%) : il s'agit des deux seules régions enregistrant des baisses de plus de 10% alors qu'au plan national cet indicateur reste encore légèrement positif (+1,2 %).



Nombre de logements autorisés et commencés en Lorraine et en France (base 100 en 1999)

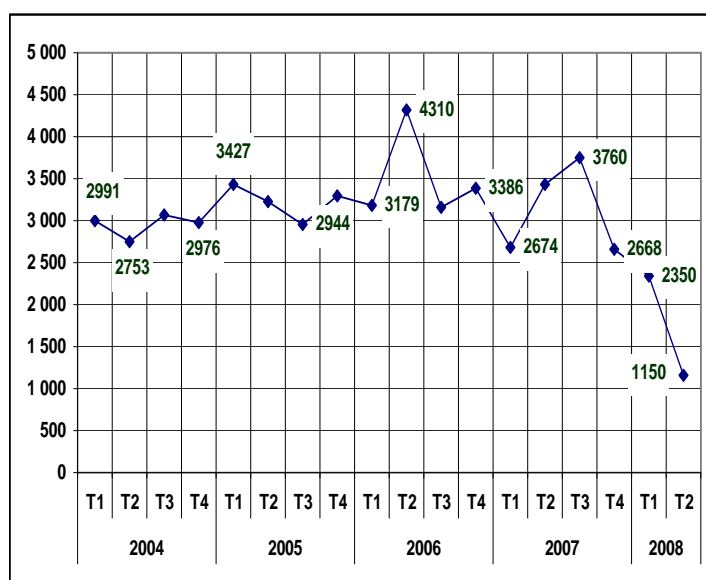
Les autorisations de locaux non résidentiels sont également en retrait de 4,3% en 2007 mais l'immobilier de service demeure en croissance forte (+70 %), dynamisme entraîné par la Moselle (+90%) et par la Meurthe-et-Moselle (+85%).

Les mises en chantier baissent quant à elles de 4%.

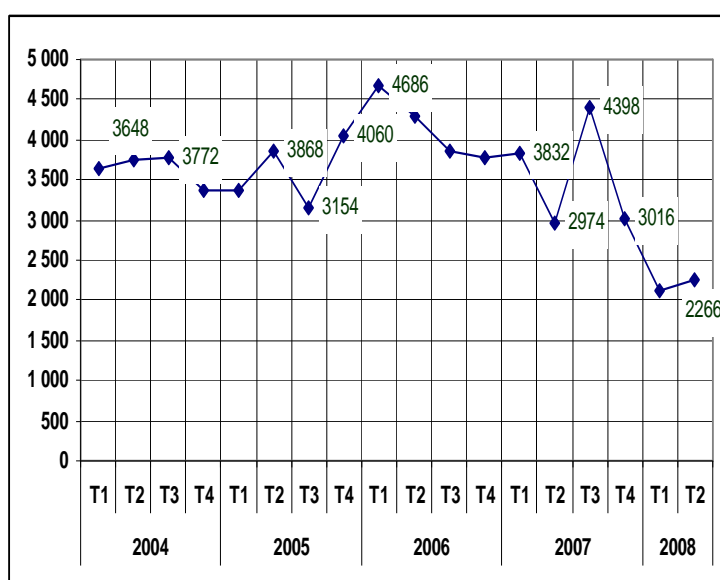
Mise en chantier 2006-2007 par secteur

SHON en m2	2006	2007	évolution
<b>Secteur primaire</b>	<b>591 174</b>	<b>531 018</b>	<b>-10,2</b>
Bât. Agricoles hors stockage	442 540	399 614	-9,7
Bât. de stockage agricole	148 634	131 404	-11,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>260 436</b>	<b>370 795</b>	<b>42,4</b>
Ouvrages spéciaux	4 016	7 621	89,8
Bâtiments industriels	222 740	290 386	30,4
Bât. de stockage non agricole	33 680	72 788	116,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>625 933</b>	<b>516 700</b>	<b>-17,5</b>
Commerces	203 109	172 812	-14,9
Bureaux	85 901	102 237	19,0
Enseignement	53 784	75 305	40,0
Culture et loisirs	96 763	61 073	-36,9
Santé	106 284	64 354	-39,5
Hygiène, action sociale	53 711	23 750	-55,8
Autres	26 381	17 169	-34,9
<b>Ensemble des locaux</b>	<b>1 477 543</b>	<b>1 418 513</b>	<b>-4,0</b>

**Les indicateurs de 2008** marquent une dégradation accélérée du marché de la construction de logements : chute de 36 % des autorisations pour le premier semestre 2008 par rapport à la même période 2007. La Moselle semble particulièrement touchée par ce retournement (avec une baisse de 45 %). Les mises en chantier baissent de 38%.



Mises en chantier de logements ordinaires en Lorraine

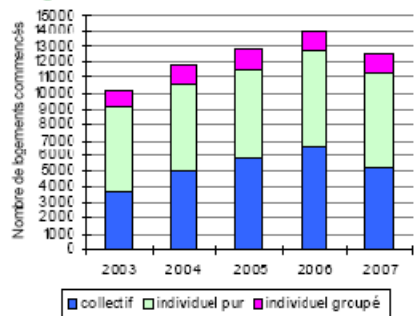


Logements ordinaires autorisés en Lorraine

### 3. Analyse territoriale : les dynamiques résidentielle et d'activités sur le Sillon et le long des frontières

Sur le plan de l'analyse territoriale des constructions de logements, la carte ci-dessous publiée par la Direction Régionale de l'Équipement (Chiffres et analyses Mars 2008) atteste de plus fortes dynamiques sur la zone de Thionville mais aussi de Nancy comparativement à Metz...

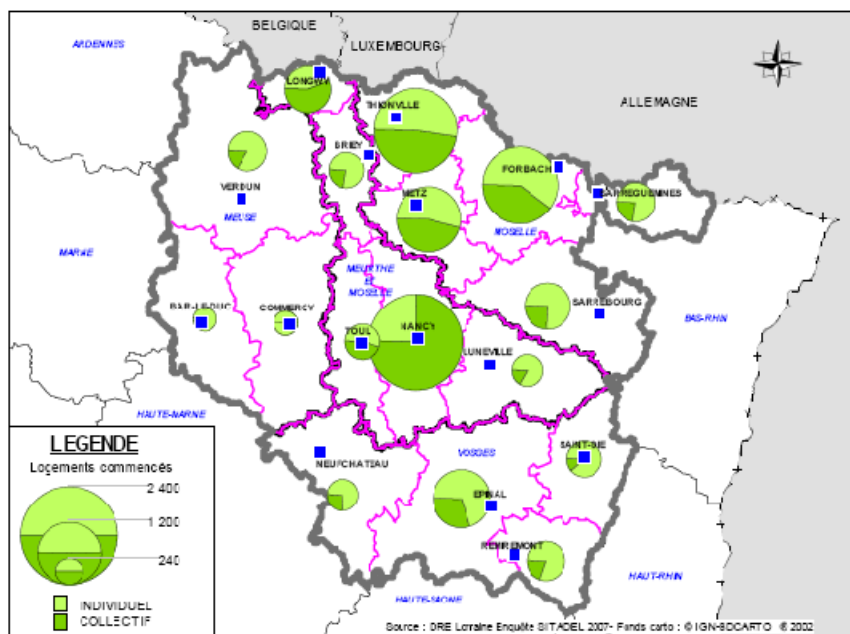
#### 4 logements sur 10 en collectif ...



Fin décembre 2007, 1800 logements neufs étaient disponibles en Lorraine ce qui représente, selon la DRE, un stock important ayant eu des conséquences sur la concrétisation de certains projets (baisse de 11% des mises en chantier et de 21% des logements collectifs).

Le groupe Pierre et Vacances a obtenu en 2007 l'autorisation de construction de 870 cottages.

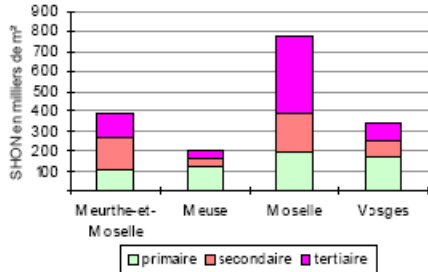
#### Nombre de logements commencés en 2007 par zone d'emploi



### Sur le plan des bâtiments d'activités : dynamique tertiaire sur Nancy, Metz, Thionville et Forbach

La Moselle représente une part considérable des autorisations de constructions, essentiellement grâce au secteur tertiaire, mais avec une certaine répartition sur le département. Alors que Nancy et Longwy concentrent les mises en chantier en Meurthe-et-Moselle.

#### Répartition des surfaces autorisées

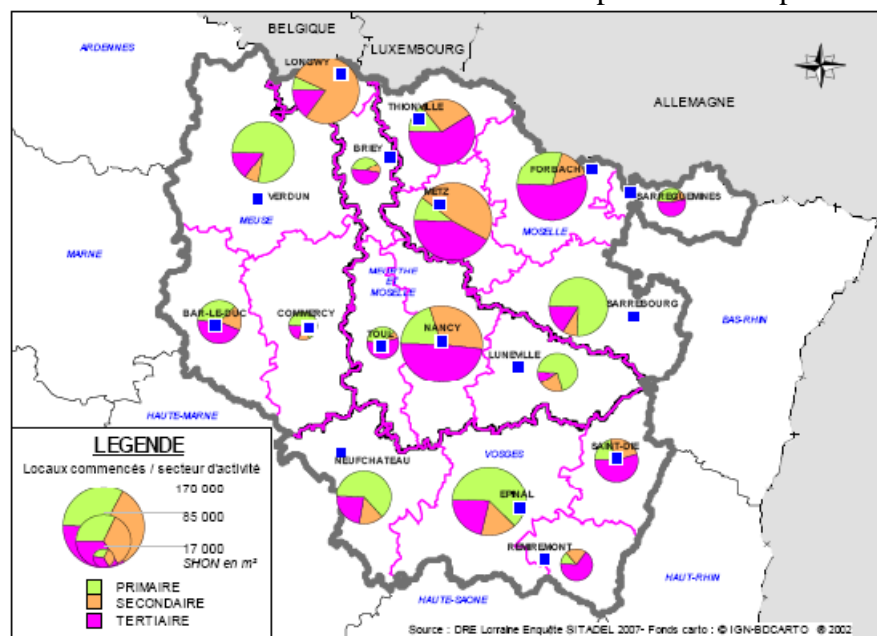


La plus grosse opération autorisée en 2007 en Lorraine concerne la reconstruction du CHR Metz-Thionville au Domaine de Mercy (86 400 m²).

L'extension du site de la société Lorraine Tubes à Rehon (54) représente 66 500m² de surface mise en chantier.

La superficie construite chute du quart en Meuse, de 3,5% dans les Vosges et de 5% en Moselle. La Meurthe-et-Moselle maintient une évolution positive de 11,1% principalement grâce aux mises en chantier de bâtiments industriels (multipliés par 3 par rapport à 2006)

#### Surfaces de locaux mises en chantier en 2007 par zone d'emploi





## 11 - Commerce extérieur Une situation singulière pour la Lorraine

*Notre analyse : contrairement à la France, la Lorraine ne connaît pas de déficit de son commerce extérieur, une situation qui tient à ses relations privilégiées avec l'Allemagne et à sa spécialisation industrielle.*

*Pour autant on n'observe pas de mutation de ses marchés : la Lorraine est notamment insuffisamment présente sur les marchés émergents et son tissu d'entreprises exportatrices s'avère insuffisamment dynamique. Les outils de connaissance et d'accompagnement sont à développer.*

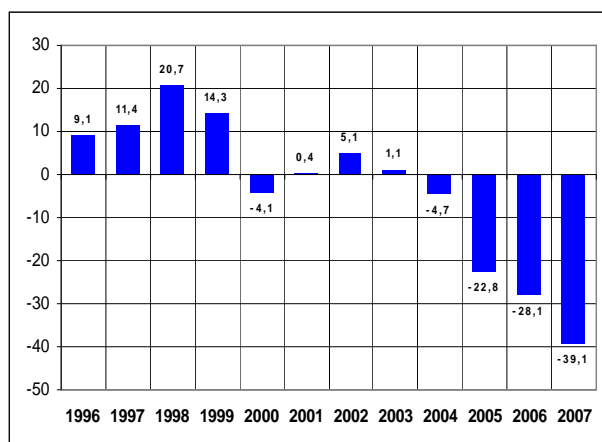
Dossier effectivement singulier que celui du commerce extérieur où, dans une conjoncture nationale préoccupante depuis plusieurs années, la Lorraine affiche quant à elle des résultats assez étonnants... Face à une détérioration continue des indicateurs du commerce extérieur de la France, **la Lorraine affiche en effet un bilan plutôt positif qu'elle doit à sa spécificité industrielle.**

### 1. La Lorraine en situation de résistance, en 7<sup>ème</sup> rang des régions exportatrices françaises

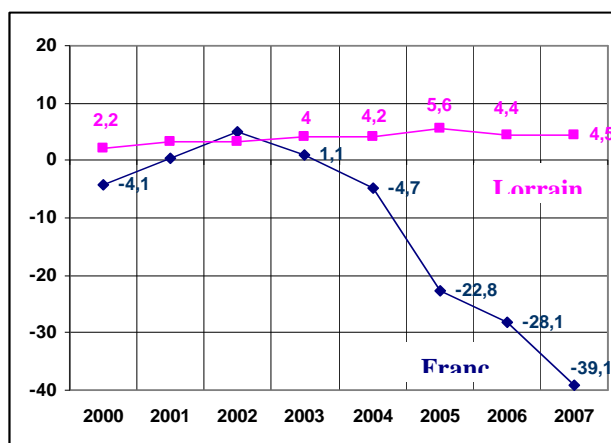
Pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive le solde des échanges commerciaux de la **France** est négatif. En 2007 le déficit commercial atteint 39,171 milliards d'euros, soit près de 11 milliards d'euros de plus qu'en 2006 (28,238 milliards d'euros). Ce déficit se détériore du fait exclusivement de la dérive du déficit des produits manufacturiers qui atteint le chiffre historique de 16 milliards d'euros en 2007.

Le 1<sup>er</sup> semestre 2008 est loin d'annoncer une amélioration de la balance commerciale nationale : le déficit sur les 6 premiers mois de 2008 est de 24,4 milliards d'euros, contre 15,8 milliards au 1<sup>er</sup> semestre 2007. Sur un an (juin 2007-juin 2008), le déficit de la France s'élève à 48,3 milliards d'euros.

**A l'inverse, le commerce extérieur lorrain demeure sur une lancée plutôt dynamique, en résultat (solde exportations – importations) légèrement positif par rapport à 2006 (+2,8%).**



Solde du commerce extérieur de la France de 1996 à 2007 (milliards d'€)

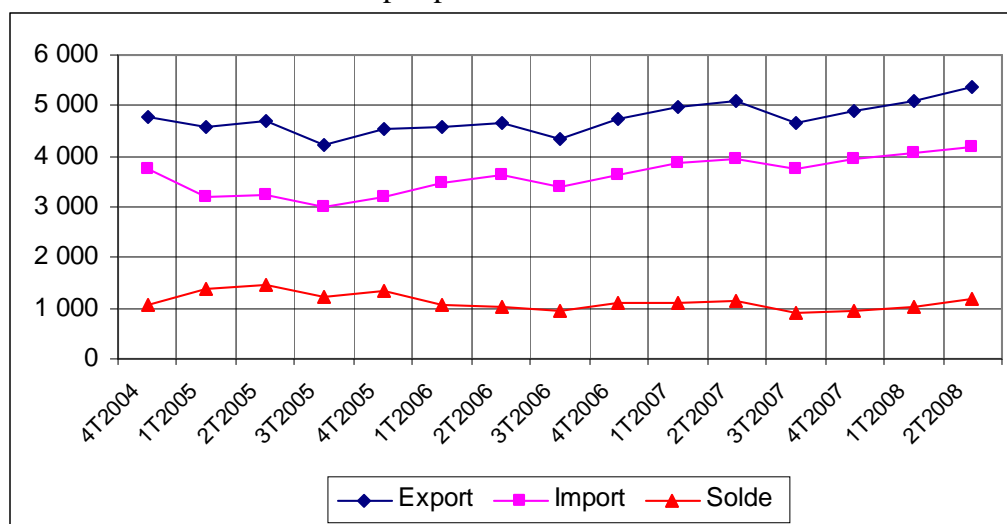


Evolution du solde du commerce extérieur (milliards d'€)

Le volume financier des exportations lorraines atteint en 2007 un chiffre record de **près de 20 milliards d'euros** (+7% sur l'année).

Evolution des exportations et des importations en Lorraine de 2000 à 2007								
En millions d'euros	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Exportations	17 337	18 205	17 171	17 633	18 585	18 049	18 293	19 580
Importations	-15 118	-14 860	-13 938	-13 608	-14 405	-12 407	-13 899	-15 062
Solde	2 219	3 345	3 233	4 025	4 188	5 642	4 394	4 518
Taux de couverture	115	122	123	129	130	145	132	130

Les premiers résultats 2008 ne laissent pas paraître d'essoufflement.



Evolution trimestrielle du commerce extérieur lorrain

## 2. Un lien structurel fort avec l'Allemagne : plus de 30% de la valeur des exportations lorraines

L'une des caractéristiques du commerce extérieur de la Lorraine est la **proximité de ses échanges** : à plus de **90 % réalisés à l'intérieur de l'Europe**, et près de 70 % au sein de la zone euro. Les ventes de produits industriels ou de services avec **le continent asiatique** représentent à peine **2,2 %** du commerce extérieur de la région.

Exportations de la Lorraine en 2007		
Zone	Millions d'euros	en %
Europe	17851	91,1
Afrique	409	2,1
Amérique	561	2,9
Proche et Moyen-Orient	323	1,6
Asie	429	2,2
Divers	25	0,1
Union européenne	16634	84,9
Zone Euro	13599	69,4
ALENA	417	2,1
MERCOSUR	99	0,5
ASEAN	60	0,3

Si le fait de concentrer la plus grande part de ses échanges avec le continent européen rend la Lorraine plus dépendante de la conjoncture économique de ses proches voisins et tout

particulièrement de l'Allemagne, cela montre aussi et surtout que les entreprises exportatrices en Lorraine restent performantes au niveau européen. Elles possèdent donc indéniablement de nombreux atouts qui mériteraient une meilleure valorisation bien au-delà du continent européen. Un constat d'autant plus remarquable que l'on connaît le recul de la France sur les marchés mondiaux (voir chapitre sur la conjoncture nationale).

L'Allemagne accueille à elle seule plus de 30% de la valeur des exportations lorraines. Alors que la France accuse un déficit de près de 18 milliards avec nos voisins d'outre-Rhin, la Lorraine affiche elle un solde positif d'un milliard d'euros. Notre région assure d'ailleurs plus de 10% des exportations nationales vers l'Allemagne.

<b>Echanges commerciaux avec l'Allemagne en 2007</b>						
	Exportations Mds d'€	Importations Mds d'€	Solde Mds d'€	Evolution 2007/2006 en %		Taux de couverture
				Exportation	importation	
France	57,173	75,103	-17,930	2,4 %	8,2 %	76,1
Lorraine	6,001	4,927	+ 1,07	2 %	17,2 %	128,8

Il faut bien entendu mettre ce constat de nos relations privilégiées avec l'économie allemande en lien avec la forte présence des capitaux allemands dans l'économie lorraine.

### **3. Des spécificités dans les échanges fortement liées au secteur de l'automobile et de la 1<sup>ère</sup> transformation de l'acier**

Comme le souligne l'Insee dans la note annuelle sur la situation économique, d'un point de vue sectoriel, les exportations lorraines reflètent bien les spécificités productives de la région. Les secteurs cumulés de l'industrie automobile et des biens intermédiaires représentent 68 % des exportations (*poids nettement plus fort qu'au plan national qui est de l'ordre de 45%*).

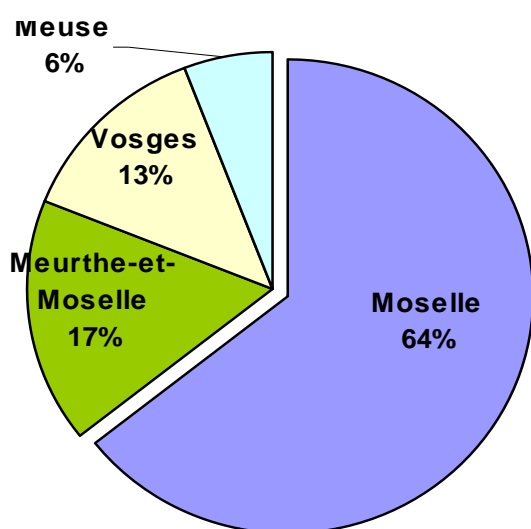
L'industrie automobile en assume même à elle seule plus du quart (25,8%) : après un repli constaté en 2006, une croissance de près de 8% est enregistrée en 2007 dans cette filière. Pour sa part, les produits sidérurgiques (16,3% des ventes lorraines à l'étranger) bénéficient de la forte demande mondiale sur le marché des matières, et augmentent donc de près de 12% leurs exportations en 2007.

A noter, que les exportations lorraines de machines de bureau et de matériel informatique représentent plus de 10 % des exportations de la France dans ces secteurs. Le secteur papier carton pèse également un poids important dans le chiffre d'affaires national.

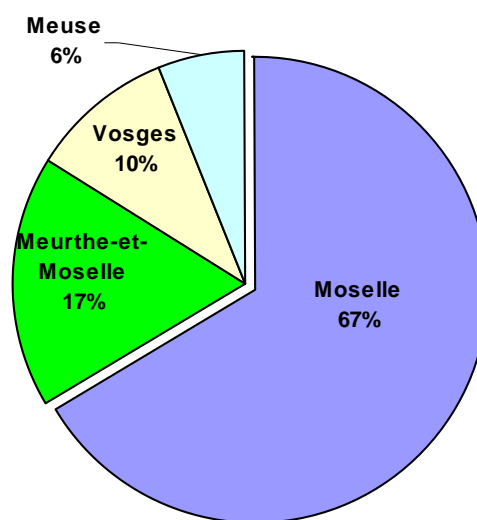
<b>Principaux produits exportés en Lorraine</b>	Montant (millions d'euros)	Part dans les échanges de la France pour le secteur (en %)
Produits de la construction automobile	3 432	9,9 %
Produits sidérurgiques et 1 <sup>ère</sup> transformation de l'acier	3205	17,3 %
Equipements pour automobiles	1562	9,9 %
Equipements mécaniques	968	2,7 %
Produits de la chimie organique	867	4,6%
Pâte à papier, papiers et cartons	808	16,3 %
Machines de bureau et matériel informatique	667	10,7%

#### 4. Le département de la Moselle : près des trois quart du potentiel lorrain d'échange extérieur en 2007

Sans aucun doute, la dynamique des échanges extérieurs lorrains est très déséquilibrée dans sa répartition territoriale. Le département de la Moselle représente ainsi 67 % des importations et 64 % des exportations de la Lorraine sur la période juin 2007-juin 2008. Depuis le début des années 90 cette part de la Moselle n'a pas beaucoup bougé. Le département des Vosges est 4 % seulement de la Meurthe et Moselle. Cette surreprésentation de la Moselle est liée aux structures des produits industriels dans les échanges et à la position frontalière du département.



Part des départements dans les exportations



Part des départements dans les importations

*Le commerce extérieur lorrain présente des particularités liées à ses spécialisations industrielles (sidérurgie, automobile, produits intermédiaires) et à son positionnement géographique, notamment par sa proximité avec l'Allemagne qui représente près du tiers de nos échanges commerciaux. Si le solde reste excédentaire de plus d'un milliard d'euros par trimestre, il est dommage que malgré les efforts financiers accomplis par la région, les horizons du commerce extérieur aient du mal à se diversifier, restant à plus de 90 % cantonné en Europe, alors que le marché asiatique ne représente que 0,2 % de nos exportations.*

*Les outils d'analyse et de soutien des entreprises lorraines à l'exportation doivent être renforcés : on estime à 2 500 voire 3000 le nombre d'entreprises exportatrices de notre région (chiffre qui ne comptabilise que les chiffres d'affaires à l'exportation inférieurs à 150 000 €) mais il y a lieu d'améliorer la connaissance plus précise de ce tissu. D'autant que si ce sont surtout les grands groupes qui exportent (le CA moyen à l'exportation des entreprises lorraines est de 9,5% contre 5,23% au plan national) et s'il convient sans doute d'augmenter le nombre d'entreprises engagées dans l'exportation, il est tout autant nécessaire, au regard des conditions de la compétition mondiale, de soutenir les PME qui y sont déjà impliquées.*

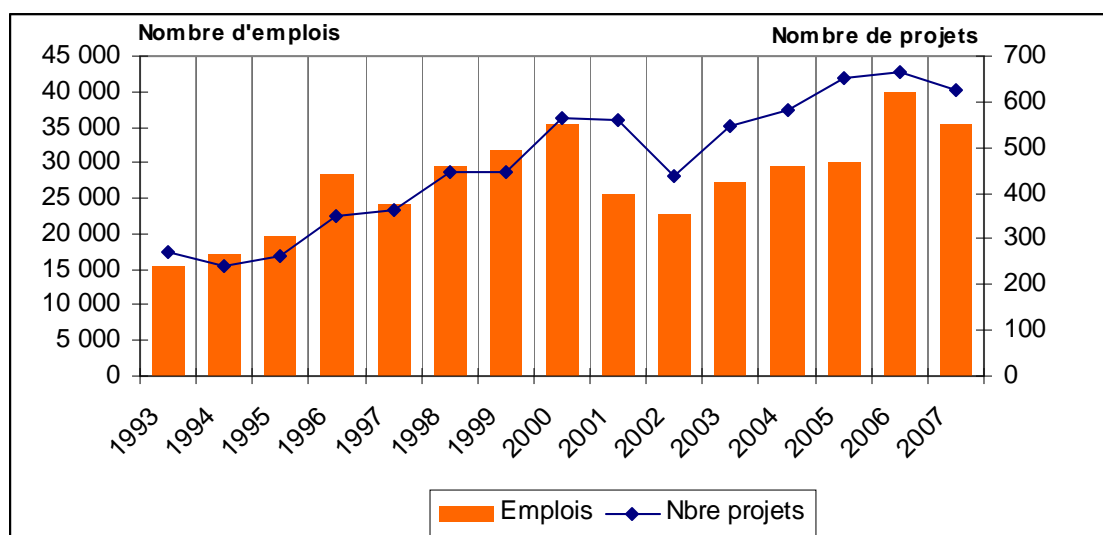
## 12 - INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX EN LORRAINE : En baisse depuis 4 ans

*Notre analyse : avec 700 entreprises et 66 700 emplois, la Lorraine reste une terre d'accueil privilégiée des investissements de capitaux étrangers. Elle éprouve toutefois des difficultés importantes à maintenir son niveau d'attractivité. Sans doute sa spécialisation industrielle l'éloigne de nouveaux segments de ce marché international qui se développe sur les services et contribue au positionnement en recul de la Lorraine dans la compétition des territoires nationaux.*

*Il demeure que notre région se trouve aujourd'hui dans l'obligation de dynamiser sa stratégie et de restructurer ses moyens financiers et humains en faveur d'un outil de prospection régional efficace.*

Dans l'économie internationale, la captation d'investissements à capitaux étrangers est un enjeu important et un indicateur indéniable de compétitivité territoriale. Dans cette compétition, la France est assez bien positionnée. Ainsi, selon une enquête récente de KPMG<sup>21</sup>, elle est au premier rang européen et au quatrième rang mondial pour la localisation des entreprises étrangères en termes de coûts d'implantation. Dans la R&D elle est le premier pays européen à égalité avec les états Unis.

Si l'année 2007 marque un repli (34 500 emplois créés ou maintenus), il faut noter qu'elle fait suite à une année 2006 exceptionnelle (les 40 000 emplois créés en 2006 représentaient un record absolu depuis 1993, supérieur même à 2000, année de conjoncture très porteuse...). Sur une longue période et à l'exception du « creux » relatif de 2003, le territoire national demeure dans une dynamique assez soutenue.



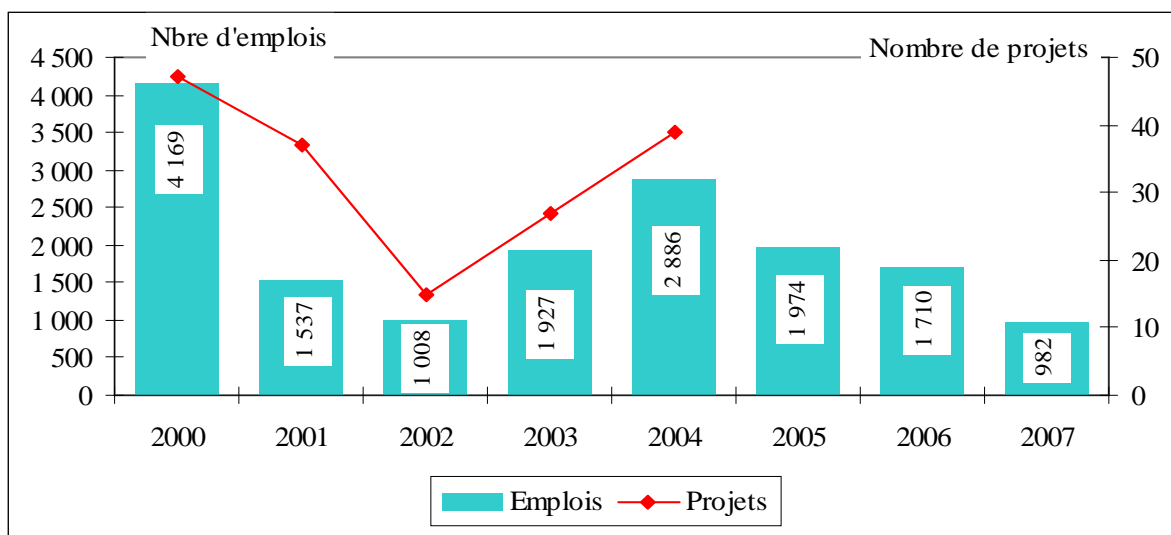
Emplois maintenus ou créés et nombre de projets par les investissements internationaux

### 1. La Lorraine rétrograde au 11<sup>ème</sup> rang national mais les perspectives se veulent offensives

Sans conteste, les résultats de l'année 2007 sont mauvais en Lorraine : seulement 982 emplois créés ou maintenus, le recul est net par rapport à 2006 et fait perdre 4 rangs à la

<sup>21</sup> KPMG :

région. La Lorraine émerge désormais en 11<sup>ème</sup> place du classement national, ne représentant que 2,8% des emplois créés en 2007 (contre 12% en 2000). Ce niveau d'emploi historiquement bas représente une inquiétude réelle par rapport à l'attractivité du territoire lorrain.



Evolution du nombre d'emplois et de projets en Lorraine

**Néanmoins, l'année 2008 pourrait connaître une évolution plus positive** et infléchir donc la tendance baissière de ces dernières années car **des projets importants sont positionnés sur notre région, ouvrant des perspectives de création d'emplois plus soutenue et faisant espérer à la Lorraine son retour parmi les régions les plus attractives d'investissements étrangers.** (à vérifier Adielor)

Le **profil sectoriel d'investissement en Lorraine diffère du profil national** : 80% des nouveaux dossiers enregistrés en 2007 dans notre région relève des secteurs de production (contre 60% au plan national). La demande y demeure soutenue dans la filière automobile : la Lorraine a ainsi capté 10% des investissements internationaux réalisés en France dans le secteur de l'automobile. Le secteur manufacturier représente par ailleurs plus de 95% des créations-maintien d'emploi liés aux nouveaux investissements étrangers en Lorraine : en France, la situation est tout autre puisque l'emploi généré par les investissements internationaux est en recul (-4500) dans le secteur manufacturier

L'équilibre s'inverse dans le secteur des services : 20% de dossiers en Lorraine, avec seulement 5% de l'emploi lié, contre 40% en France avec cependant là aussi un repli de 1000 emplois.

<b>Emplois soutenus dans les projets du secteur manufacturier et des services en 2007</b>		
	Secteur manufacturier	Secteur des services
Lorraine	912	44
France	20854	13623
Part de la Lorraine (%)	4,36 %	0,32 %

Source Adielor et AFII et calculs CES de Lorraine

## **2. La marque de liens régionaux particuliers avec l'Allemagne**

**Sur les 18 dossiers aboutis en 2007, la moitié est réalisée par des capitaux Allemands :** une nouvelle fois en 2007, l'Allemagne arrive en tête des investisseurs étrangers en Lorraine, devant l'Espagne (3 projets) et la Grande Bretagne (2 projets).

Au plan national, notons que le partage est beaucoup large : l'Allemagne n'arrive qu'en 3<sup>ème</sup> position pour les investissements étrangers avec 11 % des projets, derrière les Etats-Unis (13 % des projets) et la Suède (12 % des projets), Le secteur automobile avec 2 projets et 434 emplois reste le secteur le plus porteur avec 44 % des emplois concernés. A noter que pour la totalité des investissements internationaux dans le secteur automobile réalisé en France, plus de 10 % ont été effectués en Lorraine. Ce qui montre que ce secteur de l'économie lorraine reste bien placé dans la stratégie de développement des constructeurs et des équipementiers internationaux.





## 13 - RECHERCHE – DEVELOPPEMENT – INNOVATION – PÔLES DE COMPETITIVITE

*Notre analyse : l'effort de RDI lorrain ne représente que 1% du PIB régional et la recherche privée relègue notre région dans le dernier tiers des régions françaises. Il s'agit d'éléments de tendance lourds sur lesquels on ne perçoit aucune évolution notable depuis plusieurs années.*

*Le discours est à la stratégie et à la mobilisation, les priorités budgétaires (CPER ou Fonds FEDER européens) ciblent de vraies obligations de résultat face à des enveloppes de fonds publics qui deviennent significatives.*

*PRES – Université lorraine – Pôles de compétitivité – mise en œuvre de la structuration des pôles de recherche et d'enseignement supérieur - stratégie régionale d'innovation : les axes impératifs sont connus, sont listés.*

*Si les orientations semblent bien définies dans le domaine de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (dans le cadre d'un long processus de construction qui aboutit à une phase très initiale et incomplète), la rapidité et la réactivité d'autres acteurs régionaux mais aussi la situation lorraine toute entière appelle à l'urgence.*

### 1. Bilan RDI : des évolutions majeures doivent accompagner la mutation de la Lorraine vers la société de la connaissance

Domaine clé d'accompagnement de la mutation lorraine, la RDI (Recherche-Développement-Innovation) fait l'objet d'engagements forts des pouvoirs publics lorrains sans que l'on en puisse encore mesurer l'effet sur les indicateurs de base : effectifs ou valeur relative de la dépense de RDI.

De ce point de vue en effet et au regard des derniers chiffres actualisés du Ministère (2005), la Lorraine conserve un rang très moyen dans le classement national. Son positionnement demeure certes meilleur dans le domaine de la recherche publique, mais globalement **le cumul de la dépense publique et privée de RDI ne représente que 1% du PIB lorrain, ce qui place notre région dans le dernier tiers des régions françaises...**

#### Positionnement de la Lorraine dans l'effort RDI national

Dépenses et effectifs dans la recherche en Lorraine et en France		Lorraine	France	Part de la Lorraine (%)	Rang de la Lorraine
Dépenses	Dépenses des entreprises (millions d'€)	248	22 802	1,1 %	15 <sup>ème</sup> rang
	Dépenses du secteur public (millions d'€)	293	12 264	2,4 %	10 <sup>ème</sup> rang
	<b>Total dépenses (millions d'€)</b>	<b>541</b>	<b>35 066</b>	<b>1,6 %</b>	
Effectifs	Effectifs des entreprises	2 556	198 483	1,3 %	16 <sup>ème</sup> rang
	Effectifs secteur public	4 276	149 528	2,9 %	9 <sup>ème</sup> rang
	<b>Total</b>	<b>6 832</b>	<b>348 011</b>	<b>2 %</b>	

**Toutefois, le décalage entre ces données (2005) et l'observation d'indices objectifs de montée en puissance de l'effort RDI en Lorraine nous amènent à temporiser ce bilan décevant.** En effet, le discours régional est offensif et les budgets publics ont mobilisé des efforts prioritaires au service de ces objectifs.

- ☛ En témoignent tout d'abord les principaux documents de contractualisation qui ont été mis en place en 2007 entre l'Europe, l'Etat, la Région et les grandes collectivités territoriales lorraines :

- **Programme Opérationnel** (Fonds structurels européens) 2007 – 2013

Le financement contractualisé dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER entre l'Union Européenne, l'Etat et la Région s'élève à plus d'un milliard d'euros (1109 K€<sup>22</sup>) dont environ 65% (727M€) sont affectés à l'axe « Innovation-Recherche-Compétitivité et TIC ».

- **Contrat de Projet Etat Région 2007 – 2012**

La mise en cohérence et la complémentarité des objectifs CPER et Programme Opérationnel a constitué un axe fort de communication publique. De fait le CPER lorrain consacre une enveloppe prioritaire en faveur de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (257 M€ pour les seules participations de l'Etat et de la Région auxquels s'ajouteront les contributions des départements et grandes agglomérations.

*L'affirmation d'une telle priorité, mesurée par le renforcement effectif des enveloppes de financement dédiées à l'innovation et à la compétitivité (et plus généralement aux priorités dites de Lisbonne d'inscription de l'Europe dans la société de la connaissance), est très marquante de cette nouvelle génération de contractualisation de fonds publics (PO et CPER). Accompagnant ces objectifs, l'autre fait marquant est l'encadrement de ceux-ci par une procédure d'évaluation stricte, imposée par la Commission Européenne, organisée autour de diagnostics, d'objectifs, d'indicateurs et de mesures de résultat mais aussi par la fixation de règles de « dégageant d'office » supprimant les engagements financiers de l'UE si les actions ne sont pas mises en œuvre dans les deux ans...*

*L'envers du décor reste sans doute la complexité des dispositifs mais les axes d'intervention sont ciblés, les enjeux sont posés et les objectifs de résultat dessinés. La Commission Européenne a demandé que dans les deux ans de la validation des PO, une stratégie régionale d'innovation soit élaborée en concertation avec tous les acteurs impliqués. En ce sens un Comité Régional Stratégique de l'Innovation vient d'être mis en place par le Préfet de Région.*

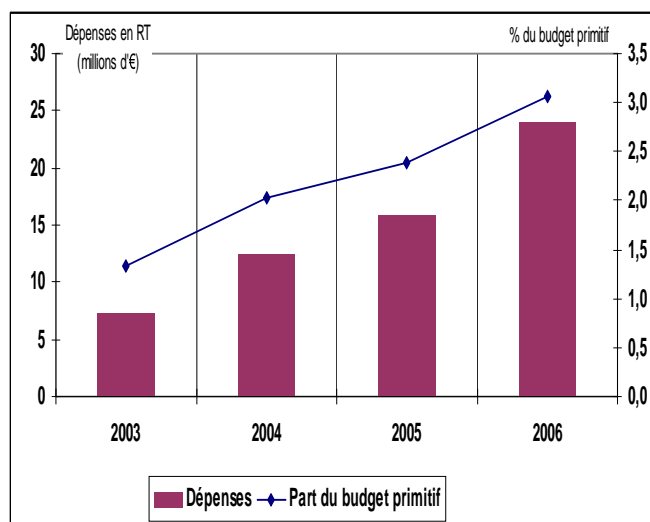
*Il faut espérer que cette démarche conduite à la lisibilité d'une dynamique forte, en partant d'un bilan objectif de la RDI de la Lorraine et en fixant des ambitions : aucun tableau de bord aujourd'hui ne répond aux impératifs de cette évaluation ou du pilotage de l'action publique...*

*Pour l'heure, une première inquiétude tient aux taux d'engagement des projets concrets susceptibles de mobiliser l'appel de fonds européens qui risque d'exposer les enveloppes financières à la règle dite « du dégageant d'office » : si la Lorraine n'est pas la seule région mise en difficulté dans cette phase de lancement des programmations, il demeure que cet enjeu financier est bien capital pour elle et qu'elle a peu loisir de se passer de cette manne européenne.*

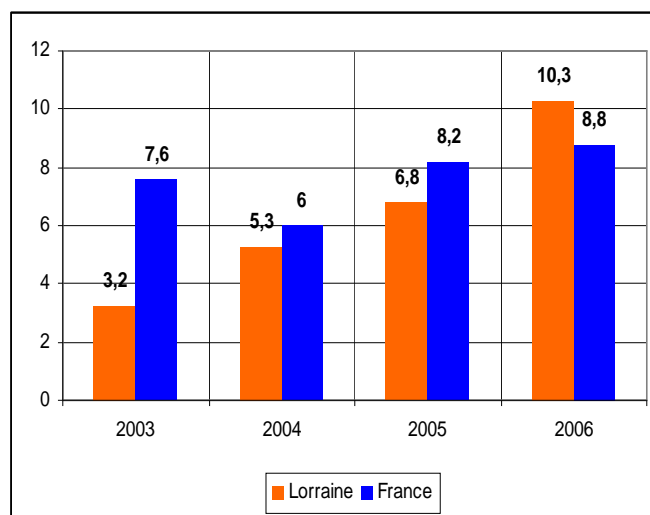
- ☛ En parallèle et si l'on se recentre sur la stricte **intervention du Conseil Régional de Lorraine**, les indicateurs livrés par le Ministère de l'Intérieur confirment pour 2006 une forte progression des dépenses régionales pour la recherche et l'innovation, qui place la Lorraine en tête des régions françaises avec la plus forte croissance.

<sup>22</sup> Ce montant est financé à près de 30% par les crédits européens et à environ 27% par les crédits publics nationaux (Etat et Collectivités Territoriales). Cela représente de l'ordre de 43 à 48 M€ injectés chaque année par l'UE pendant les 7 ans de la contractualisation

De fait, ces engagements font passer notre région du 16<sup>ème</sup> rang en 2003 au 7<sup>ème</sup> rang en 2006 dans la part du budget des régions consacré à la Recherche et à la Technologie. Alors que la dépense par habitant était inférieure de moitié à la moyenne des régions de France, elle dépasse cette moyenne en 2006 (passant de 3,2€ par habitant en 2003 à 10,3€ en 2006 contre 8,8€ de moyenne nationale).



Dépenses du Conseil Régional pour la R&T et part du budget primitif (%)



Dépenses pour la R&T (euros/habitant) en Lorraine et en France)

- Intégrée à cette dépense régionale, la politique de rapprochement entre l'Etat et la Région au travers des dispositifs d'aide aux projets d'innovation affiche également des résultats encourageants comme le montre le tableau ci-dessous :

#### Aides et projets d'OSEO innovation engagés 2005 à 2007

Lorraine	Montant des aides d'OSEO			Nombre d'actions soutenues			
	Montant en millions d'€	Part région %	Rang région	Nombre d'actions	Part région %	Rang région	dont aides au recrutement
2005	5,5	2,45 %	17 <sup>ème</sup>	97	3 %	15 <sup>ème</sup>	
2006	8,7	3,33 %	10 <sup>ème</sup>	150	4,1 %	8 <sup>ème</sup>	68
2007	12,3	3,66 %	10 <sup>ème</sup>	180*	4,3 %	10 <sup>ème</sup>	95

\* + 28 PTR

Ce tableau est le reflet d'une progression en terme de montants d'aides distribuées en Lorraine et du nombre d'actions. Les aides au recrutement sont également renforcées ce qui est un facteur essentiel pour améliorer la compétitivité du tissu industriel lorrain.

En 2007, cinq lorrains ont été primés au niveau national. Malgré un positionnement honorable dans les projets en émergence, globalement la Lorraine n'arrive qu'au 21<sup>ème</sup> rang des régions sur le financement avec 1,1 % accordé aux projets lorrains.

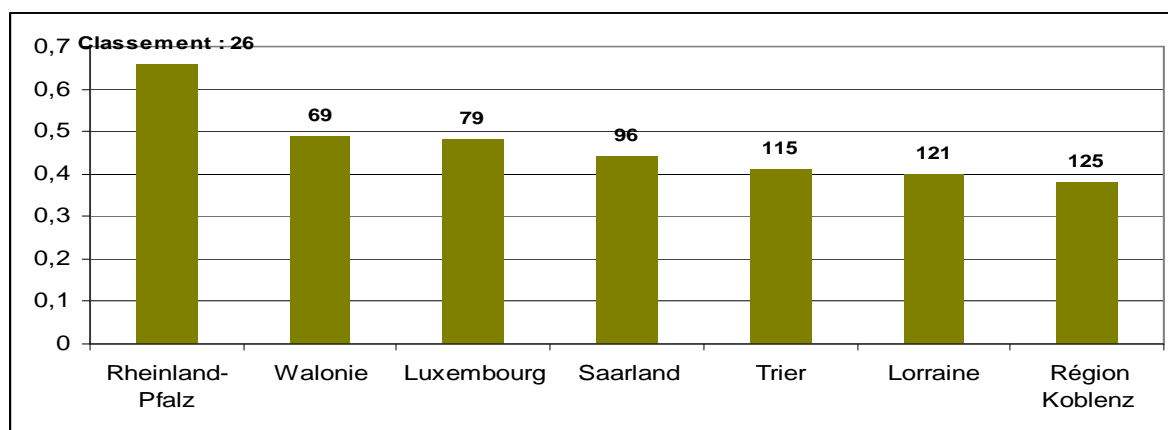
<b>Concours à la création d'entreprises de technologies innovantes en 2007</b>					
	Nombre de projets		Montant accordé (euros)		Total
	Création développement <sup>23</sup>	Emergence	Création développement <sup>24</sup>	Emergence	
Lorraine	1	4	150 000	78 000	228 000
France	74	84	17 498 000	3116280	20 614 280
% lorraine	1,4 %	4,8 %	0,9 %	2,5 %	1,1 %
Rang Lorraine	15 <sup>ème</sup>	6 <sup>ème</sup>	21 <sup>ème</sup>	10 <sup>ème</sup>	21 <sup>ème</sup>

Source : bilan 2007 de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)

Ces résultats appellent à accroître la sensibilisation auprès des porteurs de projets dans une région riche en activités de recherche publique.

#### **Autre base de comparaison, les données d'étude européenne : la Lorraine en milieu de tableau selon l'indice régional européen de l'innovation**

La commission européenne publie depuis 2000 le **tableau de bord européen de l'innovation** (TBEI) : l'indice régional de l'innovation se compose de 7 indicateurs (ressources humaines, dépenses R&D secteurs public et privé, salariés industrie de haute et moyenne technologie, salariés services haute technologie, brevets auprès de l'OEB). L'analyse de ses résultats révèle la performance innovante des régions. Sur les 208 régions européennes étudiées, la Lorraine apparaît au 121<sup>ème</sup> rang. La faiblesse des dépenses de l'industrie et la faible part des secteurs de haute technologie sont notamment à l'origine de ce classement.



Classement et indice régional européen de l'innovation (source MERIT, 2006 RIS)

<sup>23</sup> « Création développement » : projet suffisamment mature pour envisager une création dans les mois qui suivent le concours.

<sup>24</sup> Projets en « émergence » : projet dont la faisabilité est à établir

## 2. Les pôles de compétitivité : outil recherche innovation

### Quel bilan pour les pôles de compétitivité lorrains (*en attente de données*)

La Lorraine a obtenu en 2005 la labellisation de deux pôles de compétitivité dans le rang des pôles à vocation nationale : le pôle fibres Grand-Est et le Pôle MIPI (Matériaux Innovants et Produits Intelligents).

<b>Soutien du Conseil Régional aux projets collectifs des pôles</b>				
	2006	2007	2008	Total
MIPI	168 000	505 388	332 501	1 005 889
Fibres GE	0	139850	0	139 850

L'année 2007 a été marquée par le lancement d'une évaluation nationale des pôles. Nous pouvons livrer ci-après quelques éléments d'analyse des pôles lorrains dans l'ensemble national au travers de deux types de financement.

#### - Les aides du fonds unique interministériel (FUI) aux projets de R&D des pôles de compétitivité.

Ce tableau ne prend en compte que les projets retenus à l'issue des quatre premiers appels à projets du FUI (2006 et 2007) et des financements FCE de l'année 2005

<b>Projets FUI</b>	Nombre de dossiers retenus	Aides du fonds unique (M€)	Intentions de soutien des collectivités (M€)	Total des soutiens prévus (M€)
MIPI	2	1,45	1,03	2,48
Fibres Grand'Est	1	1,12	0	1,12
Total Lorraine	3	2,57	1,03	3,6
Total France	332	469,17	228,86	698,03
Part Lorraine (%)	1%	0,50%	0,50%	0,50%

#### - Les subventions en provenance de L'Agence Nationale de la Recherche (ANR)

<b>Projets ANR</b>	2005		2006		2007	
	Nombre de projets soutenus	Subvention +complément ANR (M€) en 2005	Nombre de projets soutenus	Subvention +complément ANR (M€) en 2006	Nombre de projets soutenus	Subvention +complément ANR (M€) en 2007
MIPI	6	2,34	6	4,43	5	2,68
Fibres Grand'Est	1	NC	2	1,46	2	1,57
Total Lorraine	7	> 3,34	8	5,89	7	4,25
Total France	330	202	242	174,95	283	192,07
Part Lorraine (%)	2,1%	1,65 %	3,3 %	3,4 %	2,5 %	2,2 %

### 3. Enseignement Supérieur – Recherche : un point sur les évolutions lorraines

Le tableau ci-dessous retrace, sur la base des données de l'Atlas de l'Enseignement Supérieur (Ministère), les effectifs et les évolutions Lorraine – Province – France métropolitaine. Jusqu'à la rentrée 2004, les effectifs observent des hausses significatives, dans une proportion légèrement inférieure en Lorraine. La dernière année de statistique disponible à un niveau de comparaison nationale (rentrée 2006) illustre une inversion de tendance : la chute des effectifs est plus forte en Lorraine.

On observe par ailleurs que la part de la Lorraine est en recul dans les effectifs totaux de France (3,5 % en 2006 contre 3,6 % en 1999) ou de Province (4,7 % contre 4,9).

Outre le phénomène démographique (baisse de la part des jeunes dans la population totale, il faut également considérer que la Lorraine enregistre toujours un taux plus bas d'inscription des bacheliers dans l'enseignement supérieur : 73 % en 2006 contre 74,5% France entière. Ce taux était de 75,7% en 2004 (81,8 France hors TOM)

Rentrée universitaire	Lorraine	Province	France*	Part** de la Lorraine en	
				Province	France
<b>Effectifs</b>					
1999	75 327	1 543 060	2 097 761	4,88	3,59
2004	78 554	1 631 817	2 232 249	4,81	3,52
2006	76 713	1 623 666	2 217 764	4,72	3,46
<b>Evolution**</b>					
1999 - 2004	+ 4	+ 5,8	+ 6,4		
2004 - 2006	- 2	- 0,5	- 0,6		
1999 - 2006	2	+ 5,2	+ 5,7		

\*France métropolitaine  
\*\*en %

Traitement CES d'après atlas enseignement supérieur 2000 – 2005 - 2007 MESR

### 4. La propriété industrielle : bilan lorrain

L'INPI nous a communiqué une série de données chiffrées concernant l'évolution des brevets publiés chaque année en France et dont les déposants ont une résidence lorraine. Sur cette base nous avons réalisé le premier schéma suivant : en dehors d'une période 1999-2001 où l'on note un niveau supérieur, le volume de brevets lorrains publiés par les lorrains fluctue entre 160 et 150 (153 en 2007). En 2007 cela représente 1% du volume national (à peu près stable sur les 5 dernières années<sup>25</sup>)

La Moselle est le département le plus productif : en moyenne depuis 2002 (stabilisation de la publication des brevets), la Moselle a représenté 42% des brevets lorrains, devant la Meurthe-et-Moselle (39%) et les Vosges (19%).

<sup>25</sup> Nous ne sommes pas en mesure de communiquer les chiffres antérieurs

### Evolution des brevets publiés par an par la voie nationale selon l'origine de la résidence des déposants

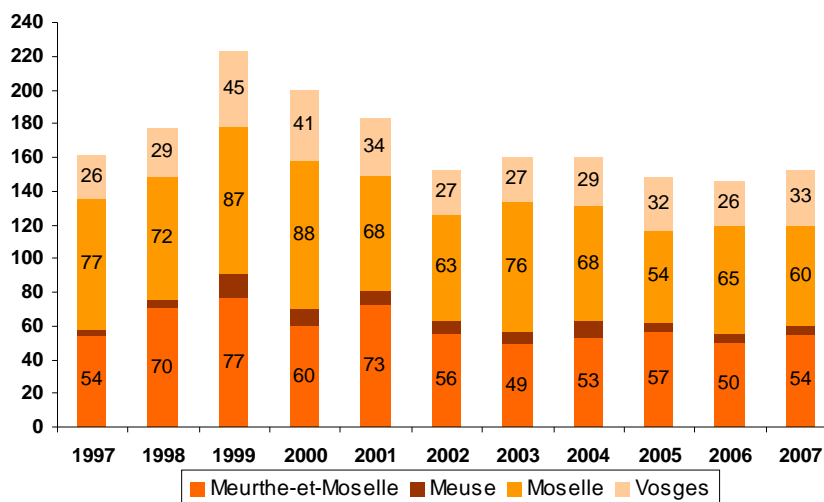


Schéma réalisé à partir des données INPI 2008

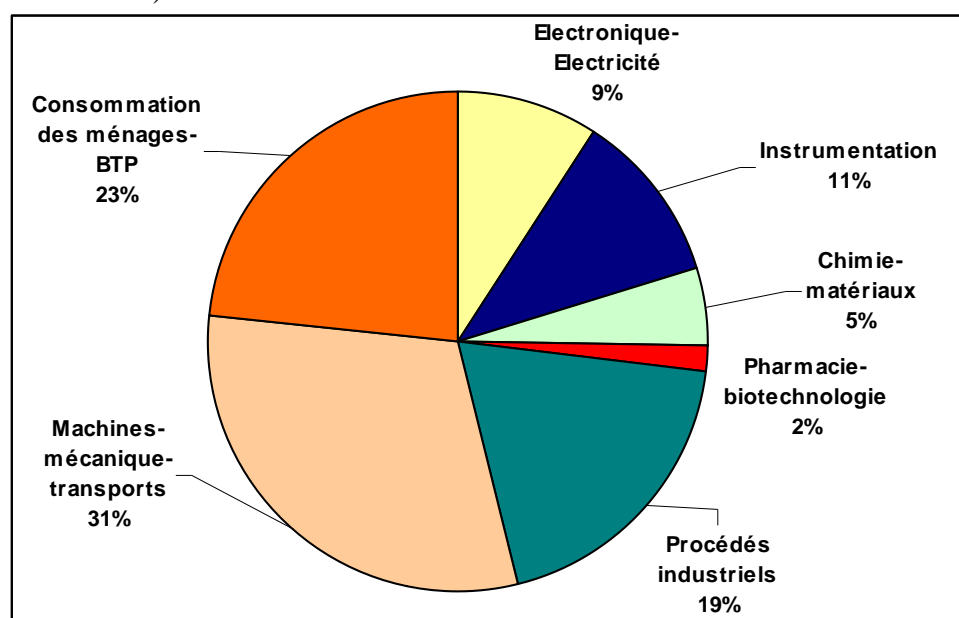
Les chiffres de statistiques répertoriant la résidence des inventeurs<sup>26</sup> (et non des déposants) sont un peu plus favorables à la Lorraine : 195 brevets, évolution annuelle de +2,1% et 1,6% du total France métropolitaine. On observe toujours un positionnement régional plus fort pour la Moselle (45% des brevets de la région), 28,7% en Meurthe-et-Moselle et 22% pour les Vosges. Le classement national de la Lorraine reste cependant faible (17<sup>ème</sup> rang).

### Répartition des brevets publics selon résidence des inventeurs et évolution

Régions	2005	2006	2007	évolution 2006 – 2007 (%)	Part régionale en 2007 (%)
ALSACE	256	227	237	3,9	1,9
AQUITAINE	323	305	304	-0,3	2,4
AUVERGNE	171	191	197	3,5	1,6
BOURGOGNE	234	206	183	-9,8	1,5
BRETAGNE	530	500	512	2,3	4,1
CENTRE	464	434	437	0,6	3,5
CHAMPAGNE-ARDENNE	143	167	200	23,1	1,6
CORSE	13	11	19	61,5	0,2
FRANCHE-COMTE	215	213	237	11,2	1,9
ILE-DE-FRANCE	4776	4816	4750	-1,4	37,9
LANGUEDOC-ROUSSILLON	284	294	281	-4,6	2,2
LIMOUSIN	97	100	91	-9,3	0,7
<b>LORRAINE</b>	<b>188</b>	<b>191</b>	<b>195</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>
MIDI-PYRENEES	538	539	663	23,0	5,3
NORD-PAS-DE-CALAIS	291	292	285	-2,4	2,3
BASSE-NORMANDIE	213	203	180	-10,8	1,4
HAUTE-NORMANDIE	257	266	282	6,2	2,2
PAYS-DE-LOIRE	468	474	403	-15,2	3,2
PICARDIE	236	251	263	5,1	2,1
POITOU-CHARENTES	217	214	196	-8,3	1,6
PACA	745	791	746	-6,0	5,9
RHONE-ALPES	1875	1873	1880	0,4	15,0
<b>Total France métropolitaine</b>	<b>12534</b>	<b>12558</b>	<b>12541</b>	<b>-0,1</b>	<b>100,0</b>

<sup>26</sup> Quand la répartition est faite sur la base des adresses des déposants et que ce déposant est une personne morale, le département d'origine est celui dans lequel se trouve le siège social, ce qui introduit un biais par rapport au lieu de création de l'invention. La prise en compte de la provenance géographique des inventeurs permet de mieux appréhender le lien réel entre la réalisation de l'invention et l'importance de la propriété industrielle de la région considérée.

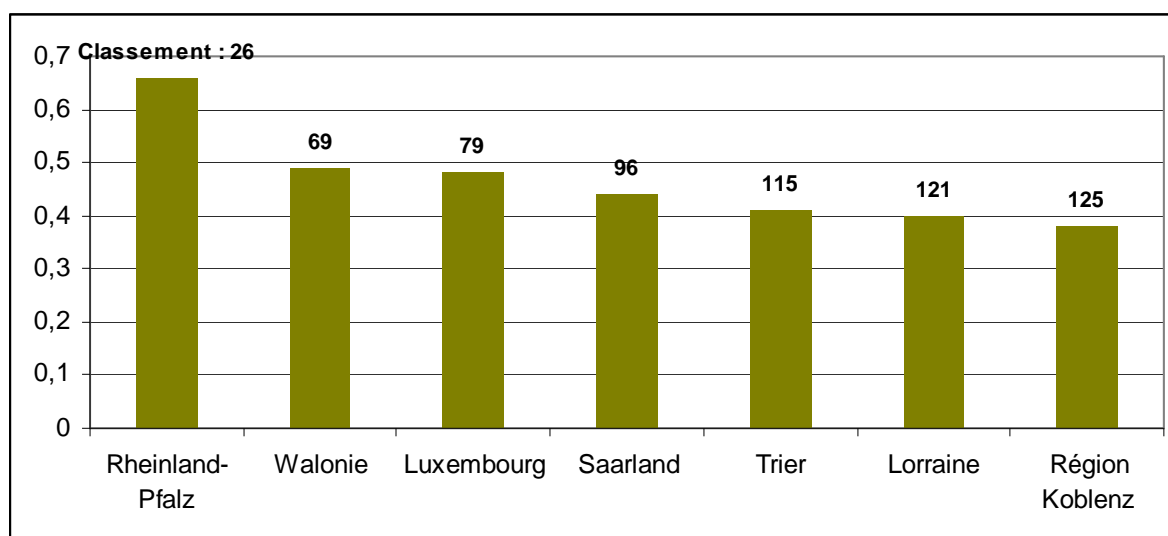
Le schéma suivant représente la **répartition sectorielle des brevets des inventeurs lorrains** (publication en 2007).



Traitement CES d'après statistiques de l'Observatoire de la propriété Intellectuelle (2007)

**Selon l'indice régional européen de l'innovation, la Lorraine est en milieu de tableau des régions européennes**

La commission européenne publie depuis 2000 le tableau de bord européen de l'innovation (TBEI). Au niveau régional, la commission publie un indice régional de l'innovation qui se compose de 7 indicateurs (ressources humaines, dépenses R&D secteurs public et privé, salariés industrie de haute et moyenne technologie, salariés services haute technologie, brevets auprès de l'OEB). L'analyse de ses résultats révèle la performance innovante des régions. Sur les 208 régions européennes étudiées, la Lorraine apparaît au 121<sup>ème</sup> rang des régions européennes. La faiblesse des dépenses de l'industrie et la faible part des secteurs de haute technologie



Classement et indice régional européen de l'innovation (source MERIT, 2006 RIS)



## 14 – PAUVRETE & PRECARITE<sup>27</sup> EN LORRAINE

*Notre analyse : la Lorraine se caractérise par la faiblesse du revenu moyen par habitant et la dispersion plus faible des revenus. Ses indicateurs de pauvreté-précarité ne sont pas supérieurs à la moyenne nationale.*

*En ce qui concerne le RMI, il faut noter que les évolutions de baisse observées au niveau national se font en retard en Lorraine. Etant donné le retournement actuel de conjoncture, il est à prévoir des évolutions plus défavorables pour les prochains mois...*

La pauvreté peut être analysée selon différentes méthodes, l'INSEE en retient généralement deux pour la réalisation de ses tableaux de bord :

- la pauvreté monétaire relative : elle représente les ménages dont les **revenus sont inférieurs à un seuil défini statistiquement** en fonction de l'ensemble des revenus de la population
- la pauvreté institutionnelle : elle consiste à considérer un ménage pauvre s'il bénéficie **des aides institutionnelles réservées aux bas revenus.**

### 1- la pauvreté monétaire relative<sup>28</sup> : les dernières bases de données disponibles nous renvoient à 2006

**Plus de 302 300 des Lorrains, 15.4% des moins de 65 ans, vivent sous le seuil de pauvreté monétaire, soit avec moins de 845€ par mois. Le taux de pauvreté reste stable (15.5% en 2004) mais l'intensité de la pauvreté<sup>29</sup> augmente (de 1.63% en 2004 à 1.69%).**

**Le plus alarmant : 45 % sont des enfants, 32% des femmes...La pauvreté est d'ailleurs fortement liée non seulement à la situation professionnelle mais aussi à la composition du ménage**

Les personnes **sans emploi ou isolées** sont plus fortement touchées, de même que les personnes au **début et en fin de vie active** (20-29 ans et 50-59 ans). En 2006, on constate une augmentation des ménages pauvres de + 2.6% et une augmentation des travailleurs pauvres.

<sup>27</sup> INSEE tableau de bord 2006 de la pauvreté-précarité

<sup>28</sup> Préambule concernant la modification des modes de calcul : le seuil de bas revenus était fixé par l'INSEE jusqu'en 2007 à 50 % du revenu médian (revenu qui partage la population en deux groupes de même taille : 50% des ménages percevant un revenu supérieur à ce seuil et 50% un revenu inférieur). Pour le **tableau de bord 2006 de la pauvreté-précarité**, dans un souci de conformité avec les pratiques nationales et internationales, l'INSEE a retenu **le seuil de 60% du revenu médian**. Les données sont toujours tirées des fichiers CAF, CRAM et CRAV, mais proviennent d'une autre enquête « Revenus fiscaux » et ont été ajustées dans le temps par l'indice des prix, elles ne sont donc pas comparables avec celles des années précédentes.

**Ces changements réguliers de méthode, s'ils sont indispensables à l'amélioration de la fiabilité et de la pertinence des données, perturbent malheureusement les comparaisons d'année en année.**

<sup>29</sup> Définitions : Taux de pauvreté = population couverte sous le seuil de pauvreté rapportée à la population de moins de 65 ans.

Intensité de pauvreté = taux de pauvreté où chaque individu pauvre est pondéré par le carré de l'écart entre le revenu et le seuil de pauvreté (indicateur de Foster de degré 2). Il est nul si tous les allocataires ont des revenus juste au niveau du seuil et maximal si tous les allocataires à bas revenus n'ont aucun revenu. Il donne du poids aux personnes dont les revenus sont proches de zéro.



## 2- La pauvreté institutionnelle

### 2.1 Première analyse sur 4 minima sociaux

Pour des questions méthodologiques (fichier source et population couverte identiques), quatre principaux minima sociaux sont retenus : RMI, API, AAH, Minimum vieillesse.

**Entre 2004 et 2006, la pauvreté institutionnelle passe de 5.7% à 6.1% de la population totale, soit 141 500 Lorrains.**

Cette hausse de la pauvreté est principalement induite par la forte progression du nombre de personnes bénéficiaires du RMI, qui concerne 1 allocataire sur 2 des minima sociaux.

La Lorraine a connu une des plus fortes hausses du RMI entre 2004-2006 : **+10.2%** (contre **+3.8% au national**). Le maintien de l'augmentation (**+ 2.5%**) **en 2005**, alors qu'on assistait à une baisse au plan national (**-1%**), est particulièrement symptomatique de la fragilité de la situation en Lorraine.

	2004		2006		%	évolution 2004-2006
	allocataires	population couverte	allocataires	population couverte		
<b>RMI</b>	<b>35 233</b>	<b>69 996</b>	<b>38 921</b>	<b>77 637</b>	<b>55%</b>	<b>11%</b>
dont 25-64 ans	33 957	66 303	37 581	73 647	52%	11%
dont 15-24 ans	1 276	3 693	1 340	3 990	3%	8%
<b>API</b>	<b>6 956</b>	<b>19 101</b>	<b>7 323</b>	<b>20 217</b>	<b>14%</b>	<b>6%</b>
dont 15-49 ans	6 881	18 911	7 225	19 965	14,1%	5,6%
dont 50-64ans	75	190	98	252	0,2%	32,6%
<b>AAH</b>	<b>24 935</b>	<b>36 034</b>	<b>24 990</b>	<b>36 056</b>	<b>25%</b>	<b>0%</b>
<b>Minimum vieillesse</b>	<b>7 803</b>	<b>7 803</b>	<b>7 639</b>	<b>7 639</b>	<b>5%</b>	<b>-2%</b>
dont femmes	4 545	4 545	4 265	4 265	3%	-6%
dont veufs et veuves	1 845	1 845	1 677	1 677	1%	-9%
	<b>74 927</b>	<b>132 934</b>	<b>78 873</b>	<b>141 549</b>	<b>100%</b>	<b>6%</b>

Des chiffres plus récents concernant le nombre d'allocataires tirés des fichiers CNAF livrent les éléments d'évolution ci-dessous. *A noter de légères différences de chiffres par rapport aux données retraitées par l'INSEE Lorraine pour 2006 dans le cadre du tableau de bord régional...*

On note à nouveau des évolutions plus défavorables des indicateurs lorrains sur la période récente 2006-2007.

	Lorraine		évolution 2006-2007		part Lorraine/ France 2007
	2006	2007	Lorraine	France Métropolitaine	
<b>RMI</b>	39 297	37 036	-5,8%	-8,6%	3,7%
<b>API</b>	7 471	7 029	-5,9%	-7,3%	4,0%
<b>AAH</b>	27 975	28 291	1,1%	1,3%	3,7%

Source : pour API, RMI, AAH, CNAF fichier FILEAS données au 31/12/07 – Traitement CES

## 2.2 Zoom sur le RMI en Lorraine : situation par département

### Nombre d'allocataires du RMI au 31/12 de 2006 à 2007

RMI	2006	2007	évolution 2006-2007	Part dans le nombre d'allocataires 2007
<b>Meurthe -et-Moselle</b>	14 756	13 751	-6,8%	37%
<b>Meuse</b>	3 320	3 323	0,1%	9%
<b>Moselle</b>	15 502	14 448	-6,8%	39%
<b>Vosges</b>	5 719	5 514	-3,6%	15%
<b>Lorraine</b>	39 297	37 036	<b>-5,8%</b>	100%
<b>France Métropolitaine</b>	1 101 372	1 007 117	<b>-8,6%</b>	
<b>Lorraine / France Métropole</b>	3,6%	3,7%		

**En Lorraine, l'évolution des indicateurs sociaux, à l'instar des indicateurs économiques est toujours plus défavorable que les tendances nationales :** lorsque le RMI diminue dans le reste de la France, il diminue moins en Lorraine et lorsqu'il augmente en France il augmente plus en Lorraine.

On note traditionnellement une certaine sensibilité (élasticité) du RMI au marché de l'emploi, ainsi la **reprise amorcée en 2006, ne se ressent en Lorraine qu'à partir de 2007** avec une baisse de 5.8%, **toujours en retrait de la diminution au plan national (-8.6%).**

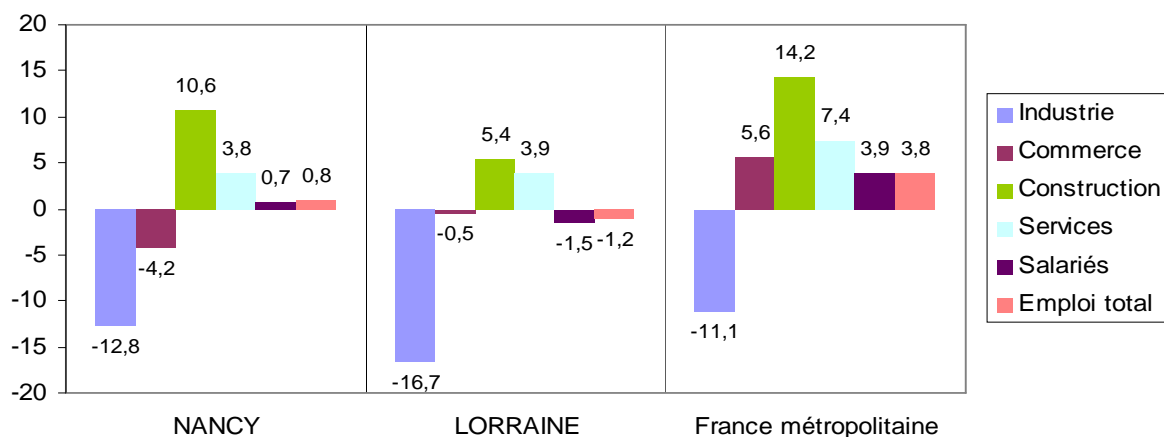
## INDICATEURS TERRITORIAUX

Les 17 zones  
d'emplois  
lorraines :



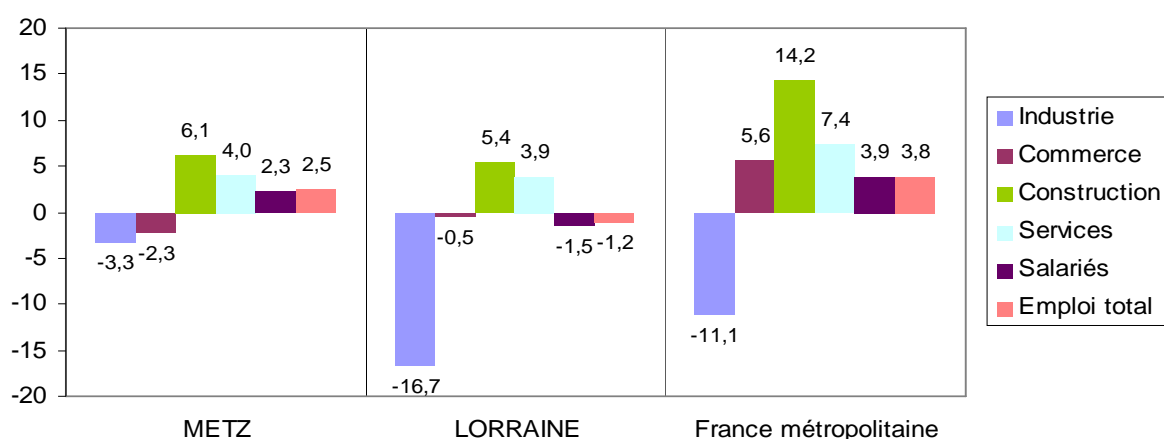
Profil et évolutions sur la période 2000 – 2006 et positionnement par rapport aux 348 zones d'emploi répertoriées en France métropolitaine.

1 - NANCY		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 415 106 (1999) <sup>31</sup> Taux de chômage : 6,9 % (1T 08) <sup>32</sup> Part dans l'emploi régional : 20,9 %	Emploi total	174 046	175 482	0,8	222
	Emploi salariés	164 258	165 453	0,7	235
	Salariés de l'industrie	23 343	20360	-12,8	212
	Salariés du commerce	20 869	19 994	-4,2	331
	Salariés construction	8 493	9 397	10,6	228
	Services	110 823	115 012	3,8	254



**Commentaires :** Affiche un solde légèrement positif sur l'emploi total (+0,8%) mais se classe qu'au 222 rang des zones d'emplois. Solde négatif de créations dans le commerce (-4,2%) et dans l'industrie (-12,8%).

2 - METZ		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 272 051 (1999) Taux de chômage : 7,1 % Part dans l'emploi régional : 16 %	Emploi total	131052	134 266	2,5	176
	Emploi salariés	124733	127540	2,3	197
	Salariés de l'industrie	15720	15198	-3,3	68
	Salariés du commerce	16700	16316	-2,3	315
	Salariés construction	7 115	7 550	6,1	278
	Services	84 536	87 955	4,0	247

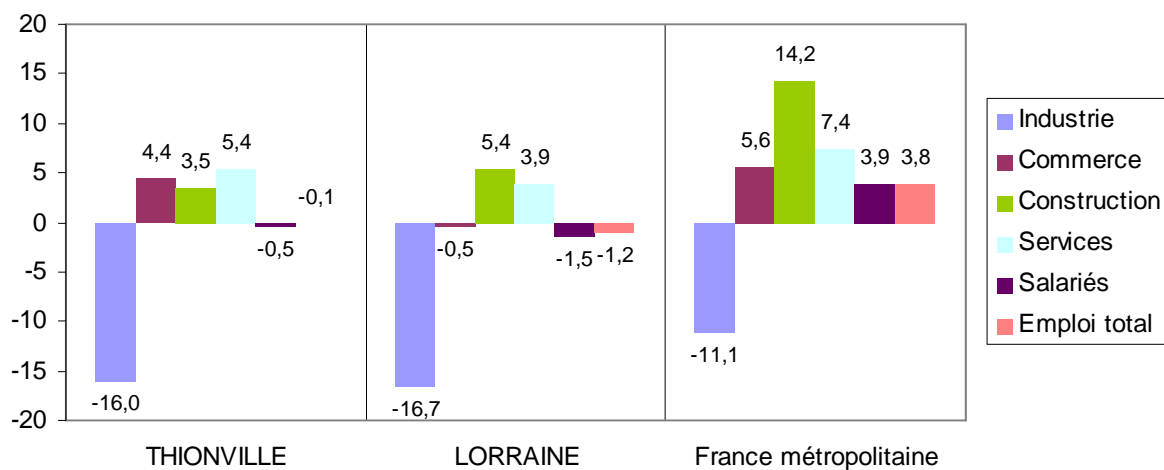


**Commentaires :** La zone qui résiste le mieux à la chute de l'emploi industriel (68<sup>ème</sup> au niveau national). Fortes pertes d'emplois dans le commerce (315<sup>ème</sup>). Fait partie des 4 zones créatrices d'emplois mais des résultats inférieurs aux évolutions moyennes nationales.

<sup>31</sup> Population au dernier recensement 1999, derniers chiffres disponibles à l'échelle Zone d'emploi

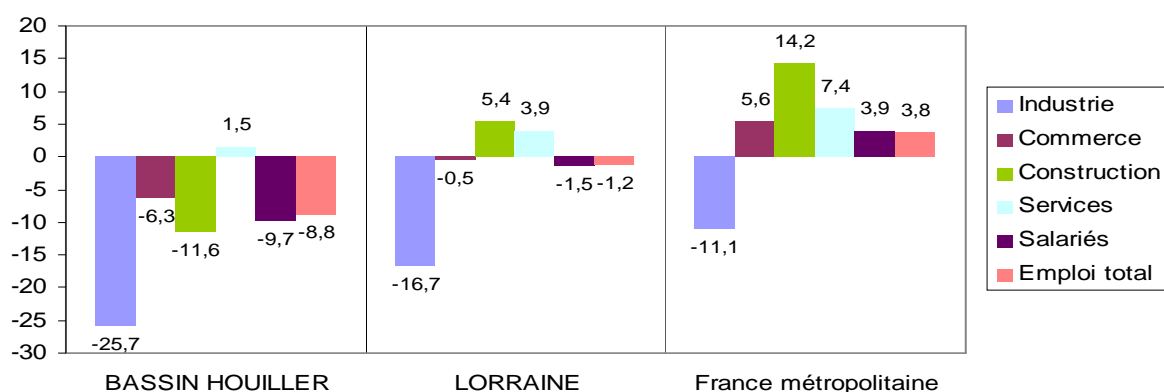
<sup>32</sup> Taux de chômage au 1<sup>er</sup> Trimestre 2008

<b>3 - THIONVILLE</b>		<b>2000</b>	<b>2006</b>	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 314 934 Taux de chômage : 7,2 % Part dans l'emploi régional : 11,3 %	Emploi total	94 692	94 564	-0,1	254
	Emploi salariés	89 337	88 874	-0,5	264
	Salariés de l'industrie	23 310	19 571	-16,0	260
	Salariés du commerce	12 649	13 207	4,4	225
	Salariés construction	5 862	6 065	3,5	305
	Services	47 231	49 771	5,4	215



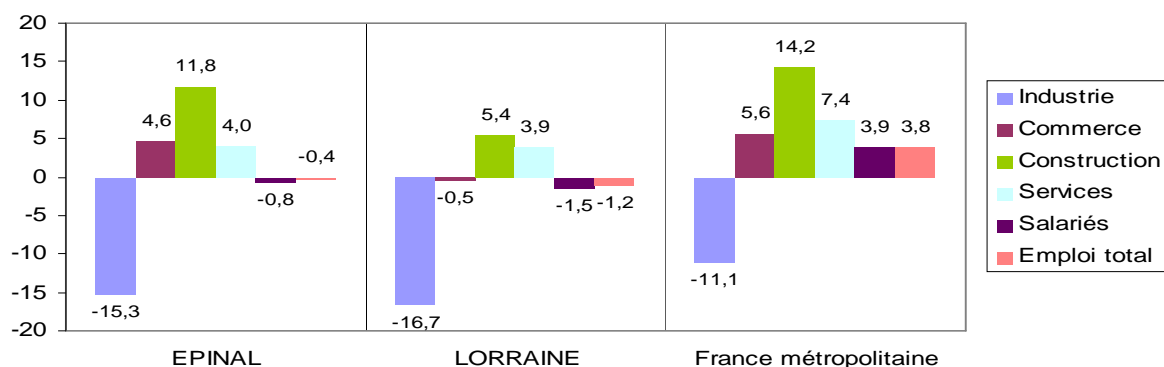
*Commentaires : Pertes d'emplois industrielles supérieures à la moyenne nationale. Dynamisme dans le secteur du commerce et des services.*

<b>4 - Bassin Houiller</b>		<b>2000</b>	<b>2006</b>	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 265 797 Taux de chômage : 8,9 % Part dans l'emploi régional : 8,5 %	Emploi total	78 358	71 478	-8,8	344
	Emploi salariés	73 763	66 615	-9,7	345
	Salariés de l'industrie	24 768	18 400	-25,7	333
	Salariés du commerce	9 859	9 234	-6,3	341
	Salariés construction	5 250	4 641	-11,6	345
	Services	33 505	33 998	1,5	296



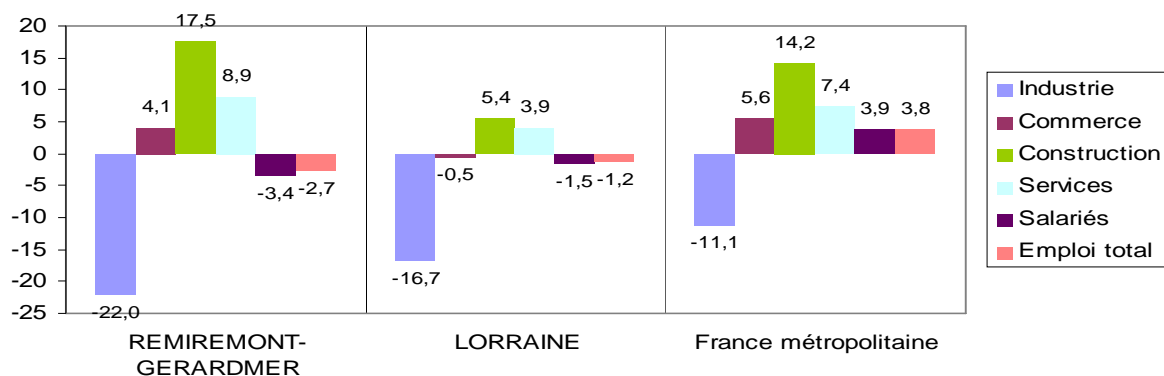
*Commentaires : C'est la ZE qui a connu les plus importantes pertes d'emplois. Se place pour tous les indicateurs d'emplois en queue des zones d'emplois. Pertes de 25 % des emplois industriels (moins 6300 emplois). Services seul indicateur positif (+1,5%).*

<b>5 - EPINAL</b>		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 156 241 Taux de chômage : 8,2 % Part dans l'emploi régional 7,3 %	Emploi total	61 093	60 869	-0,4	262
	Emploi salariés	55 633	55 211	-0,8	267
	Salariés de l'industrie	14 363	12159	-15,3	249
	Salariés du commerce	6 007	6285	4,6	220
	Salariés construction	3 010	3364	11,8	210
	Services	31 431	32681	4,0	250



*Commentaires : Quasi stabilité de l'emploi total et salariés. Désindustrialisation de même ampleur qu'au niveau régional, mais meilleurs résultats pour le commerce, la construction et les services.*

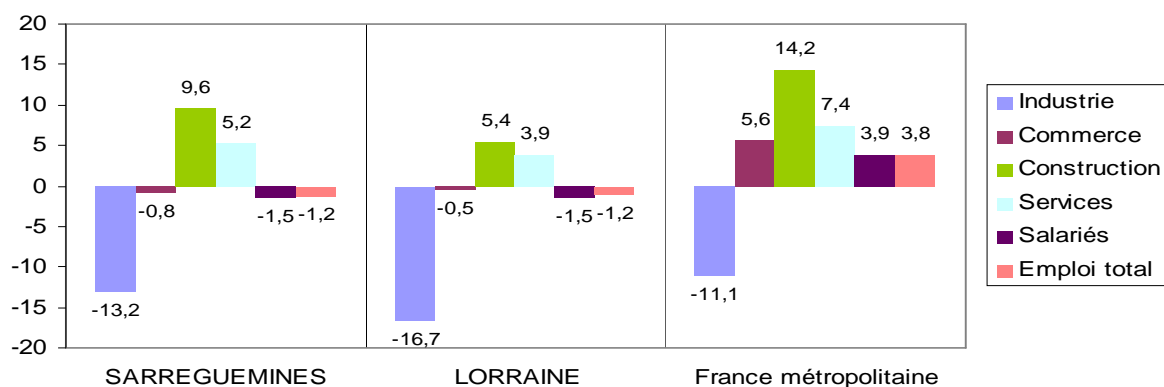
<b>6 - REMIREMONT-GERARDMER</b>		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 80 311 Taux de chômage : 6,5 % Part dans l'emploi régional : 3,9 %	Emploi total	33 290	32 390	-2,7	302
	Emploi salariés	30 893	29 847	-3,4	307
	Salariés de l'industrie	12 142	9467	-22,0	318
	Salariés du commerce	3 645	3793	4,1	229
	Salariés construction	2 118	2489	17,5	139
	Services	12 748	13881	8,9	135



*Commentaires : Pertes importantes d'emplois dans l'industrie (- 22%) et forte progression dans la construction (+17,5 %) et les services (+8,9%). Malgré ces deux éléments positifs, La zone perd 3,4 % d'emplois.*

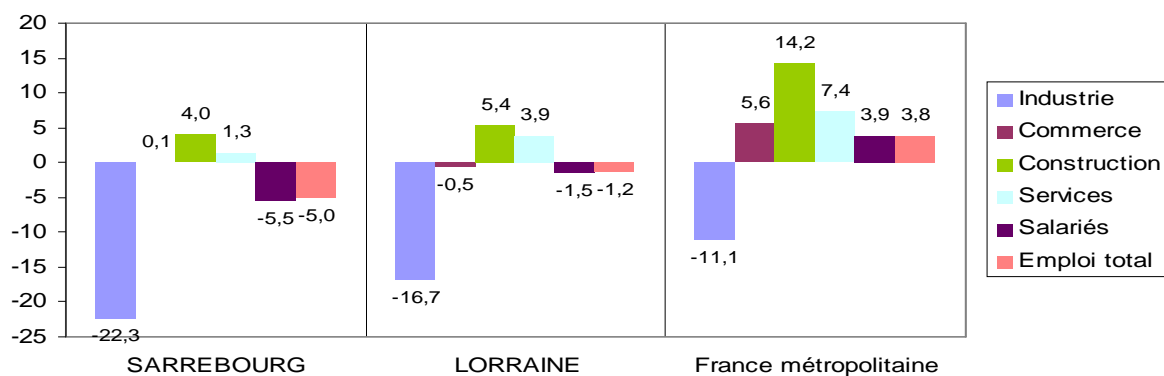


<b>7 - SARREGUEMINES</b>		<b>2000</b>	<b>2006</b>	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 84 847 Taux de chômage : 6,2 % Part dans l'emploi régional : 3,8 %	Emploi total	32 317	31 921	-1,2	282
	Emploi salariés	30 637	30 164	-1,5	282
	Salariés de l'industrie	9 879	8 575	-13,2	217
	Salariés du commerce	3 930	3 899	-0,8	299
	Salariés construction	1 369	1 500	9,6	245
	Services	15 204	15 998	5,2	220



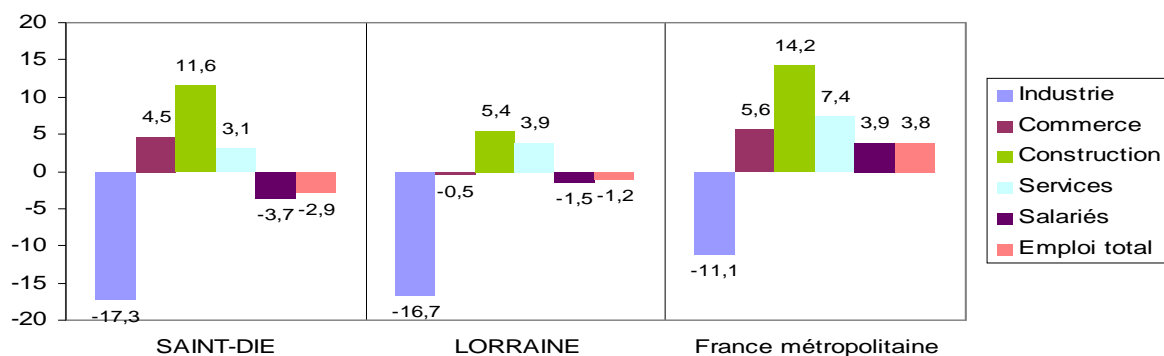
*Commentaires : Deux secteurs ont porté l'emploi sur la période 2000-2006, la construction (+9,6%) et les services (+5,2%). Le commerce a perdu des emplois (-0,8%) et l'industrie (-13,2%). Globalement l'emploi total recule de 1,2%.*

<b>8 - SARREBOURG</b>		<b>2000</b>	<b>2006</b>	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 85 818 Taux de chômage : 5,7 % Part dans l'emploi régional : 3,6 %	Emploi total	31 728	30 156	-5,0	329
	Emploi salariés	29 314	27 689	-5,5	329
	Salariés de l'industrie	7 932	6 164	-22,3	320
	Salariés du commerce	3 071	3 073	0,1	286
	Salariés construction	1 900	1 976	4,0	299
	Services	15 790	15 991	1,3	301



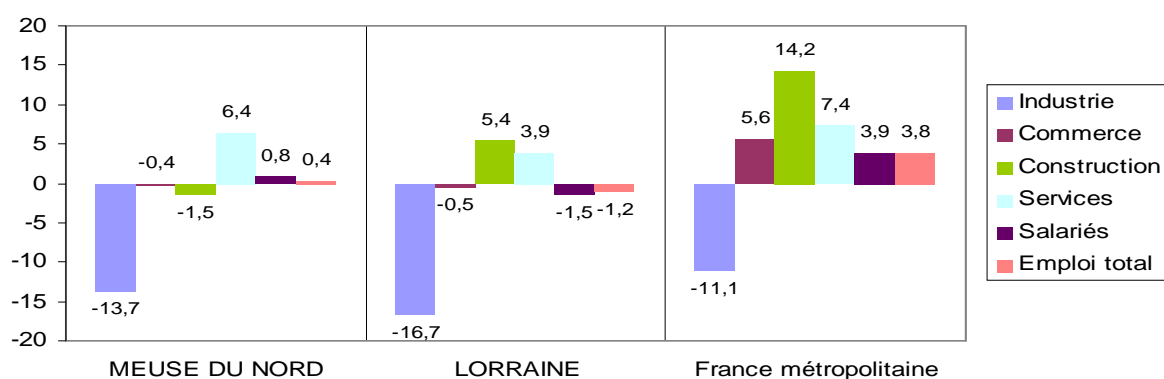
*Commentaires : Au 329<sup>ème</sup> rang pour l'évolution de l'emploi total (-5,5%). Pertes importantes dans l'industrie (-22,3%). Des indicateurs d'évolution peu spectaculaires dans le commerce et les services.*

<b>9 - SAINT-DIE</b>		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 82 744 Taux de chômage : 10,1 % Part dans l'emploi régional : 3,5 %	Emploi total	30 460	29 575	-2,9	305
	Emploi salariés	28 034	27 007	-3,7	310
	Salariés de l'industrie	9 709	8 032	-17,3	275
	Salariés du commerce	3 064	3 203	4,5	221
	Salariés construction	1 565	1 746	11,6	214
	Services	13 280	13 691	3,1	263



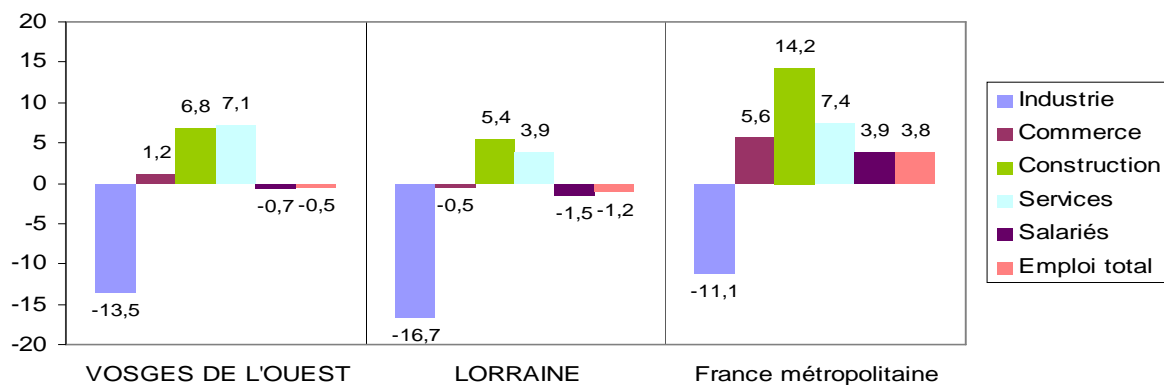
*Commentaires : Pertes importantes d'emplois dans l'industrie (-17,3%) et 275<sup>ème</sup> dans le classement des zones d'emplois. La construction progresse de 11,6% et les services de 3,1 %. Les pertes dans l'industrie entraînent la zone d'emploi dans une évolution négative de l'emploi total.*

<b>10 - MEUSE DU NORD</b>		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 83 953 Taux de chômage : 7 8 % Part dans l'emploi régional : 3,4 %	Emploi total	28 237	28 342	0,4	242
	Emploi salariés	24 358	24 560	0,8	227
	Salariés de l'industrie	4 200	3 623	-13,7	226
	Salariés du commerce	3 335	3 323	-0,4	290
	Salariés construction	1 641	1 616	-1,5	328
	Services	14 404	15 323	6,4	186



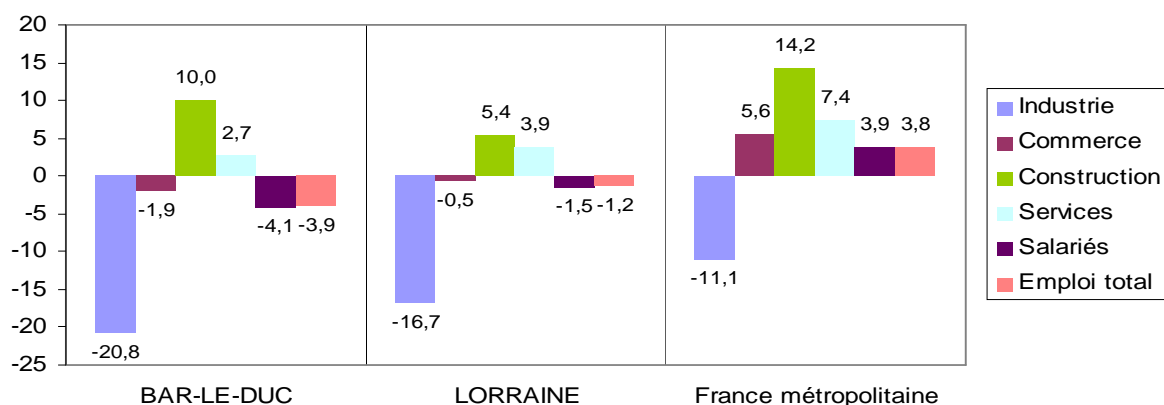
*Commentaires : Légère progression de l'emploi total (+0,4%) résultat de la progression importante des créations dans les services (+6,4 % et 186<sup>ème</sup> rang). Evolution légèrement négative dans le commerce et la construction.*

11 - Vosges de l'Ouest		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 61 656 Taux de chômage : 6,4 % Part dans l'emploi régional : 3,1%	Emploi total	25 880	25 763	-0,5	263
	Emploi salariés	23 311	23 147	-0,7	266
	Salariés de l'industrie	7 821	6 765	-13,5	221
	Salariés du commerce	2 552	2 582	1,2	275
	Salariés construction	1 106	1 181	6,8	271
	Services	11 345	12 153	7,1	167



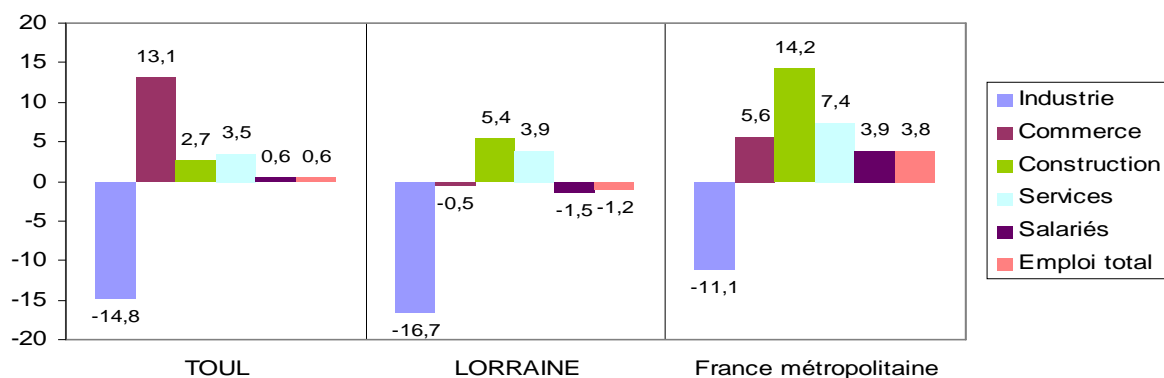
**Commentaires :** Pertes d'une centaine d'emplois par rapport à 2000 (-0,5%). Taux d'évolution de l'emploi dans la construction et les services supérieurs à la moyenne régionale. Faible progression dans le commerce (+1,2%).

12 - BAR-LE-DUC		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 64 400 Taux de chômage : 7,2 % Part dans l'emploi régional : 3,1 %	Emploi total	26 637	25 599	-3,9	318
	Emploi salariés	24 537	23 526	-4,1	318
	Salariés de l'industrie	6 775	5 368	-20,8	310
	Salariés du commerce	2 269	2 227	-1,9	309
	Salariés construction	1 182	1 300	10,0	237
	Services	13 824	14 202	2,7	274



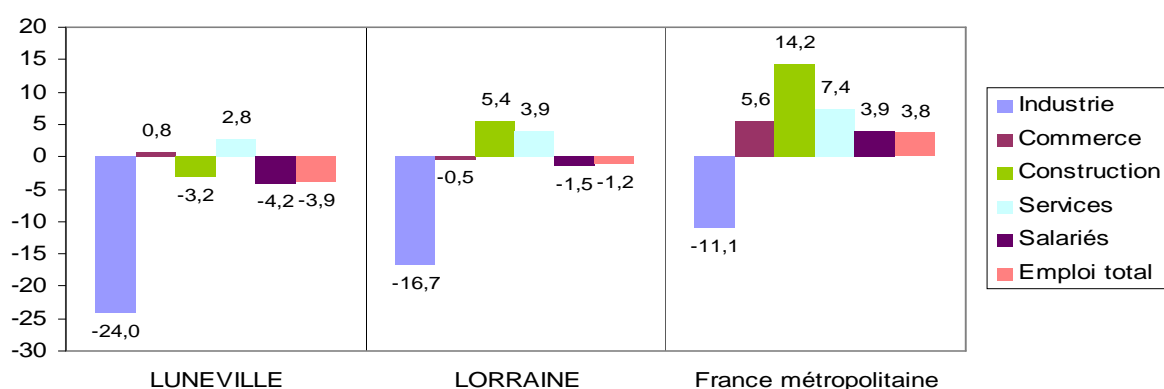
**Commentaires :** Pertes de plus de 20 % des emplois industriels et de 1,9 % dans le commerce. Evolution sensible des emplois dans la construction (+ 10 %). Les services progressent de 2,7%, c'est inférieur de moitié au taux d'évolution nationale. Se place au 318<sup>ème</sup> rang des ZE pour l'évolution de l'emploi total et salarié.

13 - TOUL		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 64 841 Taux de chômage : 6,1 % Part dans l'emploi régional : 2,7 %	Emploi total	22 350	22 473	0,6	236
	Emploi salariés	20 490	20 605	0,6	239
	Salariés de l'industrie	4 179	3559	-14,8	241
	Salariés du commerce	2 074	2345	13,1	77
	Salariés construction	1 316	1351	2,7	309
	Services	12 648	13085	3,5	259



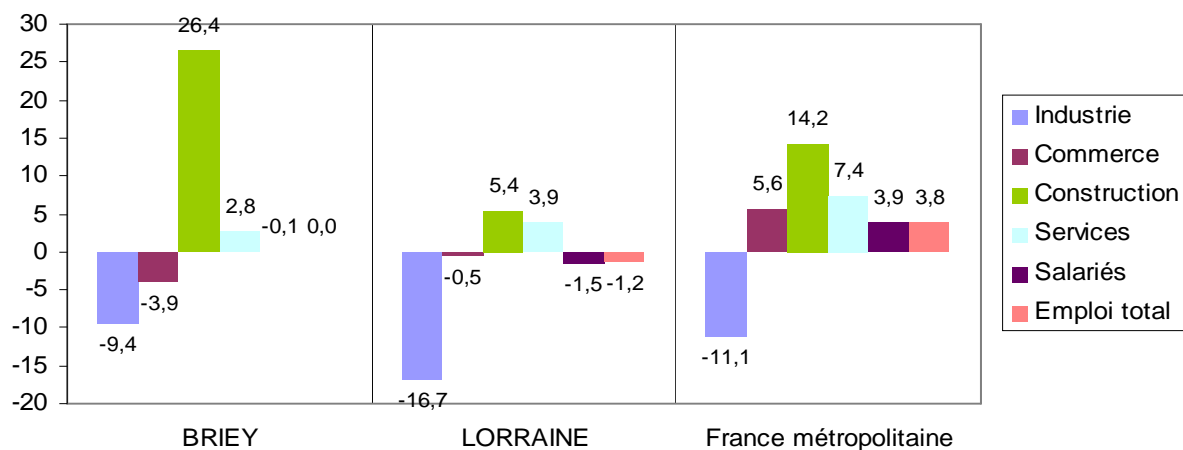
**Commentaires :** Une des quatre ZE lorraine créatrice d'emploi (+ 0,6%). Fort développement du commerce (+13,1%). Connaît des pertes d'emplois dans l'industrie supérieures à la moyenne nationale. Création dans la construction supérieure à la moyenne régionale.

14 - LUNEVILLE		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 76 782 Taux de chômage : 8,1 % Part dans l'emploi régional : 2,6%	Emploi total	22 431	21 566	-3,9	316
	Emploi salariés	20 068	19 223	-4,2	320
	Salariés de l'industrie	4 637	3 525	-24,0	328
	Salariés du commerce	2 766	2 787	0,8	278
	Salariés construction	1 318	1 276	-3,2	333
	Services	10 962	11 267	2,8	272



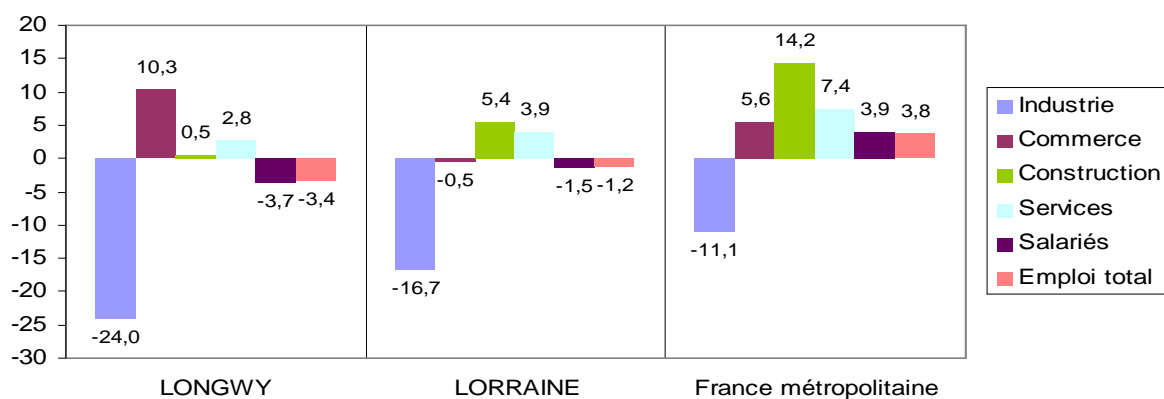
**Commentaires :** lourdes pertes dans l'industrie (-24 %) et pertes d'emplois dans le secteur de la construction (-3,2%) qui place la ZE parmi les derniers bassins en terme de croissance. Faible évolution dans le commerce et les services. Globalement l'emploi total recule de 3,9 % (316 rang des ZE).

<b>15 - BRIEY</b>		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 74 350 Taux de chômage : 7,8 % Part dans l'emploi régional : 2,5 %	Emploi total	20 674	20 664	0,0	250
	Emploi salariés	18 946	18 931	-0,1	256
	Salariés de l'industrie	5 210	4719	-9,4	150
	Salariés du commerce	2 068	1988	-3,9	328
	Salariés construction	1 002	1267	26,4	45
	Services	10 512	10803	2,8	273



**Commentaires :** Fort taux de création dans la construction (+26,4%). Maintien de l'emploi salarié. Résiste mieux à la désindustrialisation. Pertes d'emplois dans le commerce (328<sup>ème</sup> ZE).

<b>16 - LONGWY</b>		2000	2006	Evolution %	Rang dans les ZE
Population : 82 700 Taux de chômage : 7,8 % Part dans l'emploi régional : 2,4 %	Emploi total	20 653	19 952	-3,4	311
	Emploi salariés	19 048	18 338	-3,7	312
	Salariés de l'industrie	5 209	3 957	-24,0	329
	Salariés du commerce	2 441	2 692	10,3	116
	Salariés construction	1 100	1 105	0,5	318
	Services	10 200	10 484	2,8	271



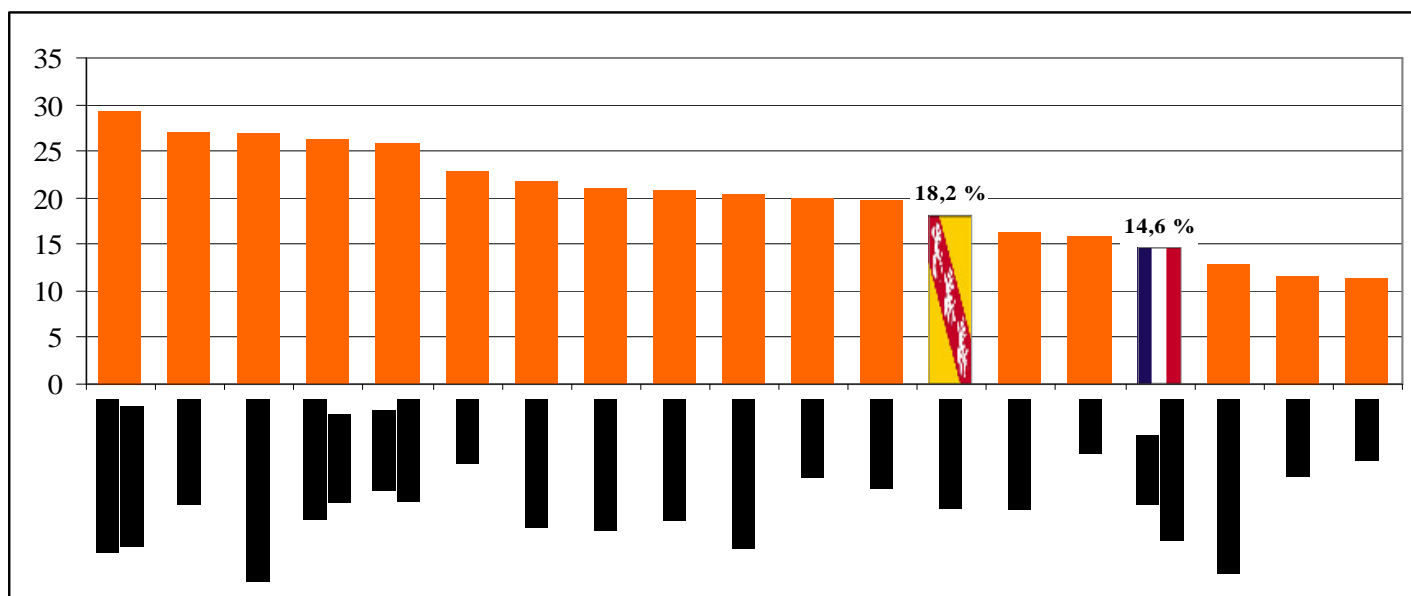
**Commentaires :** Fort mouvement de désindustrialisation (moins 24 % et au 329<sup>ème</sup> rang des ZE). Taux important de création dans le commerce (+10,3%). Perte de 3,7 % de l'emploi salarié, en queue des zones d'emplois.

<b>17 - COMMERCY</b>		<b>2000</b>	<b>2006</b>	<b>Evolution %</b>	<b>Rang dans les ZE</b>
Population : 43 845 Taux de chômage : 9,4 % Part dans l'emploi régional : 1,7 %	Emploi total	14 986	13 847	-7,6	340
	Emploi salariés	12 972	11 878	-8,4	340
	Salariés de l'industrie	3 905	3 004	-23,1	325
	Salariés du commerce	1 468	1 303	-11,2	348
	Salariés construction	953	995	4,4	295
	Services	6 115	6 084	-0,5	321

**Commentaires :** L'une des 17 ZE avec les indicateurs d'emploi les plus défavorables. Au 340<sup>ème</sup> rang des zones d'emploi pour l'emploi total et la dernière zone pour l'évolution des salariés du commerce. Connaît une forte désindustrialisation (-23,1%), et des créations dans les services atones.

### La Lorraine reste une terre d'emplois industriels



Part des emplois industriels dans l'emploi total dans les zones d'emploi en 2006 (source Insee et

8 ZE parmi les 100 premières nationales

Taux d'emploi industriel parmi les emplois totaux : 14,6 % pour la FM est 18,2 % pour la Lorraine. Dans cinq zones d'emplois le taux dépasse les 25 % parmi lesquelles 3 zones vosgiennes.

**Document power-point  
de présentation  
en séance plénière du  
16 octobre 2008**





C2

## Situation Économique et Sociale 2007 – mi-2008

CES de Lorraine

Séance Plénière du 16 Octobre 2008



C1

***L'année 2007, le début 2008 et les  
perspectives...***

***La Lorraine percutée par la crise  
économique mondiale :***

***Une mauvaise nouvelle dans sa  
dynamique de rattrapage économique***



## Un contexte exceptionnel de crise mondiale

### Caractéristiques:

- Renversement brutal des indicateurs
- Incertitudes
- Vigilance : accélération des mutations



## Evolution des tendances lourdes du territoire lorrain :

- ❖ Démographie
- ❖ Emploi
- ❖ Travail Frontalier
- ❖ Chômage
- ❖ Création de richesse
- ❖ Création d'entreprises
- ❖ Investissements Internationaux

...



## DEMOGRAPHIE LORRAINE

La Lorraine a du mal à se stabiliser dans un environnement national toujours très dynamique

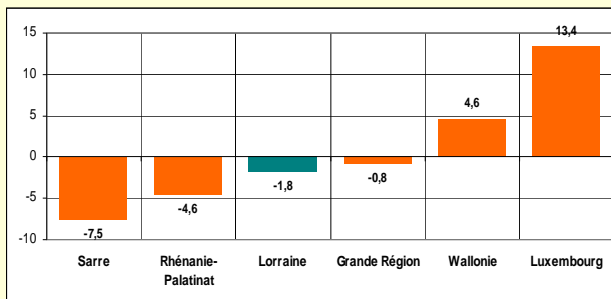


### Démographie : des interrogations pour l'avenir

Evolution 2000 - 2006		
	Habitants supplémentaires	Evolution %
<b>Lorraine</b>	<b>27 345</b>	<b>+ 1,2 %</b>
<b>France</b>	<b>2 670 187</b>	<b>+ 4,5 %</b>

Progression quatre fois inférieure au rythme national de 2000 à 2006

Augmentation de 8000 habitants depuis 1975 contre 8,5 millions en France (0,1%).



La Lorraine seule composante de la Grande Région avec un solde migratoire négatif

La Lorraine en baisse de population à l'horizon 2020, comme la Sarre et la Rhénanie-Palatinat

Perspectives démographiques horizon 2020 en GR

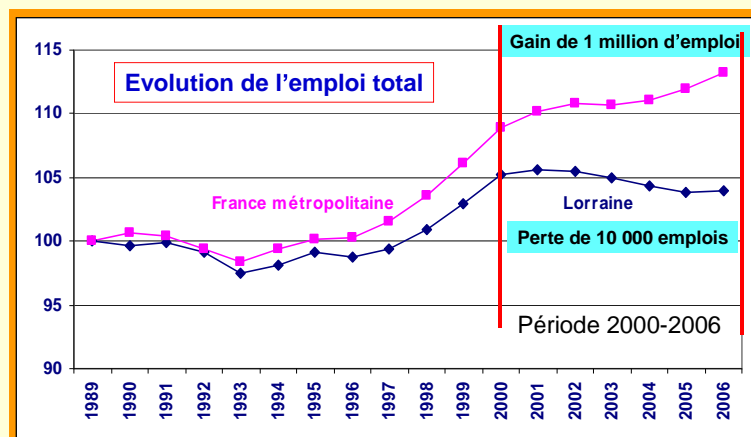


## EMPLOI LORRAIN

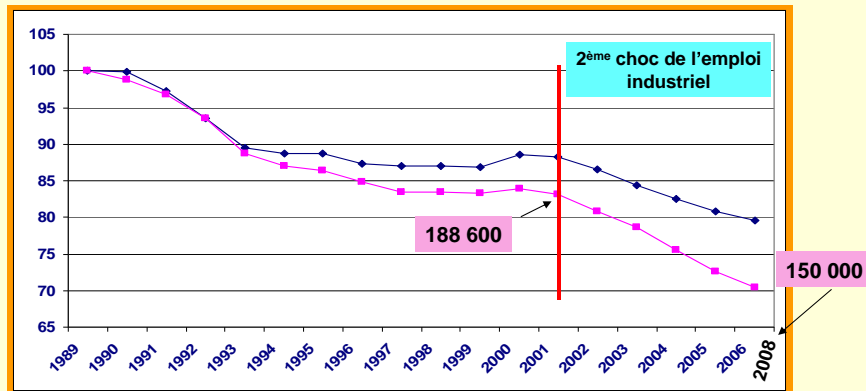
*Un décrochage accentué depuis 2000*



### La Lorraine toujours en panne dans la création d'emplois



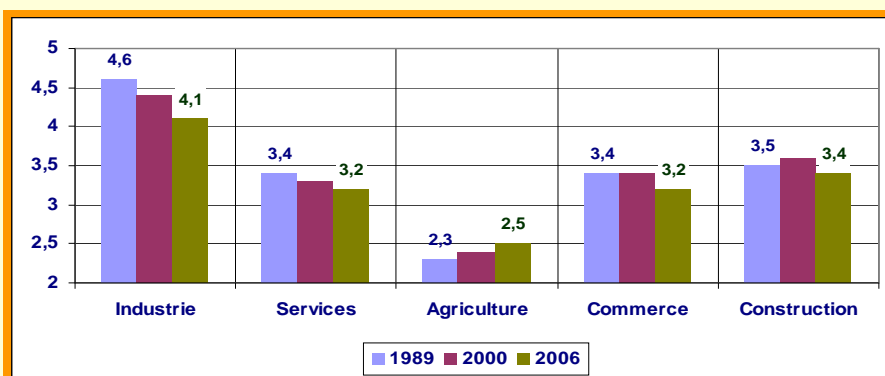
## Confirmation du second choc de l'emploi industriel en Lorraine



De 2000 à 2008, un emploi industriel sur 5 aura disparu en Lorraine



## Part de l'emploi lorrain en France dans les secteurs d'activité



Les pertes d'emploi de l'industrie ne sont pas compensées par les autres secteurs : la Lorraine perd du terrain dans l'emploi national



## EMPLOI FRONTALIER

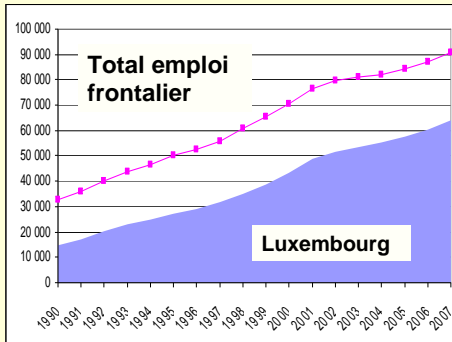
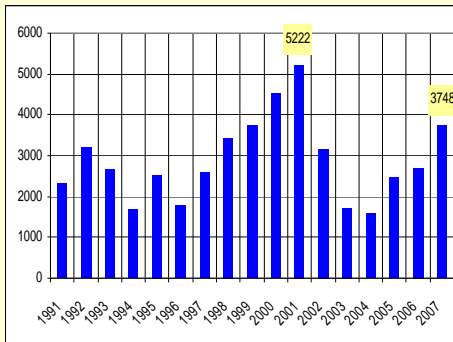
*Un rythme de progression toujours  
soutenu mais possible  
ralentissement lié à la crise  
financière*



### Travail frontalier : élément structurel majeur de la mutation du territoire lorrain

**Création annuelle d'emploi au  
Luxembourg pour les frontaliers lorrains**

**91 000 frontaliers lorrains en 2007**

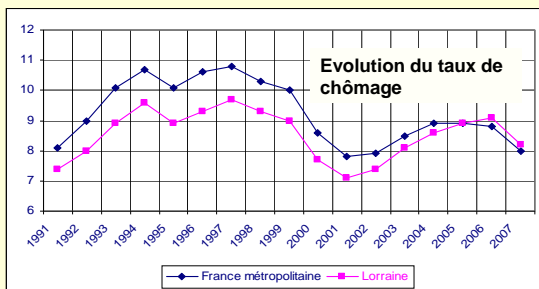


**Impact de la crise sur l'économie du Luxembourg : une question  
lorraine spécifique dans l'actualité de la crise financière**



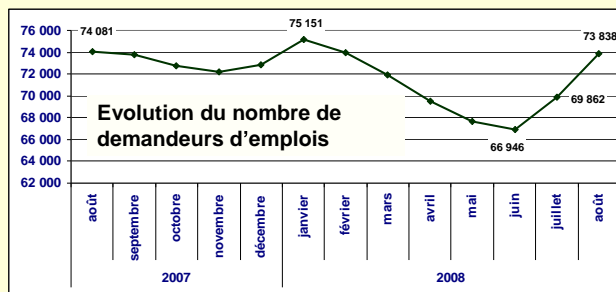
# CHÔMAGE

*Courte phase d'amélioration*

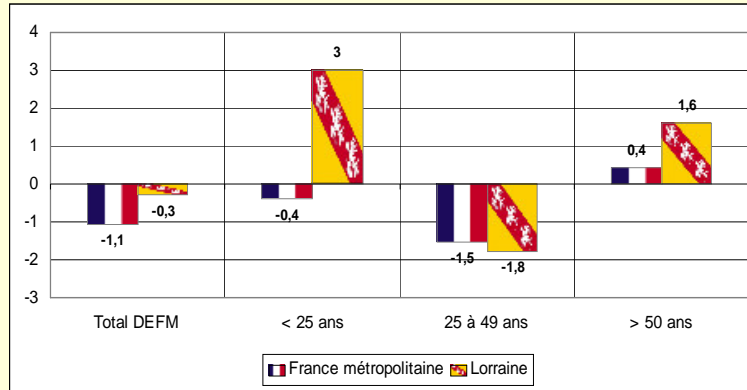


La Lorraine a marqué un temps de retard dans l'amorçage d'une baisse du chômage

Dès juin 2008, les chiffres de la demande d'emploi repartent fortement à la hausse



## Plus forte sensibilité des jeunes à la dégradation de l'emploi en Lorraine



...et de grandes différences entre les zones d'emploi

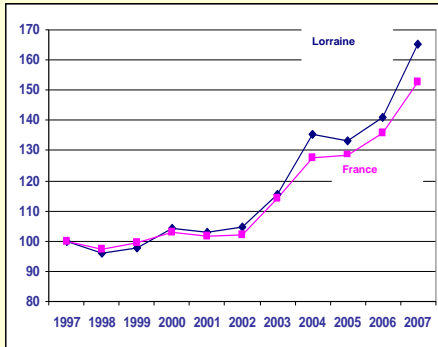
## Création d'entreprise

*Exceptionnelle dynamique en 2007  
en Lorraine*

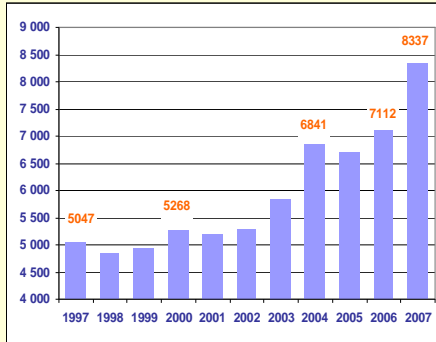




## Une dynamique spectaculaire en Lorraine depuis 2002



Evolution du nombre de créations d'entreprises  
(base 100 en 1997)



Nombre de créations d'entreprises en Lorraine

**86% des entreprises créées en 2007 sont portées par le dispositif ACCRE : quelle résistance de la dynamique de création à la crise actuelle?**

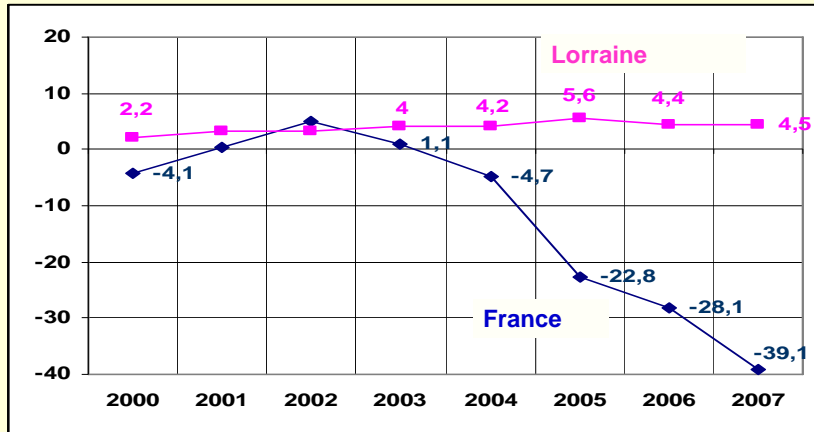


## Commerce extérieur

*Une situation singulière  
pour la Lorraine*



**Evolution du solde du commerce extérieur lorrain :  
la Lorraine profite de sa spécialisation industrielle et  
de ses relations privilégiées avec l'Allemagne**



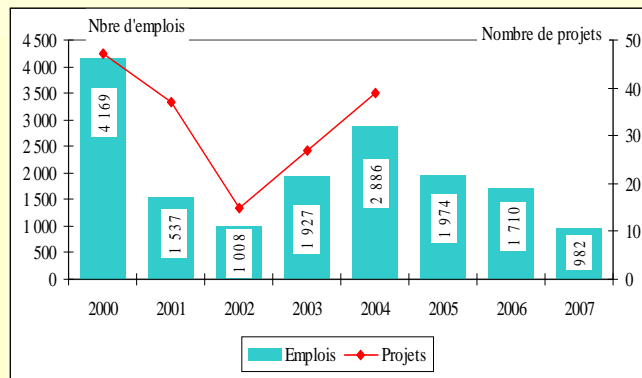
**Investissements  
internationaux**

***En baisse depuis 4 ans***



**700 entreprises et  
66 700 emplois  
dépendent des IDE  
en Lorraine :**

**l'attractivité  
régionale est  
cependant en  
difficulté en raison  
notamment d'une  
faible dynamique  
dans les services**



	Secteur manufacturier	Secteur des services
<b>Lorraine</b>	<b>912</b>	<b>44</b>
<b>France</b>	<b>20 854</b>	<b>13 623</b>
<b>Part de la Lorraine (%)</b>	<b>4,36 %</b>	<b>0,32 %</b>

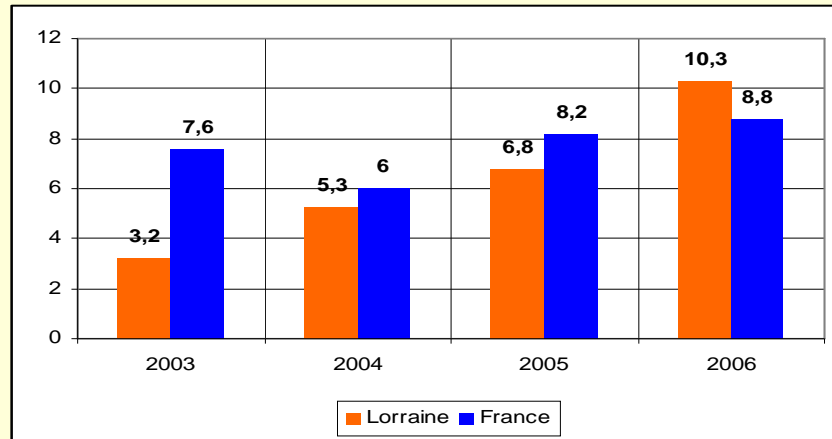


## Recherche – Développement – Innovation :

**Des indicateurs encore trop faibles  
malgré une mobilisation de  
l'action publique**



**Budget des Régions consacré à la Recherche: la  
Lorraine passe au 7<sup>ème</sup> rang en 2006**



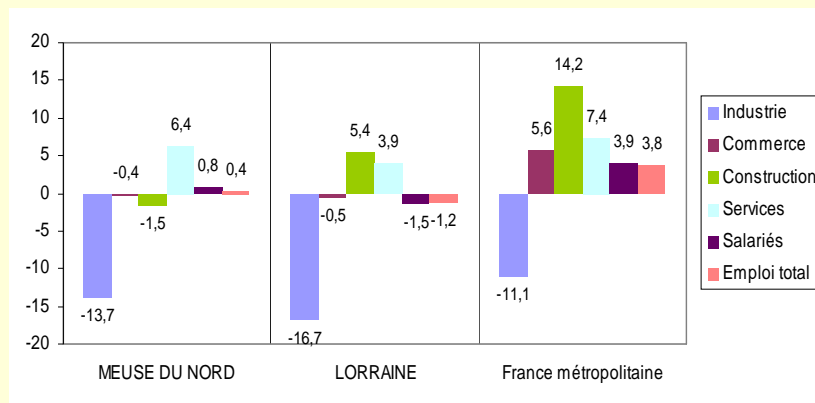
**Dépense en € par habitant : la Lorraine dépasse le taux moyen  
national en 2006**

Première étape de diagnostic des  
territoires :

**Classement des zones d'emploi lorraines  
dans l'évolution de l'emploi total 2000 -  
2006**



**1<sup>ère</sup> zone d'emploi lorraine dans le classement national : Metz ne se situe qu'au 176<sup>ème</sup> rang**



**9 zones d'emploi en dessus du 300<sup>ème</sup> rang et 2 dans les 8 dernières du classement national**

**2008 :**

**Une année de renversement brutal des indicateurs économiques et sociaux au regard des récents indicateurs de conjoncture**



<b>Emploi</b>	La Lorraine : 14 % des destructions d'emploi au second trimestre (21 <sup>ème</sup> rang des régions : 4 900 emplois supprimés sur 35 000 en France)
<b>Demandeurs d'emploi</b>	+ 1,8 % en août (2,2 % en France) Sur 1 an -0,3 % en Lorraine contre -1,3 % en France Détérioration + importante < 25 ans + 3 % (contre - 0,3%)
<b>Offres d'emploi</b>	Quantitatif : Baisse de 10 % / août 2007 Qualitatif : Baisse offres emploi durable >6mois (-15%/août 07)
<b>Immobilier</b>	Baisse de 26,5 % des logements commencés (moins 9,8 % pour la FM).
<b>Intérim</b>	Baisse de 1 580 en Lorraine (- 7 %) au 2 <sup>ème</sup> trimestre (- 7,6 % en France).
<b>Création d'entreprises</b>	Moins 12 % /août 2007 (- 10 % France) + 1,6 % pour les 8 premiers mois (+ 5,7 % France) 21 <sup>ème</sup> rang pour les 8 premiers mois (dans les 1 <sup>ers</sup> en 2007 )
<b>Défaillances d'entreprises</b>	+ 20 % au 1 <sup>er</sup> trimestre (9 % en France)
<b>Exportations</b>	Pas de fléchissement de nos exportations. Chiffre record d'exportations (5,3 milliards) sur les 12 derniers mois. Conséquences situation en Allemagne.

La crise financière actuelle et son prolongement vers une crise économique et sociale de grande ampleur met à nouveau la Lorraine en **situation de surexposition** :

- à une accélération des mutations territoriales
- à l'impact directe de la crise financière en raison de ses relations privilégiées avec le Luxembourg

Face à ce constat, la seule issue pour la Lorraine est plus que jamais liée à **sa capacité à se rassembler** pour promouvoir un nouveau niveau d'attractivité

**Le CES estime que 7 leviers d'actions prioritaires doivent être actionnés et constituer les bases d'un projet de territoire offensif**

